République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique

Ecole Supérieure de Management Tlemcen

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences de gestion

Spécialité : Management et stratégie des entreprises

Thème

Le rôle de la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière

cas –NAFTAL -

Présentée par :

Rahmani Imene

Soutenu le :01/07/2021

Devant le jury composé de :

Nom et Prénom	Grade	Qualité
HEMCHE Omar	MCA	Président
BOUSSADIA Hichem	MCB	Encadrant
TABET DERRAZ Imane	MCA	Examinatrice

Année scolaire : 2020/2021

Remerciements

Je remercie avant tout *« ALLAH »* le tout puissant de m'avoir donné le courage et la volonté et m'avoir guidé vers la lumière du savoir .je voudrais tout d'abord adresser toute ma gratitude à l'encadreur de mon mémoire ,monsieur **Boussadia Hichem** pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils , qui ont contribué à alimenter ma réflexion .

Je tiens à remercier sincèrement Monsieur **Ben Ali Mohamed** « chef département de finance et comptabilité » qui a bien voulu m'accueillir au sein de son département pour la documentation mise à ma disposition , son aide précieuse et ses conseils tout au long de ma période de stage .

J'exprime aussi mes vifs remerciements à tout le personnel d'entreprise NAFTAL à savoir :Mr **Benlamine** ,Mme **Boukhatem** ,pour les orientations et le support documentaire dont ils m'ont fait profiter tout au long de cette formation .

Des remerciements vont également à tous mes professeurs de l'école supérieure de management durant mes 5 années d'études.

Dédicace

Je dédie ce travail a :

Mes chers parents, que aucun dédicace puisse exprimer mes sincères sentiments pour leur patience illimitée, leur encouragement, leur aide, en témoignage de mon profond amour et respect pour leurs grands sacrifices .

Mes chers frères Imade Eddine et Abderrahmane et ma petite sœur Yasmine pour leur amour et soutien qu'ils trouvent ici l'expression de ma hautes gratitude.

Mes chers amis et toute ma famille et tous ceux que j'aime.

Rahmani Imene

Sommaire

Introduction Générale

Chapitre 01 : la gouvernance d'entreprise……..……...…08

Section 01: généralités sur la gouvernance d'entreprise……..……..09

Section 02 :les systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise……...……26

Chapitre 02 : l'information financière ……...……44

Section 01 : généralité sur l'information financière ……..45

Section 02 :la présentation de l'information financière …….62

Chapitre 03 : l'impact des mécanismes et principes de la gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière
……79

Section 01:l'impact de bonne gouvernance sur la qualité de l'information financière ……..80

Section 02 :l'implication d'audit et de contrôle de l'information financière sur la gouvernance d'entreprise …….94

Chapitre 04 :cas de l'entreprise NAFTAL (unité commercial Médéa)……109

Section 01 : présentation de l'entreprise NAFTAL ……..……..110

Section 02:présentation et analyse des résultats……118

Conclusion Générale ……..……...138

Bibliographie……...……142

Annexes……149

Liste des tableaux

Liste des tableaux

N°du tableau	Titre du tableau	Page
Chapitre 01		
(1.1)	Typologie des mécanismes de gouvernance des entreprises	**25**
(1.2)	Modèles théoriques des systèmes de gouvernance	**36**
Chapitre 03		
(2.1)	La comparaison entre l'audit interne et l'audit externe	**76**
Chapitre 04		
(4.1)	L'effectif global de l'unité commerciale de Médéa	**115**
(4.2)	Informations sur les entretiens effectués	**121**
(4.3)	Montant maximum de pouvoir des directeurs de NAFTAL en Dinars	**125**
(4.4)	Les membres de conseil d'administration de l'entreprise NAFTAL	**129**
(4.5)	Les membres du comité d'audit interne et ses responsabilités	**132**

Liste des figures

Liste des figures

N°de la figure	Titre de la figure	Page
Chapitre 01		
(1.1)	Les causes des problèmes de délégation	**14**
(1.2)	Les principes de gouvernance d'entreprise de l'OCDE, révision 2004	**28**
(1.3)	Préalables à l'existence d'un régime de gouvernement d'entreprise efficace	**29**
(1.4)	Les droits des actionnaires et les principales fonctions des détenteurs	**29**
(1.5)	Les de renforcement du rôle des actionnaires	**30**
(1.6)	Les de renforcements du rôle des actionnaires	**31**
Chapitre 02		
(2.1)	La transparence et la diffusion de l'information	**32**
(2.2)	Le processus financier	**47**
(2.3)	L'ensemble d'utilisateurs de l'information financière	**55**
(2.4)	Les liens entre information ,décision et action	**57**
(2.5)	Les liens entre information ,décision et action	**60**
(2.6)	Les différents courants de la théorie normative	**99**
Chapitre 03		
(3.1)	Rattachement hiérarchique de l'audit interne	**107**
(3.2)	Le système du contrôle interne	**115**
chapitre 04		
(4.1)	Histogramme de l'évolution des effectifs (2016/2017/2018)……	**117**
(4.2)	L'organigramme généra de l'unité commerciale de Médéa	**126**
(4.3)	L'effectif de l'employées formées en fonction des	**126**

	années	
(4.4)	L'application de code Algérien de gouvernance d'entreprise au niveau de l'entreprise NAFTAL	**127**
(4.5)	La contribution de l'audit interne à la réduction de l'asymétrie d'information	**135**
(4.6)	le rôle de l'audit interne au sein de l'unité commerciale de Médéa	**136**

Liste des Annexes

Liste des annexes

Annexes	Titre de l'annexe
Annexe N°01	Interview destinés aux cadres Du NAFTAL
Annexe N°02	Bilan comptable NAFTAL
Annexe N°03	Compte de résultat NAFTAL
Annexe N°04	Charte de délégation NAFTAL
Annexe N°05	Charte d'audit interne de NAFTAL

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviations	Significations
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
GE	GOUVERNANCE D4ENTREPRISE
CA	Conseil d'administration
AG	Assemblé générale
PDG	Président-directeur –générale
OPA	Offre publique d'achat
AMF	Autorité des marchés financiers
FCE	Forum des chefs d'entreprise
IFRS	International financial reporting standards
IAS	International accounting standars
LSF	Loi de sécurité financière
IIA	L'institut des auditeurs internes
IFACI	Institut français de l'audit et du contrôle interne
SEC	La sécurité et exchange commission
AFNOR	Association Française de Normalisation

Introduction générale

Introduction générale

Les scandales financiers qui ont frappé certaines entreprises dans le monde entier, ont contribué à raviver l'intérêt du public pour les discussions sur la finance et la gouvernance d'entreprise. La comptabilité en tant que représentation objective de la réalité économique, travers aujourd'hui une véritable crise de légitimité. A la base du système Anglo saxon, elle fait l'objet de toutes les attentions notamment dans le grand public et auprès des chercheurs qui découvrent d'une part le caractère fragile de son neutralité et de son objectivité et d'autre part la possibilité de gérer les résultats comptables et compromettant la qualité et la transparence de l'information financière contenue dans les états financiers.

La qualité de l'information financière est un sujet primordial qui a été traité dans la littérature comptable et financière. Cependant, peu de travaux ont été effectués sur la contribution de la gouvernance de l'entreprise sur l'amélioration de la qualité de l'information financière. En outre dans la relation entre les caractéristiques du conseil et la qualité de l'information financière. La comptabilité en tant que système d'information est utilisée pour prendre des décisions financières et pour responsabiliser les parties prenantes pour une gestion efficace.

Par conséquent, la gouvernance d'entreprise dans les pays développés et en développement a attiré une attention considérable dans la recherche universitaire. Notamment les sociétés veillent à l'application des principes et des mécanismes de gouvernance dans le but d'améliorer la qualité de l'information financière.

L'importance de notre recherche est de montrer l'utilité de l'application des principes et des mécanismes de gouvernance d'entreprise et ses rôles majeurs dans l'amélioration de la qualité de l'information financière. A cet effet, nous avons opté pour un essai d'analyse du rôle de la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière au sein de la direction générale de NAFTAL Cheraga et l'unité commercial Médéa.

Le choix de cette entreprise n'était pas fortuit, mais le privilège de cette dernière a été motiver par l'utilisation des principes et mécanismes de gouvernance d'entreprise pour valider ces informations financières .

Nous avons choisi de travailler sur le thème du rôle de la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière pour les raisons suivantes :

- L'importance du sujet, qui est considéré comme l'un des sujets les plus importants de l'économie d'aujourd'hui, et dont l'intérêt s'est considérablement accru après la récente crise financière ;
- Son actualité et son importance au sein de l'entreprise NAFTAL ;
- L'adéquation de notre thème de recherche avec notre spécialité et la volonté de consolider nos connaissances acquises.

La problématique posée dans ce travail de recherche est de trouver la relation entre la gouvernance d'entreprise et la qualité de l'information financière, en étudiant le cas de l'entreprise Naftal (unité commercial de Médéa). Pour mieux cerner notre sujet nous avons posé la problématique suivante :

- **« Quel rôle joue la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière chez l'entreprise NAFTAL ?»**

De cette problématique , des sous-questions surgissent ,à savoir :

- Quel est l'impact des mécanismes de bonne gouvernance chez Naftal sur la qualité de l'information financière ?
- Est-ce –que l'application de contrôle interne et l'audit interne contribue à améliorer la qualité de l'information financière ?
- L'entreprise Naftal ,souhait-elle fournir une information financière de qualité en appliquant les principes de la gouvernance d'entreprise ?

Pour répondre à cette problématique, nous proposons les hypothèses suivantes :

- **H1** : les principes de gouvernance affectent positivement la qualité de l'information financière chez l'entreprise Naftal ;
- **H2 :** le contrôle interne et l'audit à NAFTAL contribuent à l'amélioration de la qualité de l'information financière.

L'objectif principal de ce mémoire est d'analyser la bonne gouvernance d'entreprise sur l'amélioration de la qualité de l'information financière et le rôle des principes de gouvernance et le conseil d'administration dans sa réalisation, et le second est de faire une projection de cette étude sur un cas réel (l'entreprise NAFTAL ,direction générale et l'unité commercial de Médéa).

Et pour atteindre l'objectif souhaité de notre recherche, nous avons reparti le travail en quatre chapitres :

Le premier chapitre que nous avons devisé en deux sections traite la gouvernance d'entreprise. Dans la première section, nous allons présenter des généralités sur la gouvernance d'entreprise où nous allons montrer l'évolution du concept et ses origines ,et le deuxième, les systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise.

Quant au second chapitre nous allons évoquer l'information financière, et nous avons le divisé en deux section .dans la première section, nous allons présenter la définition, les caractéristiques ainsi les destinataires de l'information financière, et le deuxième nous allons aborder la présentation des états financiers, le contrôle interne à l'égard de l'information financière et l'audit des états financiers.

Dans le troisième chapitre, on a consacré l'impact de la gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière, pour cela deux sections sont mise en place.la première section sur l'impact de bonne gouvernance sur la qualité de l'information financière et la deuxième section sur l'implication d'audit et de contrôle de l'information financière sur la gouvernance d'entreprise

Et pour compléter le travail de recherche nous allons associer la théorie à la pratique, en étudiant le cas d'une Entreprise Public Economique, l'entreprise NAFTAL (la direction générale et l'unité commercial de Médéa).

Enfin, nous terminerons notre étude avec une conclusion, où des suggestions et recommandations sont présentées.

Nous nous sommes basés que quelques études parlent de l'impact des bonnes pratiques de gouvernance sur la qualité de l'information financière, nous citons à titre d'exemple :

Yakoubi Sadia ,(2017) ,le rôle de l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques économiques en Algérie cas ENIEM Tizou-ouzou ,mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention du diplôme en sciences de gestion ,option audit et contrôle de gestion .

Cette étude tend à vérifier la relation étroite qui prévaut entre l'audit interne et la gouvernance d'entreprise, car ce dernier peut conduire les entreprises à créer de la valeur ajoutée en répondant aux attentes des parties prenantes .A cet effet, elle a proposé une

problématique qui orientée vers le rôle d'audit interne dans la gouvernance d'entreprise publiques économiques en Algérie et pour aborder leur problématique elle examinais les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : l'audit interne est un outil principal dans la gestion des risques afin d'améliorer la gouvernance ;

Hypothèse 02 : L'audit interne réduire le problème d'asymétrie d'information pour une bonne gouvernance ;

Hypothèse 03 : L'audit interne peut améliorer la gouvernance d'entreprise à travers l'évaluation du système de contrôle interne.

Dans cette étude ,le chercheur a confirmé que Une bonne gouvernance d ' entreprise repose obligatoirement sur l ' audit interne, qui est un outil puissant qui permet aux dirigeants des entreprises de s'assurer que les procédures du contrôle interne sont convenablement respectées et en formulant des recommandations pour renforcer l'efficacité du dispositif dans le but de contribuer à la sauvegarde du patrimoine et à la création de la valeur ajoutée.

WafaeNejjar ,(2011),contribution a l'analyse des mécanismes de gouvernance explicatifs de la qualité de communication financière :cas des entreprises de SBF 120, thèse de doctorat ,université d'Orléans ,science de gestion .

Leur recherche doctorale s'aligne sur le travail d'analyse déterminante de Communication financière d'entreprise et Surtout la relation entre le jugement et communication financière. De ce constat ,leur questions de recherche est dont le but d'analyser mécanismes de gouvernance expliquent la qualité de la communication financière. Ses recherches visent à questionner l'impact des mécanismes de gouvernance sur qualité de la communication financière de l'entreprise. L'origine de la recherche est trouvée dans la note suivante: des manipulations qui dénaturent résultats des grandes entreprises qui ont soulevé de nombreuses questions dans la communauté financière concernant protéine et la fiabilité et la qualité des informations qu'ils publient . La réponse à cette question se trouve dans la gouvernance d'entreprise qui détermine toutes les pratiques qui permettent de suivre les décisions prises par le gestionnaire afin de aligner leurs intérêts sur ceux des autres parties les intervenants. En d'autres termes, il traite Les mécanismes par lesquels les parties prenantes de l'entreprise exercent un contrôle strict sur les dirigeants, en vue de protéger leurs intérêts (Charreaux, 1996).

ZIANI Abdelhak,(2013),Le rôle de l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance d'entreprise: Cas des entreprises Algériennes, l'université Blida 2 ,article publié sur le journal de recherches et des sciences économiques ,volume 08.

L'Algérie, comme d'autres pays, a connu ces dernières années une large diffusion de la corruption et de la fraude, c'est ce qui s'est passé amène les entreprises à accorder plus d'importance et de considération à l'audit interne afin de réduire les risques, d'assurer la transparence et de contribuer à la performance. L'objectif de cette étude est de savoir si l'audit interne peut contribuer à améliorer la gouvernance d'entreprise en Algérie, à travers évaluation du système de contrôle interne et de sa capacité à gérer les risques. Par une enquête basée sur le traitement de 106 questionnaires Dûment complété avec un taux de réponse d'environ 70,66 %.Cette recherche a démontré le rôle de l'audit interne dans améliorer la gouvernance d'entreprise. Les résultats du questionnaire concernant le rôle de l'audit interne dans la réduction de l'asymétrie d'information afin d'améliorer la gouvernance d'entreprise affichent que les répondants considèrent que l'audit interne est devenu un outil pour protéger les intérêts des actionnaires à travers l'assurance de l'intégrité des informations financières et son importance dans la protection des droits des parties prenantes.

Voara Andriamasy, (2008),l'impact des mécanismes de gouvernance d'entreprise sur la pertinence de l'information comptable ,mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maitrise des sciences ,sciences de la gestion ,HEC Montréal.

Cette recherche pour but de savoir si la qualité de la gouvernance d'entreprise pourra influencer l'utilisation des données comptable par les investisseurs dans leur prise de décision .il tend à répondre a la problématique suivante :les mécanismes de gouvernance apportent-ils une amélioration de la pertinence de l'information financière divulguée ? Dans cette étude ils ont retracé une évolution de la pertinence de l'information comptable entre 2000 et 2003 pour 114 entreprises canadiennes de haute technologie.ils ont trouvé que la gouvernance influence d'une façon effective la pertinence de l'information comptable entre l'année 200 et 2003 ,ainsi l'ancienneté des administrateurs et l'indépendance des membres de comité de vérification semblent exister et ambigus .

Ali Mezghani , Ahmed Ellouz ,2007,Gouvernance d'entreprise et qualité de l'information financière ,article scientifique ,France ,Hal Hal archives-ouvertes.fr.

L ’objectif de cette recherche est d’examiner l’impact de caractéristiques du conseil d’administration sur la qualité de l’information financière dans un échantillon de 58 entreprises tunisiennes cotées et non cotées .la problématique posée dans cette étude est la suivante :est-ce que les caractéristiques du conseil d’administration affectent la qualité de l’information financière contenue dans les états financiers ? Ou encore est-ce-que les membres du conseil d’administration des entreprises tunisiennes sont-ils conscients de la qualité de l’information financière et de son importance ?

Les résultats de cette étude révèlent que seul la présence d’administrateurs externes dans le conseil d’administration a un impact positif et significatif sur la qualité de l’information financière divulguée. en ce qui concerne la qualité d’audit et la concentration de propriété il s’avère que la qualité de l’audit a un impact positif et significatif sur la qualité de l’information financière alors que la concentration de propriété a un impact négatif et significatif sur la qualité de l’information financière.

Chapitre 01 : la gouvernance d’entreprise

Chapitre 01 : la gouvernance d'entreprise

Introduction :

L'entreprise est un système de gestion de l'autorité ouvert sur son environnement, Depuis les années 1990, le monde a été témoin d'une faillite soudaine des grandes entreprises des Scandales financiers et crises systémiques. Ces faillites ont des conséquences tangibles qui appartiennent à tous les membres de la société, actionnaires, administrateurs et employés, parties prenantes et plus largement des pouvoirs publics. Pour organiser et modifier cette complexe chaine qui rassemble les systèmes de l'entreprise, il est nécessaire d'établir le système organisationnel que nous appelons la gouvernance d'entreprise, et son étude sujet dans ce chapitre .En effet, la gouvernance des organisations est devenue un domaine bien diversifié combinant les considérations internes et externes de l'entreprise, en ajoutant des éléments sociaux, économiques, politiques et même l'environnement, le tout dans le but de réguler les relations entre les différentes parties prenantes « actionnaires, administrateurs et travailleurs».

Notre premier chapitre tentera de présenter Les substrats théoriques de la gouvernance d'entreprise, et ensuite l'ensemble des systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise (principes de l'OCDE, codes et normes et les systèmes existant de la gouvernance d'entreprise), pour cela deux sections sont mise en place :

Section 01 : Généralités sur la gouvernance d'entreprise ;

Section 02 : les systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise.

Chapitre 01 : la gouvernance d'entreprise

Section 01 : Généralités sur la gouvernance d'entreprise

1.1la gouvernance d'entreprise :

1.1.1. Origine de la gouvernance d'entreprise

Le concept de «gouvernance d'entreprise» existe depuis de nombreuses années en tant que nouveau concept de gestion. L'origine de ce concept est basée sur une étude de Berle et Means (1932). Dans les années 1970, d'autres économistes ont commencé à définir le gouvernement comme la mise en œuvre d'un mécanisme pour rassembler des coalitions afin de réduire la valeur commerciale du marché. Cependant, ce n'est qu'en 1997 que le terme «bonne gouvernance» a pris racine lorsque la Banque mondiale s'est rendu compte que le marché ne pouvait pas voir suffisamment d'infrastructures et a corrigé les effets négatifs de la mondialisation. . L'avènement du mot «bonne» est bien entendu défini par les connotations négatives du caractère spirituel qui apparaîtra. Cependant, le thème de la «gouvernance d'entreprise» a mis en évidence l'importance du présent, mais aussi les préoccupations d'hommes politiques et d'analystes de diverses disciplines (droit, économie, gestion, sciences politiques, etc.). Peut être utilisé par exemple: - Enron, Worldcom, Vivendi Universal, Parmalat, etc. De violents responsables gouvernementaux occidentaux ont contribué à placer le gouvernement au centre du contrôle du parti Cela a créé les conditions préalables à l'émergence du phénomène de gouvernance d'entreprise. Ils ont développé des initiatives nationales et internationales, y compris celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de la Banque mondiale, pour renforcer la gouvernance d'entreprise dans ses applications et pour guider un ensemble de cadres juridiques et réglementaires pour renverser la politique gouvernementale.[1]

1.1.2. Définition de la gouvernance d'entreprise :

Le terme anglo-saxon de «corporate gouvernance» se traduit en français par la gouvernement d'entreprise ou la gouvernance d'entreprise (GE) :

Ce dernier a été entendu par d'autres:

[1]Dionne-Proulx. J et Gilbert. L, « Éthique et gouvernance d'entreprise ,dans management et Avenir »,N°02,2010 ,p36.

Selon Ploix, la gouvernance d'entreprise est définie comme étant : *« le système par lequelles entreprises sont dirigées et contrôlées »*[2]. Ce concept s'applique donc non seulement à l'organisation de la direction de l'entreprise, mais aussi à son contrôle et aux moyens d'expression des actionnaires. Il est également reconnu que nous comprenons que la gouvernance est le bon système que nous recommandons de mettre en œuvre pour garantir que les décisions prises sont bénéfiques à la fois à l'entreprise et aux actionnaires. La gouvernance d'entreprise affecte donc les relations entre les acteurs de l'entreprise

Selon l'OCDE, la gouvernance d'entreprise s'intéresse aux *«relations entre la direction d'une entreprise, son conseil d'administration, ses actionnaires et les autres parties prenantes. Elle détermine également la structure par laquelle sont définis les objectifs d'une entreprise, ainsi que les moyens de les atteindre et d'assurer une surveillance des résultats obtenus »*[3].

Aussi Gérard CHARREAUX un des spécialistes françaises dans la gouvernance propose la définition suivante de (GE) *:« qui recouvre l'ensemble des mécanismes qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants, autrement dit qui gouvernent leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire »*[4]

Aussi, Pierre-Yves Gomez, le définit comme *«l'ensemble des dispositifs et des pratiques institutionnelles de l'entreprise qui permettent de rendre légitimes les fonctions d'autorité exercées directement par les dirigeants et déléguées à la hiérarchie»*[5] .

D'autre part, PEREZ. R, nous livre une définition plus riche de la gouvernance d'entreprise qui est conçue comme :*«le dispositif institutionnel et comportemental régissant les relations entre les dirigeants d'une entreprise plus largement, d'une organisationnelle et les parties concernées par le devenir de la dite organisation, en premier lieu celles qui détiennent des «droits légitimes » sur celle-ci. »*[6]

A partir de là, il est possible de dire que la gouvernance d'entreprise désigne l'ensemble des mesures, des organes de décision , des règles, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'une firme qu'elle soit

[2]Ploix .H, « Le dirigeant et le gouvernement d'entreprise », Village Mondial, Paris, juin 2003, p.16.
[3] El Harti. M, « La gouvernance des entreprises publiques marocaines »,tanager,Paris, 2010, p.4.
[4] CHARREAUX.G, « Le Gouvernement des entreprises, corporategovernance, Théorie et Faits », Economica, ,2 éditions,1997, pp 1952.
[5] GOMEZ P. Y, «la république des actionnaires. Le gouvernement des entreprise entre démocratie et démagogie», édition La découverte et Syros, Paris, 2001, p. 24
[6] PEREZ R., «La gouvernance de l'entreprise», édition La découverte, Paris, 2003, p. 22

publique ou privée.

1.2 Les substrats théoriques de la gouvernance d'entreprise

Le lien théorique le plus important de concept de gouvernance se situe au niveau des théories contractuelles. La théorie des contrats se développe avec la volonté de transcender certaines limites de l'approche organisationnelle néoclassique. L'objectif est de définir la forme d'organisation la plus efficace en tenant compte du contexte, en particulier de l'information. Les approches contractuelles présentées diffèrent en fonction de leur analyse du comportement des agents et de leurs interactions d'une part et d'autre part en fonction des hypothèses sur les informations dont les agents disposent .[7]

Il existe trois théories contractuelles à savoir :

-La théorie des coûts de transaction, qui peut expliquer l'existence de l'entreprise dans une économie de marché. De plus, cela aide à comprendre les formes de
Contrôle des transactions;[8]

-La théorie des droits de propriété, qui est au centre de l'approche néoclassique des institutions. Les origines de la théorie remontent aux années 1960. Elle souhaite expliquer comment les systèmes de droits de propriété influencent le comportement individuel et l'efficacité des systèmes économiques, en mettant en évidence les mérites des droits de propriété privée.[9]

-La théorie des agents revient sur l'un des principaux aspects de la gouvernance d'entreprise visant à séparer les propriétaires du capital (les mandants) et les dirigeants (les mandataires).

Pour cela, nous nous sommes basés sur cette dernière théorie (théorie de l'agence) car ses développements s'avèrent pertinents dans notre analyse.

1.2.1. La gouvernance d'entreprise et la firme comme noeud de contrats

La représentation de la firme nécessite deux approches traditionnelles de la gouvernance d'entreprise : l'approche actionnariale (modèle shareholders) et l'approche partenariale (modèle stakeholders).La gouvernance actionnariale donne la priorité aux intérêts des

[7]CHARREAUX.G,op.cit.,1997,pp1953-1962
[8]Charpentier.P, « Management et gestion des organisations », édition Armand Colin, Paris, 2007 ,page23.
[9]Weinstein.O, « Quelques controverses théoriques. L'entreprise dans la théorie économique », Revue Comprendre l'économie, vol1, pages 346.

actionnaires dans le processus de décision. La gouvernance partenariale prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

1.2.1.1 l'approche actionnariale :

L'approche actionnariale est le résultat des réflexions de Berle et Means et celle évoquée par la théorie de l'agence.*« Elle est associée à la conception légale de la propriété de la firme (seuls les actionnaires sont assimilés à des propriétaires).Elle ne s'intéresse qu'aux mécanismes permettant d'aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires ».*[10]

Dans l'approche actionnariale, le système de gouvernance représente un rôle pour assurer la rentabilité des investissements financiers. C'est donc la manière dont un promoteur de capitaux s'assure d'obtenir un revenu sur son investissement.

1.2.1.2 l'approche partenariale

La recherche fondamentale sur la gouvernance d'entreprise s'est concentrée sur l'étude des Relations d'agence entre dirigeants et actionnaires. L'approche partenariale élargi Le périmètre d'analyse pour intégrer toutes les parties prenantes.

« Cette approche trouve son fondement dans la redéfinition de la notion de propriété,se définissant tant par les droits de décision résiduels que par l'appropriation des gains résiduels. Elle étend ainsi le statut de propriétaire à l'ensemble des parties participantes au noeud de contrat productif (salariés, fournisseurs, sous-traitant, clients…) ».[11]

- **la théorie d'agence :**

« la relation d'agence est vue « comme un contrat dans le quel une (ou plusieurs) personne a recours au service d'une autre personne pour accomplir en son nom une tâche quelconque qui implique une délégation de nature décisionnelle à l'agent »[12].

Du fait de cette relation mandant/mandataire, le dirigeant est obligé de prendre des décisions conformes à l'intérêt de ses mandants.

Cette délégation du pouvoir entraine ce que l'on appelle des coûts d'agence qui comprennent*« d'abord les dépenses de contrôle engagées par le mandant pour s'assurer que les décisions du mandataire sont conformes à ses propres objectifs. Ce sont ensuite, les*

[10]Charreaux. G, « quelle théorie de la gouvernance ? De la gouvernance actionnariale à la gouvernance cognitive », édition Litek, Paris, 2002, p.54.
[11]Perez.R, « Le gouvernement de l'entreprise », édition la Découverte, Paris, 2003, p.28.
[12]Charreaux. G, « De nouvelles théories pour gérer l'entreprise », Revue économico industriel ,N°92,2000 ,P195.

dépenses effectuées par le mandataire pour mettre en évidence la comptabilité de sa gestion avec l'intérêt de ses mandants. Il s'agit ensuite de la perte de valeur de l'entreprise qui résulte de la divergence d'intérêts et que les dépenses de contrôle ne parviennent pas à éliminer complètement ».[13]

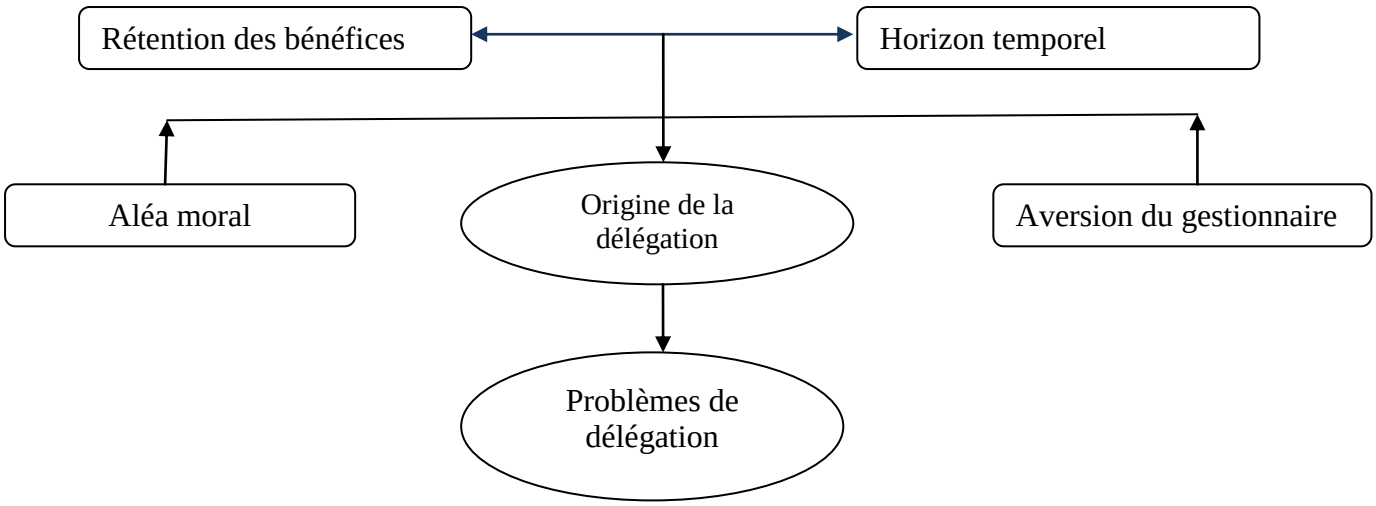
Et comme c'est toujours le cas pour le seul coût, les frais de délégation seront inévitablement captés par les marchés financiers et seront éventuellement reflétés dans le cours de l'action de la société. Concernant les actionnaires, les frais de délégation mais où elle est considérée comme faisant partie de la valeur du marché des actions qui ne sont pas les porteurs qui résultent des différences entre les dirigeants internationaux et les dirigeants.

- Les origines des problèmes de délégation :

La théorie de la délégation se concentre principalement sur la conciliation des intérêts potentiellement conflictuels des propriétaires d'une entreprise et de ceux de ses dirigeants. Du point de vue de la pure théorie de la délégation, il est impossible de faire entièrement confiance à un dirigeant, bien qu'à notre avis cette hypothèse soit quelque peu exagérée. Le conseil d'administration doit donc encadrer efficacement les dirigeants en élevant leur niveau et en faisant les choix stratégiques nécessaires à l'entreprise et en assurant leur suivi rigoureux, à toutes les étapes de leur mise en œuvre par la direction. Des problèmes de délégation sont présents chaque fois que des relations conflictuelles sont susceptibles de gâcher les accords contractuels, ce qui impliquerait des conflits d'intérêts entre les partenaires de l'entreprise. C'est que les arrangements contractuels montrent rapidement les limites qui leur sont inhérentes et qu'il n'est jamais possible de régler par contrat toutes les relations entre les dirigeants et les actionnaires d'une entreprise.[14]

[13] Husson. B, « La prise de contrôle d'entreprise », édition Presse universitaire de France, Paris, 1987, p.101.
[14] NACIRI. A, « Traité GOUVRENANCE D'ENTREPRISE L'approche scolaire », presses de l'université du Québec,2011, page 123.

Figure 1: les causes des problèmes de délégation.



Source :NACIRI.A, « Traité GOUVRENANCE D'ENTREPRISE » L'approche scolaire, presses de l'université du Québec ,2011,page122.

- **L'asymétrie de l'information :**

Les dirigeants de l'organisation ne communiquent pas aux actionnaires des informations dont ils sont les seuls dépositaires, privant les actionnaires d'informations importantes et cruciales pour la prise des décisions. C'est ce qu'on appelle l'asymétrie des informations dont elle dispose, elle ne sera pas perçue de la même manière par l'ensemble de ses utilisateurs. Conscients que l'information n'est pas toujours correctement communiquée, les actionnaires recourent donc à des mécanismes de protection voire à des auditeurs parfois onéreux pour faire respecter leur droit à l'information et éviter les asymétries.[15]

- **L'aléa moral :**

Afin de bien comprendre l'aléa moral (ou risque moral) dans les relations principal-agent, prenons le cas d'un seul dirigeant qui détient tout le capital de son entreprise. Nous proposerons un modèle explicatif de son comportement et verrons comment ses incitations à bénéficier d'avantages personnels augmentent à mesure que la part de sa participation dans le capital de l'entreprise diminue. Même si le gestionnaire cherche à maximiser la richesse des actionnaires, comme il se doit, il peut décider de ne voir que son côté personnel, c'est-à-dire qui correspondra le mieux à ses compétences personnelles.Le gestionnaire adopte cette

[15]NACIRI. A, OP.cit,P 123.

attitude pour diverses raisons. Il pourrait s'agir d'améliorer son image de compétence et son pouvoir de négociation, ainsi que son niveau de protection. Il sera donc difficile et beaucoup plus coûteux pour les actionnaires de le remplacer dans l'organisation. Et comme l'augmentation de la taille de l'entreprise va de pair avec l'augmentation de la complexité des relations contractuelles, il convient de noter que les grandes organisations souffrent beaucoup plus de problèmes d'aléa moral que les petites entreprises. taille et sont donc plus exposés à plus de frais de délégation.[16]

- **La rétention des bénéfices :**

Une grande attention a été accordée aux différends entre les sociétés et les agents concernant la retenue des bénéfices; comme le volume de la rémunération des dirigeants augmente avec la taille de l'entreprise, on en vient rapidement à soupçonner que les membres de la direction ont toutes les raisons de se concentrer sur la croissance de la taille plutôt que sur la maximisation du patrimoine classique des actionnaires.[17]

En effet, l'augmentation de la taille de l'entreprise rehausse le prestige de la direction, tout en lui donnant un plus grand pouvoir grâce à un contrôle plus serré du conseil d'administration. Il devient alors facile pour les dirigeants de s'octroyer de somptueux salaires et avantages personnels. Cependant, chaque fois que l'augmentation de taille se fait dans un but de diversification, il est évident que la réduction du risque spécifique de l'entreprise qui en résulte induit également une amélioration de la sécurité d'emploi des managers, principalement du fait de la consolidation de leur image de compétence, diligence et professionnalisme. Il est également prévu que la rétention des bénéfices puisse être favorisée pour des raisons de financement chaque fois qu'une opportunité d'investissement interne rentable se présente. Malheureusement, bien que la rétention des bénéfices puisse réduire le besoin de financement externe et donc le coût éventuel de la levée de nouveaux capitaux externes, elle peut également réduire l'efficacité et l'intensité de la surveillance que le marché des capitaux peut exercer sur la gestion d'entreprise.[18]

[16] Jensen. M, « Agency Costs of Free Cash-Flow, Corporate Finance, and Takeovers », American Economic Review, vol.76, 1986,page 323.
[17] Jensen. M, op.cit.,1986, page 329.
[18]NACIRI.A, op.cit., 2011,page 124.

- **Le conflit d'horizon temporel entre mandant et mandataire :**

La majorité des actionnaires semblent généralement plus concernés par la gestion des flux de trésorerie futurs de leur entreprise, car ils essaient toujours de faire démarrer leurs écrits, que les cadres supérieurs qui sont plus intéressés par les flux de trésorerie qui correspondent le mieux à leurs propres conditions d'emploi . Comme on pouvait s'y attendre, cela conduirait inévitablement à un conflit monde-client, le conflit d'horizon temporel. Dans ce cas, le gestionnaire privilégierait les projets à court terme, qui promettent généralement des rendements élevés à court terme et une assurance pour l'avenir, au détriment des projets à long terme avec une valeur actuelle positive.[19]

Cette politique de placement sous-optimale est exacerbée par l'approche de retraite des cadres supérieurs. Ces différents horizons d'investissement sont également susceptibles d'amener les dirigeants à utiliser des pratiques comptables subjectives pour manipuler des salaires apparemment en hausse et d'autres éléments de rémunération afin de maximiser leur prime de performance, en particulier la veille de leur départ de l'entreprise.

- **L'aversion au risque** :

Les décisions prises par la direction d'une organisation ne répondent pas toujours aux exigences de la diversification traditionnelle du portefeuille de l'organisation. Cette inégalité peut conduire à un conflit mandant-mandateur qui est l'aversion au risque pour les gestionnaires. Dans ce cas, le dirigeant évite le moindre risque, voire les risques minimes qu'une entreprise doit parfois prendre, privant ainsi son entreprise de tout potentiel de valeur ajoutée car cela a un impact négatif sur le management et même stagne ou diminue sa rémunération ou autre. Avantages personnels Le leader préfère alors avoir une politique de risque très conservatrice, voire timide, surtout lorsque cette politique est susceptible de maximiser son avantage personnel.

Les propriétaires d'entreprise veulent une politique de protection plutôt que d'intimidation car elle est importante pour eux et leur permet de protéger et de maintenir leurs opérations à faible coût. La politique de l'endettement est un excellent exemple de cette stratégie complexe de cette stratégie managériale. Désireux de diversifier leur portefeuille, cela pourrait se faire eux -même à un faible coût.

[19]Dechow, P.et Sloan.R, « Executive Incentives and the Horizon Problem : an Ampirical Investigation », Journal of Accountiong and Economics, vol .14, 1991,page 51.

***Les conflits mandant-mandataire et le milieu culturel :**

Les problèmes de délégation changent selon la culture. Ainsi, il y a certains pays où le problème des délégation est encore plus sérieux , par exemple en Amérique du Sud où il y a un conflit d'intérêts qui peut survenir entre la direction et le conseil, d'une part, et d'autre part l'actionnaire externe . Dans cette relation, la direction qui renforce ses propres utilités aux détriment de celle des actionnaires externes . dans d'autres pays, comme le Japon ou l'Europe , où les entreprises et les familles nombreuses ou les grandes entreprises ou institutions financières ont des antécédents différents, de base, et peuvent être maintenues dans les industries existantes d'Asie et d'Asie centrale. L'Afrique de l'Est et du Nord en général et l'Algérie en particulier, où la responsabilité incombe fortement à une petite famille d'essayer d'augmenter sa propre utilité et de négliger les autres parties prenantes .[20]

*** les limites de la théorie de l'agence :**

La théorie d'agence refuse toute idée que l'entreprise devrait être laissée dans un une théorie hiérarchique qui expose les origines des institutions capitalistes et un conflit entre vérité et théorie pour savoir:

- Les coûts d'agence ne peuvent être élevés car ils sont consacrés à être contestés par les parties prenantes lorsqu'elles prennent conscience qu'il existe des formes concurrentes supérieures ;
- l'industrie réduit les relations individuelles conduisant à une dilution plein du même esprit de la profession;
- La minimisation des coûts d'agence peut ne pas être applicable non plus parce que les cocontractants souffrent d'asymétrie d'information, ou ces parties ne cherchent même pas se renseigner à cause des coûts d'information.[21]

1.3 Les mécanisme de la gouvernance d'entreprise :

La théorie de l'agence considère le rôle de la gouvernance dans l'atténuation des conflits d'agence entre les mandants et les mandataires , et a été la théorie de base de la recherche sur la gouvernance d'entreprise. Cette tradition met l'accent sur les incitations formelles et le mécanisme de contrôle pour protéger les actionnaires dispersés de l'extérieur des intérêts de

[20]NACIRI .A, op.cit.,2011, page 124.
[21]Charreux, G, « Structure de propriété, relation d'agence et performance financière », Revue économique. 1987.

gestion opportunistes. L'un de ces mécanismes de contrôle est la production de rapports permettant aux actionnaires externes de sauvegarder la performance managériale. Cependant, les dirigeants sont encouragés à tromper les actionnaires en obtenant des informations financières qui ne décrire la performance sous-jacente réelle de l'entreprise. Différents mécanismes de gouvernance internes et externes existent donc pour protéger les actionnaires minoritaires contre le reporting managérial opportuniste.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de règles et de procédures utilisées pour gérer et diriger l'organisation d'une entreprise, cela se résume à l'ensemble des mécanismes mis en place par les théoriciens pour discipliner les dirigeants et minimiser les conflits d'intérêts entre les mandants et les mandataires .parlent donc de mécanismes internes et externes.

- Des mécanismes interne ou externe : Selon leur degré d'appartenance avec l'entre.
- les mécanismes de gouvernance en fonction de deux critères, leur degré de spécificité et leur degré d'intentionnalité.[22]

1.3.1 les mécanismes internes

1.3.1.1. Le conseil d'administration :

Le conseil d'administration le plus important des mécanismes de gouvernance et celui qui a le plus grand pouvoir de contrôle. Le conseil d'administration est une procession des actionnaires, c'est-à-dire qu'il est censé nommer les actionnaires qu'il soit majoritaire ou minoritaire, il est pour apprécier les forces présentes au sein des actionnaires. Le conseil d'administration définit clairement la stratégie de l'entreprise en exigeant la lourde tâche qui et la mise en œuvre de celle-ci à la direction.Compte tenu de son importance, le conseil d'administration dispose de plusieurs voies d'action pour faire pression sur les dirigeants afin qu'ils protègent les intérêts des actionnaires. Ainsi, il appartient au conseil d'administration de désigner et d'évaluer les travaux sur lesquels il a été travaillé. . Un dirigeant qui ne répond pas aux attentes ne répondant du conseil se trouve dès lors sous la menace directe d'un

[22] Antoine. P, « étude des liens entre les caractéristiques du conseil d'administration et la performance de l'entreprise : application aux contextes belges et français », l'obtention du diplôme de Master en Sciences de Gestion spécialisée en Audit et Analyse financière, école de gestion de l'université de Liège,2015, page 25.

licenciement et d'une mauvaise réputation sur cette compétence managériale. Le conseil d'administration a le pouvoir de déterminer individuellement la rémunération du conseil d'administration. Encourager le réalisateur à suivre la ligne stratégique décidée et à achever des profits .[23]Le conseil d'administration est également de tenir des assemblées générales, de nommer et de révoquer le président de CA et les dirigeants , de superviser la gestion de l'entreprise et du directeur, d'admirer la stratégie , suivi la qualité de l'information et de suspendre les comptes. pour les théoriciens de l'agence, le CA est un outil disciplinaire important pour minimiser les coûts d'agence. En théorie de l'agence, pour Fama (1980) et Jensen (1983) la mission du conseil d'administration est de lutter contre la collusion (accord secret) entre les dirigeants et les administrateurs , car ces derniers participent quotidiennement à la vie de l'entreprise et avoir des informations spécifiques.[24]

Le CA a fait l'objet de nombreuses recherches empiriques car il s'agit d'un mécanisme disciplinaire intéressant. Parmi les études menées, nous citons comme exemple l'étude de Marck, Shleifer et Vishney (1989) et celle de Parrino (1997) qui montrent que le CA fait évoluer la performance des dirigeants en tenant en compte la situation du secteur d'activité de l'entreprise.

1.3.1.2 Les systèmes de rémunération

Il existe trois principaux types de rémunération des dirigeants, afin de motiver et d'inciter le dirigeant, il faut trouver la bonne recette qui permet d'assurer la composition de ces trois composants qui sont:[25]

***La rémunération fixe** : C'est un montant fixe qui ne dépend pas de la performance de l'organisation . Ce montant est toujours déterminé par un contrat ou une résolution de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.[26]

[23]Antoine .P, op.cit., 2015,page25.
[24]Koudri .A ,et Aziezlamia , « LE CONSEIL D'ADMINISTRATION : UN MECANISME INEFFICIENT DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES ECONOMIQUES (EPE) »,Article cité dans les cahiers du cread N°113/114, P61.
[25]Writz.P, « Politique de financement et gouvernement d'entreprise », Ed Economica, Paris, 2002, PP : 217-218
[26] Gregory .H, « Les critères de détermination de la part variable de la rémunération des dirigeants du CAC 40 ». Revue française de gouvernance d'entreprise, Institut français des administrateurs, 2010, pp.67.

***La rémunération basée sur des critères et mesures comptables :**Ce type est un pourcentage du résultat comptable (excédent brut d'exploitation ,résultat d'exploitation, résultat de l'exercice avant impôt, valeur ajoutée …). Cette méthode permet d'aligner les intérêts des administrateurs sur ceux des actionnaires mais elle a plusieurs inconvénients ,car les dirigeants seront tentés d'utiliser des pratiques comptables permettant de mettre en évidence des indicateurs de performance et des résultats à court terme.[27]

*** La rémunération basée sur les marchés boursiers** :C'est un système qui permet aux dirigeants la possibilité de détenir des actions de l'entreprise, et d'aligner les intérêts des dirigeants sur les intérêts des actionnaires, ce mode de rémunération dépend de l'attribution de l'acte ou de l'option qui permet l'acquisition de actions dans le futur à un prix spécifique .

En effet, une étude de P. Desbrières en 1991 a confirmé l'efficacité d'un tel système. Plusieurs autres chercheurs ont étudié divers systèmes de rémunération en examinant leur relation avec la performance de l'entreprise. Murphy (1985) montre qu'il existe une relation positive entre la performance et toutes les composantes de la rémunération (salaire + bonus), la valeur des stock-options et la rémunération totale . De plus, Ofek et Yermak (2000) ont étudié l'effet de la rémunération des dirigeants sous forme d'actions ou d'options d'achat d'actions sur le développement de leur actionnariat, et les chercheurs ont constaté que ce type de rémunération était le plus utilisé par les entreprises américaines au cours des années 1990.

« La rémunération des dirigeants doit pouvoir monter à des niveaux très élevés en cas de succès de l'entreprise, à condition qu'en cas d'échec elle puisse être faible », déclare Claude Pibar. Loin de la théorie, la discussion se concentre sur la récompense des dirigeants qui alimentent les pratiques, qui varient considérablement selon les pays et les entreprises. L'objectif des stock-options est d'aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires, en encourageant les investissements à long terme et en réduisant l'opportunisme. De nombreux auteurs ont montré les limites du système des stocks options, car le plan d'achat

[27]Gregory.H ,op.cit., 2010, p.67.

d'actions est souvent plafonné individuellement et peut inciter le dirigeant à prendre des risques pour accroître ses plus values boursières potentielles.[28]

1.3.1.3.L'assemblée générale des actionnaires

L'assemblée générale des actionnaires (AG) peut permettre de suppléer les insuffisances du conseil d'administration. Il s'agit d'un rassemblement de tous les membres de l'organisation afin qu'elle rencontre les dirigeants ou membres de son conseil d'administration et puisse ultimement prendre des décisions. Il a pour objet d'examiner les comptes de l'année précédente et de prendre des décisions concernant le conseil d'administration.

Par conséquent, certaines décisions proposées, en particulier des modifications juridiques, pourraient être rejetées en faveur de la position des cadres. Dans la pratique, cependant, les contrôles exercés par l'assemblée générale sont rarement efficaces, en particulier dans les entreprises à capital dispersé. Le coût du contrôle d'une minorité d'actionnaires peut être prohibitif et les empêcher de mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces. Les actionnaires doivent pouvoir voter pour déterminer la rémunération des dirigeants.[29]

***La surveillance mutuelle :**

Si l'on pense que les managers et les salariés sont constamment valorisés sur le marché du travail, il est fort probable que sa valeur dépende des résultats obtenus par leur entreprise. Afin de ne pas risquer de voir leur image se dégrader sur le marché, les dirigeants et les salariés ont tendance à surveiller ce qui se passe en interne et à dénoncer des comportements susceptibles de nuire à la performance de l'entreprise. C'est cette surveillance interne qui est censée dissuader les comportements opportunistes.

***L'endettement :**

Jensen (1986) et Stulz (1990) estiment que l'endettement est l'un des moyens les plus efficaces de discipliner les équipes de direction. Le PDG d'une société débitrice est obligé de

[28]Gregory.H ,op.cit., 2010, p.69
[29]Parrat. F, « le Gouvernement d'Entreprise », Dunod, France, 2003,P65.

générer un cash flow positif afin que les prêts puissent être remboursés. En particulier, l'endettement réduirait les dépenses inutiles en obligeant les gestionnaires à générer fréquemment des flux de trésorerie positifs. S'il est toujours possible de faire comprendre aux actionnaires qu'il n'y aura pas de dividende, il est presque impossible de faire comprendre aux prêteurs que les délais bancaires ne seront pas respectés. [30]

1.3.2 Les mécanismes externes :

1.3.2.1Le marché financier

Le marché financier et la concurrence entre dirigeants sont les moyens de contrôle les plus efficaces. Les actionnaires peuvent vendre leurs titres en cas de mauvaise gestion. Selon Manne H (1965), l'idée principale du marché financier est que les entreprises les mieux gérées voient une hausse du cours de l'action. Mais Jensen et Ruback (1983) expriment que la hausse du cours de l'action peut s'expliquer par un changement dans l'équipe de direction dont l'inefficacité est jugée trop coûteuse.[31]

Ce «marché du contrôle» peut exercer son rôle disciplinaire sans contrôle total. C'est ce que l'on appelle le «marché du contrôle partiel», et c'est en fait un marché beaucoup plus actif qu'auparavant, comme le notent JE Bethel, Porter Libeskind et T Opler (1998).G. Charreaux a proposé un réseau d'analyse qui permettrait de classer tous les mécanismes susceptibles qui joue un rôle dans la gouvernance d'entreprise selon deux critères, l'intention du mécanisme et sa spécificité. A l'origine, pour l'analyse de la gouvernance d'entreprise à des fins purement commerciales, ce réseau n'indique en aucun cas que tous ces mécanismes exercent une influence sur l'ensemble des organisations, mais leur application permet d'identifier les éléments tendant à exercer la plus grande influence. On peut ainsi se faire une idée des mécanismes de base qui composent le cadre de gouvernance d'entreprise d'une organisation

[30]Parrat. F, op.cit ,P65..
[31] Ebondo WaMandzila .R , « La gouvernance de l'entreprise : une approche Par l'audit et le contrôle interne », Edition Harmattan Paris,2006 ,P26.

particulière afin d'étudier si la structure des mécanismes de gouvernance est compatible avec le statut actuel et futur de l'organisation en question.[32]

1.3.2.2 Marché des prises de contrôle ou des fusions et acquisitions :

Le marché des prises de contrôle est considéré comme un outil disciplinaire car les menaces d'OPA (offre publique d'achat) qui pèsent sur les managers font pression sur eux en les sanctionnant en cas de mauvaise gestion ou de manque de transparence des informations (Asymétries de l'information) qui sont transmises au marché. Les fusions et acquisitions sont supposées se produire lorsque l'entreprise a un réel potentiel de croissance gérée de manière inefficace; Ainsi, le remplacement de l'équipe de direction devrait conduire à de meilleurs résultats.[33]

1.3.2.3Marché du travail des dirigeants de l'entreprise :

Les acteurs individuels de l'entreprise, en particulier les dirigeants, sont confrontés à la discipline et aux opportunités que le marché du travail leur offre pour leurs services à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise .[34]Ainsi, le marché du travail est un outil de discipline qui s'exerce sur les dirigeants à l'initiative du conseil d'administration. S'il n'y a pas d'indicateur de performance, le meilleur d'entre eux disparaîtra. Au contraire, si les managers sont inefficaces, ils peuvent être remplacés, soit par des individus de l'entreprise (marché du travail interne), soit par des individus extérieurs à l'entreprise (marché du travail externe).[35]

1.3.2.4Marché des biens et services :

La concurrence sur le marché des biens et services joue un rôle important dans le contrôle des dirigeants. En effet, un dirigeant qui choisit une stratégie qui ne sert que ses intérêts au détriment des actionnaires peut avoir des conséquences sur les coûts de production et les prix de vente qui peuvent rendre l'entreprise moins compétitive. Plus la concurrence est forte, plus

[32]Charreux, G, « Structure de propriété, relation d'agence et performance financière », Revue économique. 1987.
[33]Aswath. D, « Acquisitions et prises de contrôle Dans Finance d'entreprise »,De Boeck Supérieur,2006,P1139.
[34] Ly-BARO .F , « Création de valeur et Gouvernance de l'Entreprise », 3°édition Economica, paris 2002,PP99-100
[35]Aswath.D,op.cit.,2006,P1140.

ce mécanisme est efficace et ils ont tendance à prêter attention à leur réputation: choisir le meilleur et éliminer le moins compétitif / opportuniste.[36]

Enfin, en cas d'opportunisme affirmé ou de mauvaise gestion, les actionnaires peuvent vendre leurs actions pour exprimer leur mécontentement. Ces menaces incitent les dirigeants à diriger l'entreprise selon les souhaits des actionnaires, car ils souhaitent éviter cette disparition pour échapper à toute sanction et conduire pour le bien-être de l'entreprise.

Pour synthétiser, la gouvernance d'entreprise englobe les mécanismes de contrôle, y compris les processus, les structures et les informations utilisées pour diriger et superviser la conduite des affaires. Cela comprend les moyens par lesquels les conseils d'administration et la haute direction peuvent être tenus responsables de leur travail, ainsi que de la création et de la mise en œuvre de fonctions et de programmes de surveillance. En particulier, elle fait référence aux mécanismes par lesquels les entreprises sont gérées et contrôlées de l'intérieur, garantissant ainsi l'organisation efficace du pouvoir dans l'entreprise.

A partir les travaux de Williamsson, Charreaux (1996),il note les différences dans la théorie de l'agence, notant qu'il est très difficile de définir les limites des organisations modernes (les actionnaires sont-ils internes ou externes à l'entreprise?), il propose de classer les mécanismes de gouvernance en fonction de deux critères , le degré de spécificité et le degré d'intentionnalité [37].comme ils ont présenté dans le tableau suivant :

[36] Peter Writz, « politique de financement et gouvernement d'entreprise », Ed- Economica, 2002 Paris, PP: 219-220.
[37] PARRAT. F,Op.cit. ,2003, p69.

Tableau N°01 : Typologie des mécanismes de gouvernance des entreprises.

	Mécanismes spécifiques	Mécanismes non spécifiques
Mécanismes intentionnels	- Contrôle direct des actionnaires (assemblée) ; - Conseil d'administration ; - Système de rémunérations d'intéressement ; - Structure formelle ; - Auditeurs internes ; - Comité d'entreprise ; -Syndicat « maison ».	- Environnement légal et réglementaire ; - Syndicat nationaux ; - Auditeurs légaux ; -Associations de consommateurs.
Mécanismes non spontanés	- Réseaux de confiance informels ; - Surveillance mutuelle des dirigeants ; - Culture d'entreprise ; - Réputation auprès des salariés.	- Marché financier (dont celui des prises de contrôle) ; - Intermédiation financière ; - Crédit interentreprises, - Marché du travail ; - Marché politique ; - Marché du capital social ; - Environnement sociétal ; - Environnement médiatique ; - Culture des affaires ; -Marché de la formation.

Source : Charreaux.G, « vers une théories du gouvernement des entreprises », édition Economica1997, p 427.

1.4 le rôle de la gouvernance d'entreprise :

Le rôle de la gouvernance des entreprises : Charreaux estime que pour être efficace, un système de gouvernance d'entreprise doit jouer deux rôles principaux :[38]

• Un rôle préventif: doit permettre de prévenir les crises. En particulier, cela implique de veiller à ce qu'aucune des parties prenantes n'accapare une partie de l'excédent de richesse à long terme aux dépens des autres partenaires. Une bonne gouvernance d'entreprise doit donc permettre l'expression de diverses parties prenantes avant que les conflits n'éclatent;

• Un rôle curatif : il doit permettre la résolution des crises. Parfois, une situation de crise doit être résolue par le départ des cadres ou certains employés. Il est important que le système de gouvernance soit suffisamment flexible et réactif pour permettre cela.[39]

[38]CHARREAUX.G, «« Le Gouvernement des entreprises, corporate governance, Théorie et Faits», .Op. Cit., 1997,p. 35

Section 02 : les systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise

2.1principe de l'OCDE de la gouvernance d'entreprise :

Plusieurs codes de bonnes pratiques et principes de gouvernement d'entreprise Au cours des dix dernières années ont été développé. d'où on trouve dans le monde entier, plus de 200 codes ont été écrits dans environ 72 pays et régions.[40]Une des quelques-uns ont une portée internationale[41].

Parmi ces principes, seuls les Principes de l'OCDE s'adressent aux décideurs politiques et aux entreprises et se concentrent sur l'ensemble du cadre de gouvernance (droits des actionnaires, parties prenantes, divulgation et pratiques du conseil). Les principes de l'OCDE ont acquis une acceptation mondiale en tant que cadre et norme de gouvernance d'entreprise. Publié en 1999 et révisé en 2004.[42]

L'OCDE a ressenti le besoin d'élaborer ses propres principes de gouvernance d'entreprise (les Principes de gouvernance d'entreprise de l'OCDE) qui ont été initialement approuvés par les ministres des États membres en 1999, principalement sous la pression insoutenable de la vague de crises financières et de scandales qui a ravagé les économies. 1997-1998.La série de faillites d'entreprises bien connues dans les coulisses a renforcé la conviction de l'OCDE de la nécessité d'un système de gouvernance et l'a encouragée à se développer et à croire en ses efforts pour améliorer la gouvernance au sein de l'OCDE. Une entreprise d'envergure mondiale dont l'objectif, pour eux, depuis lors, la transformation est une préoccupation constante. Ainsi, au début des années 2000, l'Organisation de coopération et de développement économiques a mis à jour l'un des principes qu'elle a adopté en 1999 pour tenir compte des derniers développements et changements; En 2004, il a publié un examen de ses principes (Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE, examen de 2004),qui *« sont depuis devenus une référence incontournable et internationale pour les décideurs, investisseurs, compagnies et autre parties prenantes »*.[43]Ils ont été élaborés pour fournir des

[39] CHARREAUX.G, «« Le Gouvernement des entreprises, corporategovernance, Théorie et Faits», .Op. Cit.,1997, p. 35-37
[40]le site Web d' EuropeanCorporateGovernance Institute sur www.ecgi.org. Consulté le 07/02/2021 à 11.46
[41] Corporate governance codes of international scope include the OECD Principles of Corporate Governance (www.oecd.org), the International Corporate Governance Network's Statement on Global Corporate Governance Principles (ICGN - www.icgn.org), and the Commonwealth Association of Corporate Governance (CACG – www.commonwealthfoundation.com). Consulté le 07/02/2021 à 13.05
[42]Bacson, « corporate governance »manual ,secondedition,in Hanoi Vietnam,2010 ,P14
[43] Johnston, D.J. , «OCDE Principale Of Corporate Gouvernance» , Parie, OCDE Secretary-General,2004.

orientations initiales sur la bonne gouvernance. Le cadre de gouvernance d'entreprise de l'Organisation de coopération et de développement économiques repose sur quatre valeurs:

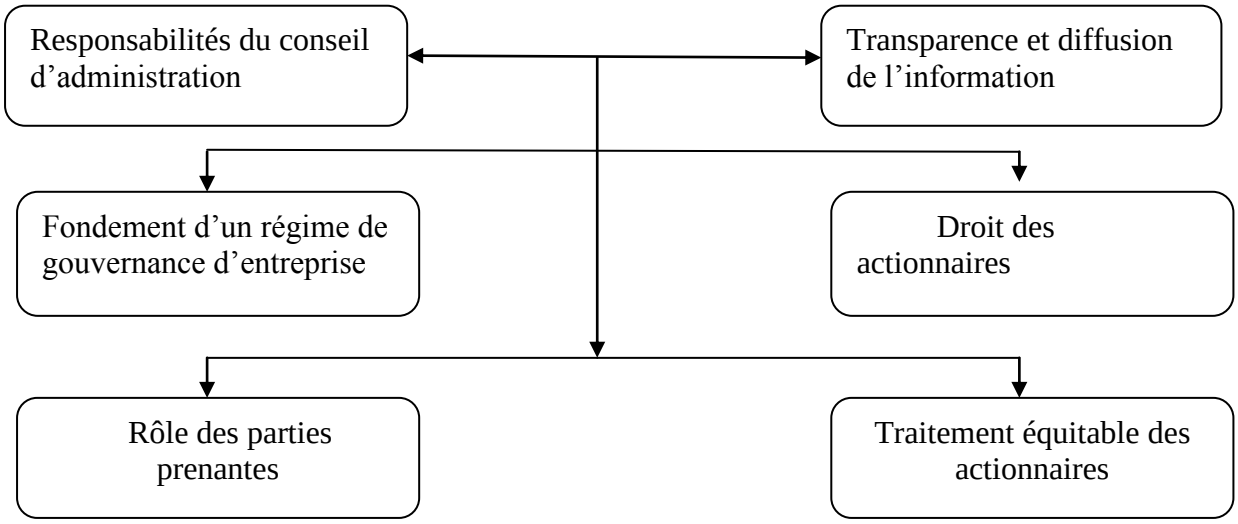
• Equité: Le cadre de gouvernance d'entreprise devrait protéger les droits des actionnaires et garantir un traitement équitable de tous les actionnaires, y compris les actionnaires minoritaires et étrangers. Tous les actionnaires devraient pouvoir obtenir une compensation effective pour violation de leurs droits ;

• Responsabilité : Le cadre de gouvernance d'entreprise devrait reconnaître les droits des parties prenantes, tels que définis par la loi, encourager la coopération active entre les entreprises en matière de richesse, de création d'emplois et de viabilité économique solide ;

• Transparence : Un cadre de gouvernance d'entreprise devrait comprendre une divulgation rapide et précise de toutes les questions importantes, y compris la situation financière, la structure de gouvernance, les performances et la propriété ;

•la surveillance : le cadre de gouvernance d'entreprise doit garantir l'orientation stratégique de l'entreprise, le suivi efficace des gestion par le Conseil, et la responsabilité du Conseil à l'égard du société et actionnaires.[44]

Figure 2 : les principes de gouvernance d'entreprise de l'OCDE, révision 2004



Source : NACIRI.A, « Traité GOUVRENANCE D'ENTREPRISE L'approche scolaire », presses de l'université du Québec, 2011,page134.

[44]Bacson,op.cit.,P14

La réforme de l'OCDE du gouvernement, 2004 comprend six éléments clés qui sont combinés pour assurer la conformité avec le système américain et d'autres modèles existants. Reconnaissant que la loi Sarbanes-Oxley se concentre uniquement sur le conseil d'administration et la qualité des rapports financiers, mais la pratique de l'OCDE se concentre sur la protection des actionnaires.[45]

1. Les fondements d'un régime de gouvernement d'entreprise efficace :

Le cadre de l'OCDE illustre correctement la nécessité de protéger les fondements d'une bonne gouvernance. Ils disent que le bon système d'agences gouvernementales devra :

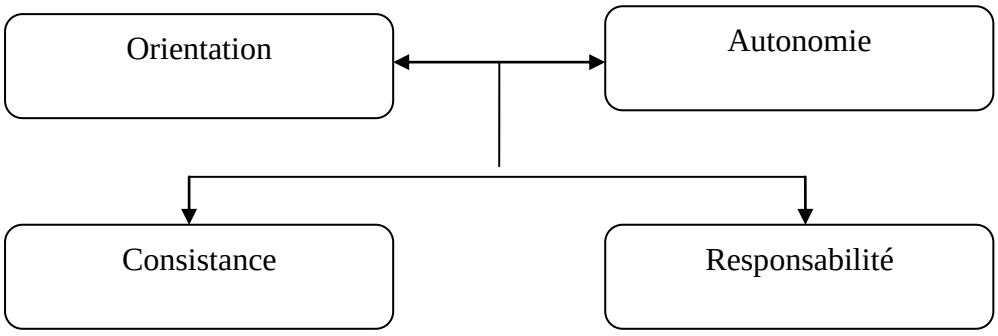
• Contribuer à la compréhension et à la performance du marché ;

• Entre comptable avec l'état de droit ;

• Et définir clairement la réglementation de l'autorité parmi les organismes responsables de la prise en charge, de la réglementation et de l'application de l'OCDE2004.

Ainsi, la prise en compte des quatre principes est également importante pour la mise en place d'une bonne gouvernance, comme le montre la figure suivante :[46]

Figure 3: préalables à l'existence d'un régime de gouvernement d'entreprise efficace.



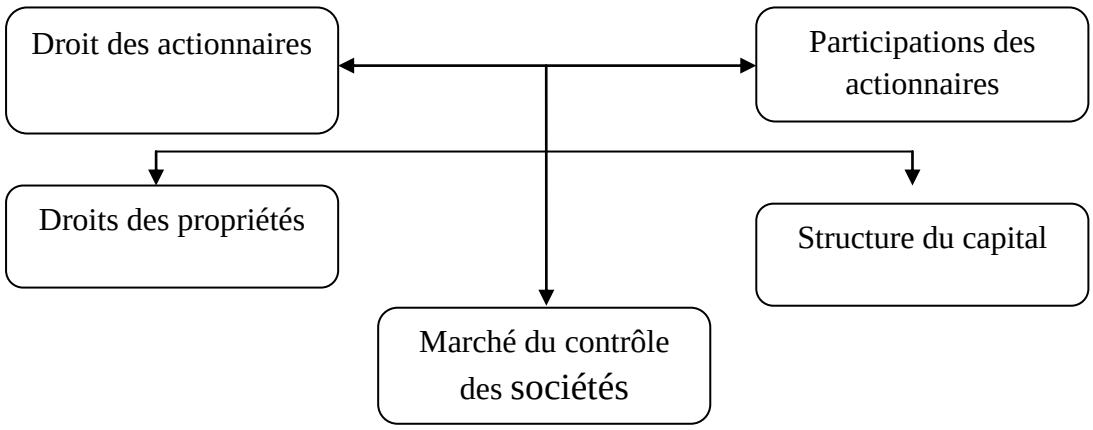
Source : NACIRI .A, op.cit., 2011,page135.

2. Les droits des actionnaires :

[45]NACIRI.A, op.cit., 2011,P134.
[46]Ibid, P135-136.

Les principes de L'OCDE de 2004 a clairement déclaré que la gouvernance d'entreprise devrait protéger les droits des actionnaires et soutenir leur l'exercice au sein de l'organisation. La figure suivante résume les étapes à suivre pour atteindre ces objectifs [47] :

Figure 4: les droits des actionnaires et les principales fonctions des détenteurs



Source : NACIRI.A, op.cit.,2011 page136.

De l'avis de l'OCDE, la protection des droits des actionnaires doit leur donner la possibilité de faire pleinement valoir leurs droits. À cet égard, les normes de 2004 stipulent clairement que les droits fondamentaux des propriétaires fonciers doivent être garantis[48]:

• l'existence d'un système fiable d'archivage les titres de l'actionnaire ;

• la Capacité de vendre ou de transférer des actions;

• le Recevoir de temps à autre d'une façon régulière des informations précieuses disponibles dans l'entreprise (informations sur l'asymétrie);

• la Participation à la distribution des bénéfices communautaires.

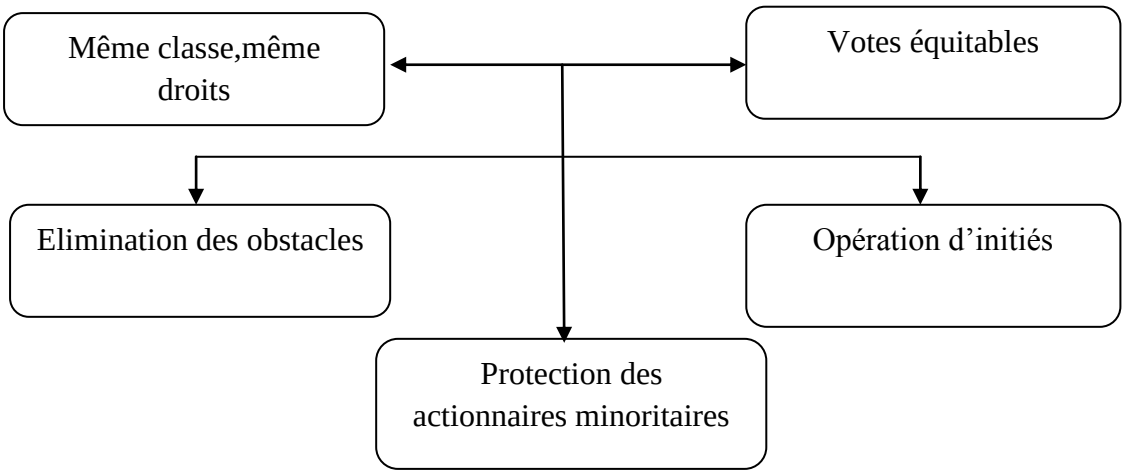
3. Le traitement équitable des actionnaires :

La véritable préoccupation des actionnaires est régie par la loi OCDE de 2004 qui stipule que la gouvernance d'entreprise doit réglementer toutes les actionnaires ainsi les assurer un traitement équitable, y compris les actionnaires minorités et les étrangers. la figure suivante

[47]NACIRI.A, op.cit., 2011,P 136
[48] Ibid,139.

résume les mesures qui garantissent aux actionnaires un traitement équitable selon les principes de l'OCDEde 2004.[49]

Figure 5: le traitement équitable des actionnaires.



Source : NACIRI.A, op.cit.,2011,p139.

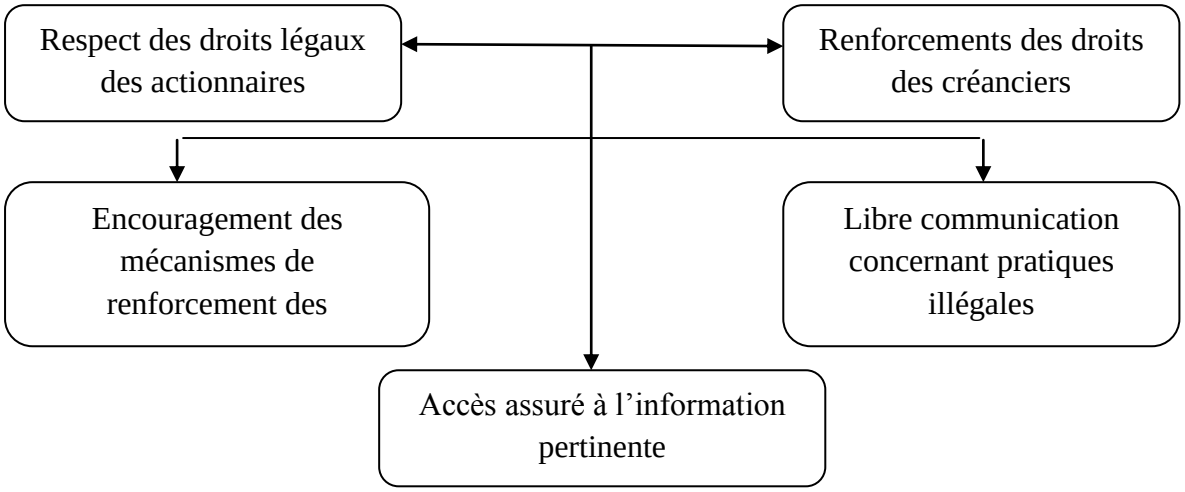
En analysant la figure, on peut voir que les principes de l'OCDE ont fixé un certain nombre de paramètres pour faciliter un traitement équitable des actionnaires.

4. Le rôle des différentes parties prenantes dans le gouvernement d'entreprise :

L'OCDE rassemble certains des acteurs clés, qui sont bien placés pour protéger les intérêts des parties prenantes de la société et promouvoir la relation entre mandats et mandataires, c'est-à-dire s'orienter vers le coter partenariale. À cet égard, il est stipulé que le gouvernement d'entreprise doit avoir les droits des parties concernées, internes ou externes, conformément à la loi ou par accord contractuel, et encourager les partenariats et les partenariats entre différents groupes et individus pour créer et augmenter des profits et ressources dans l'entreprise, et ceci est fait pour assurer des services et encourager une ambiance pérenne des entreprise financièrement saines.La figure suivante illustre les moyens par lesquels le rôle des parties prenantes dans la gouvernance d'entreprise peut être amélioré conformément aux principes de l'Organisation de coopération et de développement économiques.[50]

[49]NACIRI.A, op.cit., 2011,P 139
[50]Ibid,p 140.

Figure 6: les mécanismes de renforcement du rôle des actionnaires.



Source : NACIRI.A, op.cit., 2011,p 140.

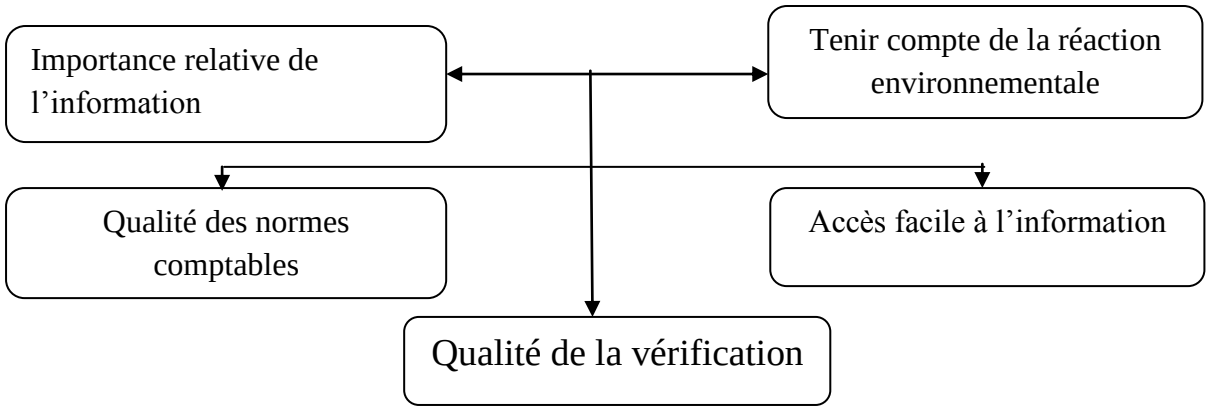
5. La transparence et la diffusion de l'information :

La gouvernance d'entreprise considère que la transparence et la diffusion de l'information comme des enjeux dans la plupart des lois et directives.

Les principes de l'OCDE ne font pas exception en cette matière, mais exprime que le système de gouvernement veille à ce que les informations soient actualisées et exactes dans toutes les questions relatives à l'entreprise, conduisant à la situation financière, aux résultats, aux propriétaires et au gouvernement de cette entreprise, la figure suivante montre d'une façon claire le système de divulgation financière efficace et transparent ,tel que l'OCDE ont proposé.[51]

[51] NACIRI.A, op.cit., 2011,P 141

Figure 7: la transparence et la diffusion de l'information.



Source : NACIRI, op.cit.,2011, p141.

6. Les responsabilités du conseil d'administration:

Les principes de l'OCDE confèrent au Conseil d'administration un rôle stratégique et vital en raison de son importance dans l'entreprise dans le processus de gouvernement d'entreprise. Le système de gouvernement d'entreprise doit assurer la gestion stratégique de l'entreprise et le contrôle efficace de la gestion par le conseil d'administration, en plus de la responsabilité du conseil d'administration envers l'entreprise et ses actionnaires.[52]

Nous pouvons résumer le rôle du conseil d'administrations en citant les principes de l'OCDE suivante :

* Les dirigeants doivent utiliser une connaissance précise de la vérité, faire preuve de bonne foi et être diligents et prudents dans l'intérêt de l'entreprise et de ses actionnaires;

*Bien que ses décisions puissent affecter la diversité de nos distributeurs de manière flexible, le conseil doit s'assurer que tous les actionnaires sont traités équitablement ;

* Le conseil d'administration appliquera des normes de conduite éthiques et élevées .tout on prend en considération les intérêts de tous les parties prenantes ;

* Le conseil d'administration doit s'acquittera de certaines fonctions importantes, telles que: examiner et organiser le plan d'entreprise, son plan de base, ses principes et son système de gestion de risques , le budget annuel et les plans de programme, définir ses objectifs, assurer

[52] OCDE, « Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE », Éditions OCDE, Paris,2017,P54

cet examen de la mise en œuvre. ces objectifs et les résultats de l'entreprise et la gestion des infrastructures de base, l'acquisition et la cession d'actifs ;

*Le conseil d'administration doit être en mesure de porter un jugement objectif et indépendant sur la conduite des affaires de la société.[53]

2.2 Les éléments clefs et les systèmes de la gouvernance d'entreprise :

La crise financière dans les pays en développement, au cours de laquelle une période de transition d'une économie cible à une économie de marché dans de nombreux pays en développement, a clairement démontré la nécessité de promouvoir la gouvernance existante. La qualité en tant que système et configuration essentiels pour le bon fonctionnement du marché économique . De nombreux pays en développement et émergents reconnaissent désormais que les entreprises compétitives et compétitives sont importantes pour le développement et le partage, ainsi que de bonnes institutions gouvernementales pour le secteur privé ainsi qu'une bonne gouvernance pour les employés eux-mêmes. Les objectifs considérés comme essentiels à une bonne gouvernance sont les suivants:

- Obligation de rendre compte;
- Efficience et efficacité;
- Intégrité et équité;
- Responsabilité;
- Transparence.[54]

La promotion d'une bonne gouvernance d'entreprise nécessite des actions qui encouragent ces éléments citées. En utilisant les meilleures pratiques, les actions suivantes sont essentielles pour la mise en place d'une bonne gouvernance d'entreprise :

• Développer un cadre réglementaire efficace qui définit les pouvoirs et les responsabilités de l'entreprise, de sa direction, ses parties prenantes et ses autres partenaires. Il devrait également définir la législation relative à la divulgation d'informations et prévoir des procédures pour faire appliquer la loi;

[53]OCDE , Op.cit. ,2017 PP55-61
[54] Commission Economique des NU pour l'Afrique , « Principes directeurs relatifs au renforcement de la gouvernance économique et des entreprises en Afrique »,2002,PP32-33

• Faire des efforts pour instaurer une culture de bon gouvernement. Le travail du personnel professionnel et départemental peut être sollicité pour développer les principes de bonne gouvernance d'entreprise;

• Créer un environnement qui aidera les agences gouvernementales à s'améliorer. Cela peut se faire principalement en promouvant une législation relative à la divulgation d'informations financières de haute qualité ainsi que par des procédures appropriées;

• Développer des systèmes de gestion appropriés et efficaces qui soutiennent l'adoption de politiques gouvernementales appropriées;

• Améliorer les capacités de gouvernance d'entreprise grâce à des programmes de formation bien conçus ciblant tous les niveaux, y compris les gestionnaires, les cadres supérieurs et les organes de surveillance des sociétés financières, dans le but d'améliorer la performance et la gestion des petites entreprises.[55]

La gouvernance doit inclure tous les partenaires et reconnaître et protéger les droits de chacun. Les entreprises doivent être régies et gérées conformément au mandat qui leur est confié par les fondateurs et l'entreprise, et s'efforcer de s'acquitter de leurs responsabilités et de promouvoir une prospérité durable. Le cadre de gouvernance d'entreprise doit garantir un environnement propice dans lequel les ressources humaines peuvent contribuer et concentrer toute leur créativité vers la recherche de solutions innovantes aux problèmes communs.[56]

2.3 les systèmes existants de la gouvernance d'entreprise :

la confrontation de la théorie avec la pratique internationale, a révélé que les systèmes de gouvernance sont conditionnés par trois éléments :

-Cadre juridique (Légal): Pour Prowse, les différences de gouvernement d'entreprises *« ne sont pas simples accidents, historiques ou culturelles, mais sont dues au statut d'entreprise et aux différents systèmes juridiques qui, d'une manière ou d'une autre, affectent la taille du réseau des actionnaires »*.[57].

[55] Commission Economique des NU pour l'Afrique ,op.cit ,2002PP32-33
[56]Ibid
[57] PROWSE.S, « CorporateGovernance : Comparaison Internationale », Revue d'Economie Financière, Hiver 1994, p.119-158

La politique est basée sur le cadre conceptuel maximal et sur le temps donné dans la zone terrestre donnée; elle change au fil du temps au fur et à mesure que le comportement des acteurs et les innovations, les récompenses économiques et politiques de la loi apportent ;[58].

- Ethique: tout système de gouvernement conforme au même type d'équilibre est basé sur les normes des valeurs nationales et leurs traditions et croyances. L'éthique est l'ensemble des valeurs, principes et croyances qui sous-tendent et soutiennent la gouvernance ;

- Contexte: les résultats montrent que le système de gouvernance du pays y est étroitement liéLa situation générale et surtout pour les événements qui illustrent son histoire.[59]

2.3.1 Modèles théoriques des systèmes de gouvernance :

Il existe deux bons systèmes de gouvernement: le type de gouvernement qui se concentre sur la performance et le fonctionnement du marché et le type basé sur l'implication de la banque à la fin du processus de marché. De plus, il existe un système central emprunté à ces deux flux.[60]

Le tableau suivant représente ces modèles théoriques des systèmes de gouvernance :

[58]MAATI.J , « Le gouvernement d'entreprise », De Boeck Université, Paris Bruxelles 1999, p.218-219.
[59] Ben Rejeb .W, « Gouvernance et performance dans les établissements de soins en Tunisie », pour l'obtention de magistère ,option Management ,Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis,2003,P45 .
[60]Ibid,P45

Tableau N°02 : Modèles théoriques des systèmes de gouvernance

Modèles	Apports
Modèle de Berglof[61]	Les systèmes de gouvernance d'entreprise se décomposent en deux parties : **Les systèmes orientés banques** : relations de financement durables entre institutions financières et firmes, concentration de l'actionnariat, forte présence des banques dans le capital des firmes, peu d'OPA, Ratio d'endettement élevé . **Les systèmes orientés marchés :** Importance accordée aux marchés financiers, Dispersion de l'actionnariat, séparation entre la propriété et la gestion, Les systèmes orientés marchés sont plus efficaces lorsqu'il s'agit de parrainer de nouveaux programmes. Le système bancaire adapté à une entreprise mature.
Modèle de De Franks & Maye[62]	Deux grands systèmes de gouvernance d'entreprise cohabitent : **Les systèmes de gouvernance ouverts :** Un grand nombre de sociétés cotées s'appuient sur le marché des liquidités,, droits de propriétés et de contrôle liquides, actionnariat dispersé, concentration sur le court terme. **Les systèmes de gouvernance fermés :** grande concentration de l'actionnariat, nombre réduit de sociétés cotées ,nombre important de participations croisées, faible développement du marché des capitaux.

[61] BERGLOF.E, « Capital structure as a méchanism of control : a comparison of financial systems », in M. Aoki, B. Gustafsson et O.E. Williamson, The Firm as a Nexus of Treaties, Sage,1990, p.237-262.
[62]FRANKS .Jet MAYER.C, « A synthesis of international evidence », London Business School.

ModèleDe Yoshimori[63]	Yoshimori présente une classification des systèmes de gouvernance en trois grandes catégories : **Le modèle anglo-saxon :**ce qui implique la vision moniste de l'entreprise, qui assurera la protection des autres actionnaires. **Le modèle allemand et français** : il exprime deux idées: d'abord et avant tout dans la défense des intérêts de leurs propriétaires, mais l'intérêt des salariés est pris aussi en considération. **Le modèle japonais :** il semble être un pluraliste de la société qui a fait tout son possible, tant qu'il appartient à tous les stakeholders, parmi les lesquels les travailleurs les plus importants

Source : Ben Rejeb.W, op.cit.,2003,P46.

2.4Codes et normes de bonne gouvernance d'entreprise :

2.4.1Les codes comme forme de réglementation de la gouvernance souple

Plusieurs auteurs[64] identifiés comme un dilemme important dans la gouvernance d'entreprise domaine sur l'opportunité de développer une loi dure (c'est-à-dire des exigences obligatoires, des réglementations strictes et une approche réglementaire) ou une loi douce (c'est-à-dire des recommandations volontaires, des réglementations souples et une approche basée sur le marché) afin d'améliorer la gouvernance d'entreprise dans les pays. Les lois dures sont les exigences légales concernant les mécanismes de gouvernance dans un pays émises par un gouvernement afin d'améliorer les pratiques de gouvernance et de prévenir les conflits d'intérêts . Selon de l'avis de plusieurs chercheurs, l'un des textes législatifs officiels les plus importants est la loi Sarbanes-Oxley de 2002 (Sox) publiée aux États-Unis en réaction à plusieurs cas d'échec selon de nombreuses dimensions juridiques et éthiques .« Concernant la législation sur la gouvernance d'entreprise, Larcker et Tayan identifient une question importante sur la manière dont une telle législation est préparée - si elle a ses origines dans la théorie rigoureuse de la gouvernance d'entreprise et la recherche empirique ou est davantage le produit d'une adéquation politique. Berglöf et Pajuste [26, p. 182] abordent également ce

[63]MOERLAND .P.W, « Alternative disciplinary mechanisms in different corporate systemes », Journal of Economic Behavior and Organisation, Vol26,1995, p.17-34.
[64]Nowland J. « The effect of national governance codes on firm disclosure practices: Evidence from analyst earnings forecasts. » Corporate Governance: An International Review. 2008;

problème en affirmant que les grands propriétaires contrôlant *«ont tendance à s'impliquer dans la politique influençant les processus législatifs et réglementaires ainsi que l'application des lois et règlements adoptés».*[65]

Les codes de gouvernance d'entreprise sont une forme de réglementation non contraignante ou la soi-disant loi douce. Ils comprennent un ensemble de bonnes pratiques de gouvernance volontaires et n'ont pas force de loi Des codes de gouvernance sont établis pour «remédier aux lacunes du système de gouvernance d'entreprise en recommandant un ensemble complet de normes sur le rôle et la composition du conseil administrateurs, relations avec les actionnaires et la direction générale, audit et information la divulgation et la sélection, la rémunération et la révocation des administrateurs et des cadres supérieurs . Cromme affirme que la fonction clé des codes de gouvernance est la transparence car «il ne peut y avoir de meilleure forme de contrôle que la transparence, pour une explication les décisions de gestion sont un atout majeur pour la crédibilité de l'entreprise . Divulgation de haute qualité sur les modalités de gouvernance d'entreprise des entreprises et une transparence accrue vis-à-vis du marché fournit des informations aux investisseurs, facilite leurs décisions d'investissement et apporte des avantages de réputation aux entreprises, ainsi qu'une plus grande légitimité aux yeux des parties prenantes et de la société un tout . Des études de recherche montrent que l'introduction d'un code influence positivement l'évolution des pratiques de gouvernance des entreprises .[66]

Même s'il y en a plusieurs raisons de la décision des entreprises de se conformer aux recommandations des codes, en particulier deux raisons sont en avant, et qui sont d'augmenter la légitimation des entreprises auprès des investisseurs et d'améliorer l'efficacité des pratiques de gouvernance des entreprises.

Lorsqu'une entreprise introduit son propre code, l'objectif principal d'un tel code est «*d'établir et de communiquer aux investisseurs et autres parties prenantes, les principes de gouvernance adoptés par l'entreprise ».* Dans ce cas, un code s'applique uniquement à cette société. Les Institutions transnationales de Gouvernance d'entreprise et prise de décision stratégique comme la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)et le Réseau international de gouvernance d'entreprise (ICGN) ont

[65] Chapter from the book Corporate Governance and Strategic Decision Making Downloaded from: https://www.intechopen.com/books/corporate-governance-and-strategic-decision-making/corporate-governance , consulted the 07/02/2021 at 22.00

[66] Corporate Governance and Strategic Decision Making by Mojca Duh published by InTech

également créé la gouvernance codes. L'introduction de tels codes souligne leur importance pour la prospérité des économies et régions géographiques spécifiques. Ils sont généralement plus généraux qu'un code de gouvernance établi au niveau national ou de l'entreprise. Le problème de ce type de codes a commencé à la fin des années 90 (le premier code de ce type a été publié en 1996), et 14 institutions transnationales ont émis 21 codes de gouvernement d'entreprise à la fin de 2014 . Une majorité de code semis par des institutions transnationales sont développés pour les sociétés cotées. Cependant, un nombre croissant de codes ont été émis pour des sociétés non cotées, pour des types particuliers de sociétés (par exemple, les entreprises publiques et familiales) ou pour différents types d'institutions financières..Les codes de gouvernance émis par les organisations transnationales sont importants pour deux raisons . Premièrement, ils soulignent l'importance d'une bonne gouvernance d'entreprise et fournissent les meilleures pratiques de gouvernance dans plusieurs pays. Deuxièmement, ils peuvent servir de base à la création de codes nationaux de gouvernance. Il est prouvé que la création de codes de gouvernance nationaux s'accélère généralement après la question des codes transnationaux influents et l'apparition de scandales et de fraudes d'entreprises .[67]

Les codes nationaux de gouvernance *«ont tendance à être adaptés à l'environnement économique du pays et s'attaquer aux problèmes de gouvernance les plus saillants du pays ».* Les forces nationales qui influencent l'élaboration des codes de gouvernance renvoient aux demandes des investisseurs qui préfèrent une meilleure protection de leurs intérêts. Des codes sont ensuite introduits pour améliorer les pratiques de gouvernance et combler l'écart perçu dans le système national de gouvernance et améliorer son efficacité. C'est souvent le cas lorsque d'autres mécanismes de gouvernance (par exemple, les marchés de rachat et l'environnement juridique) ne parviennent pas à protéger adéquatement les droits des actionnaires . Dans certains pays, des effondrements d'entreprises et des scandales ont déclenché des problèmes ou des révisions codes de gouvernance.[68]

2.4.2 Le rôle des codes dans la convergence des pratiques de gouvernance :

Certaines données [69]démontrent que les codes de gouvernance peuvent être considérés comme des mécanismes faciliter la convergence de la gouvernance entre les pays. Une telle

[67] The web site http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.69707 /https://www.intechopen.com/books/corporate-governance-and-strategic-decision-making/corporate-governance ,by AllaMostepaniuk consulted the 08/02/2021 at 22:25
[68]http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.69707 /https://www.intechopen.com/books/corporate-governance-and-strategic-decision-making/corporate-governance
[69]Cromme G. «Corporate governance in Germany and the German corporate governance code » Corporate Governance: An International Review. 2005;

convergence est le résultat de plusieurs les forces extérieures parmi lesquelles les plus puissantes sont la mondialisation, la libéralisation du marché et investisseurs étrangers influents [70]À savoir, la mondialisation, l'internalisation des marchés et la déréglementation a conduit à des changements rapides dans les modèles traditionnellement ancrés de gouvernance d'entreprise [71]. Ces forces externes *«conduisent à des pressions sur les gouvernements nationaux, les institutions et les entreprises, pour se conformer aux meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise internationalement reconnues le niveau international »*[72].influençant ainsi l'attractivité des pays et des entreprises pour les investisseurs étrangers. Les pays qui sont plus exposés à d'autres systèmes économiques nationaux subissent une plus grande pression pour changer les pratiques de gouvernance non seulement pour améliorer l'efficacité des entreprises nationales mais aussi*« d'harmoniser le système national de gouvernement d'entreprise avec bonnes pratiques internationales »*[73]

2.4.3 les normes comptables internationale :

Les normes comptables internationales ont été créées par l'International Standards Board pour garantir l'image de la bonne gouvernance, et est publié annuellement et fait référence aux éléments suivants:

• Les systèmes de contrôle interne bien établis sont la base d'un bon système comptable ;

•Les normes comptables internationales Permet d'accéder et d'enregistrer l'information qui peuvent être très pertinente dès la phase des engagements ;

• De produire des rapports sur les arriérés de paiements,

• Couvrir toutes les transactions financées depuis l'étranger de manière opportune et appropriée.[74]

[70] Aguilera .RV et Cuervo-Cazurra. A,« Codes of good governance. Corporate Governance » : An International Review. 2009;
[71] Aguilera .RV et Jackson. G, « Comparative and international corporate governance » Academy of Management Annals. 2010;
[72] Hermes. N, Postma TJBM, Zivkov O, « Corporate governance codes and their contents»,An analysis of Eastern European codes. Journal of East European Management Studies. 2007,P54 ;
[73]Zattoni A et Cuomo F, «Why adopt codes of good governance? A comparison of institutional and efficiency perspectives. CorporateGovernance»: An International Review. 2008,P4 ;
[74] Commission Economique des NU pour l'Afrique , op.cit.,2002,P40

Le système comptable est un indicateur qui peut nous renseigner sur la situation exacte de l'entreprise, qu'elle soit sur la bonne voie ou en état de déficit, et pour cette raison il devrait nous permettre de tenir des comptes et de préparer les base de l'exercice et préparer des rapports de trésorerie à différents moments.

2.4.5Les normes internationales de vérification :

Les normes internationales de vérification sont élaborées par la Fédération internationale des comptables. Elles doivent être utilisés dans l'analyse financière de leur entreprise, puis être suivis d'une discussion sur les pratiques d'audit pour aider les contrôleurs et les auditeurs à appliquer efficacement ce principe et à promouvoir l'éthique.

Ces normes reposent sur plusieurs critères qui sont :

- Les responsabilités,
- La planification,
- Le contrôle interne,
- La preuve de la vérification,
- Les conclusions et les rapports de vérification et les vérificateurs externes.

Il est convenu que les codes et les normes qui devraient être au premier plan du contrôle gouvernemental, compte tenu de ce qui précède, devraient être:

- Code de bonnes pratiques pour la transparence budgétaire ;
- Directives pointues pour la gestion de la dette publique ;
- Principes de gouvernance des entreprises ;
- Normes comptables internationales ;
- Normes internationales pour la vérification ;
- Principes fondamentaux pour la supervision efficace des opérations bancaires.[75]

2.4.6 Le code Algérien de gouvernance d'entreprise :

[75]Commission Economique des NU pour l'Afrique, op.cit.,2002,P40.

Le Code de Gouvernance Algérien est un projet mis en œuvre par CARE (Direction des Entreprises et de la Réflexion sur l'Entreprise et FCE (forum des chefs d'entreprise) avec le soutien du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat en 2007, après avoir organisé une conférence international à Alger sur la gouvernance d'entreprise. C'était le premier du genre en Algérie.[76]

L'engagement envers une bonne gouvernance d'entreprise est un processus d'entreprise libre et volontaire. Elle requiert une ferme conviction de l'opportunité d'une telle approche, d'abord et avant tout, de l'approche propriétaire, ainsi qu'une volonté stratégique inébranlable d'inculquer les conditions managériales internes de l'entreprise pour son unification et sa pérennité.[77]

Le Code Algérien de gouvernance d'entreprise proposé comporte deux grandes parties et des annexes :

*La première partie explique pourquoi la gouvernance d'entreprise est importante aujourd'hui en Algérie et établit des liens avec les problèmes des entreprises algériennes, principalement des petites et moyennes entreprises privée ;

* La deuxième partie définit les bases principales de la gouvernance d'entreprise. Elle examine, d'une part, les relations entre les structure organisationnelles de l'entreprise (Assemblée générale, Conseil d'administration et Direction générale); d'autre part, les relations d'entreprise avec ses parties prenantes .Ce code se limite à l'assemblage des composants supplémentaires, aux nombreuses pièces, outils et conseils utiles qu'une entreprise peut utiliser pour résoudre un problème spécifique.[78]

Conclusion

La gouvernance d'entreprise est devenue comme un ensemble des mécanismes et procédures de contrôle pour la résolution des conflits d'intérêts entre propriétaires et gestionnaires. La Gouvernance d'entreprise dans leur contenu vise à développer la performance et à atteindre la divulgation et la crédibilité et la transparence donc c'est un moyen pour protéger les investissements et les actionnaires ainsi pour assurer l'efficacité de la gestion de l'entreprise dans l'exploitation de ses ressources.

[76]care ,« code Algerien de gouvernance d'entreprise »,Algérie ,Edition 2009, P13
[77]Care, op.cit.2009, P16
[78]Ibid ,P17

Chapitre 02 :

L’information financière

Chapitre 02 : L’information financière

Introduction

L'information financière est l'ensemble des communications formelles et obligatoires (bilan, compte de résultat, prévisionnel…) auxquelles sont soumises les entreprises. Plus précisément les sociétés cotées ,elles doivent respecter le rythme de publication trimestrielle des informations financières les concernant. L'information financière permet au propriétaire de suivre les résultats des opérations. Elle lui permet de faire des ajustements nécessaire en assurant la pérennité et la croissance de son entreprise.

Afin de mieux comprendre l’étendue de l’importance de la qualité de l’information financière, nous vous proposons de prendre connaissance de ce chapitre dont le but est d’apporter une vision du concept d’information financière ,l’audit interne et le contrôle interne .

Dans ce chapitre nous allons présenter des généralités sur l’information financière tout en basant dans la première section sur la définition de l’information financière, son importance et ces destinataires .et la deuxième section sera consacrée à la présentation des états financiers ,le contrôle interne a l’égard de l’information financière et l’audit interne .

Chapitre 02 : L'information financière

Section 01 : généralité sur l'information financière

1.1 Définition de l'information financière

1.1.1 définition de l'information :

L'information peut être définie comme « *les données transformées sous une forme significative pour la personne qui les reçoit ; elle a une valeur réelle (ou perçue) pour ses décisions et pour ses actions* ».[79]

l'information peut être interprétée comme l'apparition d'un symptôme ou d'un signal visuel qui peut provoquer une modification de nos capacités cognitives ou cognitives d'un objet physique ou non physique (Huet et al., 1980).

En revanche, Gibbins et al. (1990) définissent ce concept d'information comme «*tout matériel délibérément publié d'information financière, numérique ou faisant autorité, légale ou volontaire, ou par un canal public ou privé. Qui n'est pas normal*» .

Selon Mayère ,1990 *« L'information est liée au système qui l'acquiert et la produit: elle est aussi liée à la temporalité de l'action - au sens large - pour laquelle elle est mobilisée ».* L'avantage de cette approche est qu'elle explique les informations à travers le processus en son sein.

Pour Willet, le concept information qui signifie *«donner forme, identifier comme représenter, montrer»*, c'est-à-dire recueillir des informations et les porter à la connaissance de la personne ou du public. L'information au-delà de tout symbole constitue un signe, c'est-à-dire que la loi est nécessaire au changement et à la transformation de son interprétation. Outre la nature du message, elle sera considérée comme forte, si l'on accepte de suivre Perroux (1973) que *« le désir de pouvoir est la marque du travailleur économique; La démonstration de puissance est un phénomène naturel et économique. Cela se fait parmi les non-initiés qui sont capables de tout faire ...* ». Pateyron (1994) considérait l'information comme ayant un effet sur le comportement humain. Pour Raybaud (1997), l'idée est que l'information n'est pas une

[79] Davis, G.B, Mc Graw-Hill, « Management Information Systems : Conceptual, foundations, structure and developpement », Kogakusha (Japon) ,1989, p 482.

question triviale, mais une connaissance des différents comportements, décisions et d'avantages stratégiques .[80]

1.1.2 l'information financière

Les états financiers fournissent des informations qui seront utiles aux utilisateurs pour prendre des décisions économiques concernant les performances commerciales de l'entreprise. Les états financiers sont préparés de cette manière afin que les utilisateurs de l'information financière puissent satisfaire les besoins d'information des questions les plus fréquemment posées.

les informations financières comprennent tous les documents qui fournissent des états financiers relatifs à l'association. La forme et le contenu de ces informations dépendent des obligations légales et réglementaires des destinataires. Les informations financières peuvent être à usage interne (contrôle budgétaire, contrôle de trésorerie et plan d'investissement) ou destinées à des tiers (membres de l'association, bailleurs de fonds, financiers publics, banquiers et organes de contrôle).[81]

L'information financière est principalement une fonction comptable, mais non seulement le service comptable ou les comptables collectent et préparent les informations, mais aussi toutes les unités contribuent à la production des données financières. Néanmoins, l'analyse et le reporting des données, la transformation de ces données en informations financières sont de la responsabilité du système comptable ou des comptables.

Les états financiers sont formatés pour présenter les performances de l'entreprise. Le but des états financiers est de fournir des informations sur les performances et la position de l'entreprise afin d'aider les utilisateurs d'informations financières à prendre la bonne décision. Les informations financières sont des données quantitatives produites par un service comptable et un système de rapport externe. [82]

---

[80]Willet .G, « La communication modélisée. Une introduction aux concepts, aux modèles et aux théories. », Éditions du Renouveau Pédagogique Ottawa,Revue scientifique en communication organisationnelle, 1992,P158.

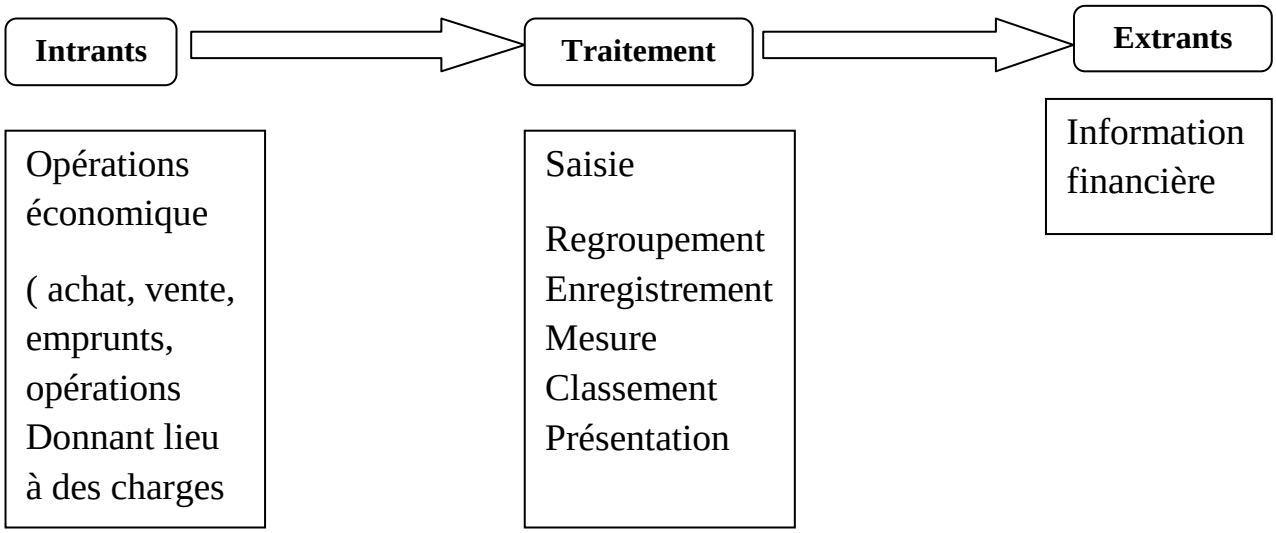
[81] Le site web http://www.newsletter-oec-toulouse.fr/documents/39/fiche_info_financiere.pdf ,cité par un ordre des experts et comptables consulté le 23 /02/2021 à 18.30

[82]Bushman and Simith,«Financial Accounting Information and Corporate Governance. »,Journal of Accounting and Economics, Vol. 32, Nos. 1-3, 2001,P 238.

Cette notion , qui semble évidente à première vue, est en fait très large et difficile à définir. Chaplier (1993) suggère que les informations financières sont les données qui contribuent aux processus décisionnels des gestionnaires. Informations financières avec des extrants ou «outputs» constitués par les états financiers, tel que le bilan, le tableau des flux de trésorerie,le compte de résultat et les annexes comptables qui sont utiles à tout prix de la décision économique.

Ces états financiers, qui font partie du processus comptable en tant qu'éléments de preuve dans la figure 8, sont préparés et rédigés au moins une fois par an et sont destinés à répondre aux besoins d'information communs d'un grand nombre d'utilisateurs. Ainsi, l'application de la théorie mathématique de l'information à l'analyse des données financières est potentiellement riche en enseignements car elle permet de mettre en évidence les caractéristiques de ce système d'information pour leur donner une mesure de la quantité d'informations véhiculées par les documents comptables et audités et moyens de réduire l'incertitude pour ses utilisateurs (Saada, 2000).[83]

Figure 08 :le processus financier



Source : Laroche (DC) et al , « le gestionnaire et les états financiers , ERPI », 5ème édition, Québec, 2006, p : 3.

1.2importance de l'information financière

Il existe différents types de manipulations qui peuvent tromper les investisseurs. Un type de manipulation est la manipulation d'informations financières. Les manipulateurs, qui utilisent

[83] Laroche (DC) et al , « le gestionnaire et les états financiers , ERPI », 5ème édition, Québec, 2006, p : 3.

ce type de manipulation, déforment les informations des états financiers pour donner de fausses informations sur les perspectives des sociétés émettrices. Le but des manipulateurs est de tromper les investisseurs et d'obtenir un avantage à leurs dépens.

La plupart des investisseurs fondent leurs décisions d'investissement sur les informations contenues dans les états financiers. Ces informations présentent la situation financière d'une entreprise et les résultats de ses opérations. La rentabilité, la liquidité, le risque, la croissance des bénéfices, etc. sont des informations de base utilisées dans l'analyse de sécurité. Ces informations doivent être à la fois justes et comparables. Il doit être exempt d'inexactitudes (intentionnelles ou non) afin de présenter équitablement à tous égards la situation financière et les résultats des opérations d'une entreprise. Il doit être comparable pour que les perspectives des différentes entreprises qui émettent des titres puissent être évaluées de manière égale. Si les informations contenues dans les états financiers sont faussées, les investisseurs potentiels peuvent être induits en erreur sur les perspectives des sociétés émettrices et investir dans des titres, faute de quoi ils n'investiraient pas. Une décision d'investissement fondée sur de fausses informations financières entraîne des pertes pour les investisseurs, comme cela a été le cas dans les affaires Enron et Worldcom. Pour cette raison, la manipulation des informations financières est aussi importante que d'autres types de manipulations et doit être évitée afin que les investisseurs prennent une décision rationnelle.[84]

L'information financière n'est pas une fin en soi, mais elle est considérée comme un outil de prévision utile. Deux grands axes de recherche à ce jour offrent des perspectives intéressantes.

***La prévision des bénéfices**

Le premier axe concerne les prévisions de revenus ou de trésorerie. Aucune étude n'a encore été en mesure de prouver avec certitude l'utilité du profit comptable comme outil de prévision de la rentabilité future[85] .Watts et Life witch ont conclu que le pouvoir prédictif était limité, tandis que Foster avait des conclusions plus encourageantes à cet égard.[86]

[84]LAINEZ.A and CALLAO.S, "The Effect of Accounting Diversity on International Financial Analysis: Empirical Evidince", The International Journal of Accounting**,** Vol. 35, N°1, 2000,pp 78-83.
[85]Geller .R W ,Leftwich .W ,« the time series of annual accounting earnings ,journal of Accounting Research»,1997,P253
Cité dans http://www.jstor.org/stable/2490352 , consultée le 24/02/2021 à 15.30.
[86]Foster .G, « Quarterly accounting data ;timpe –series properties and predictive ability results »,the accounting Review ,1977,P21

L'étude de Buckmaster, Copeland et Dasher visait à déterminer dans quelle mesure trois concepts du bénéfice comptable constituaient des outils valables pour estimer les résultats futurs. Ainsi, ils ont mesuré l'utilité du bénéfice au coût d'origine pour prévoir le bénéfice futur au coût d'origine, l'utilité du bénéfice au coût actuel pour estimer le bénéfice futur au coût actuel et de même pour le bénéfice au coût indexé selon le niveau général des prix. La conclusion qui se dégage de l'étude est que le bénéfice au coût d'origine permet de prévoir de façon plus précise que les deux autres concepts.

***La prévision de faillite**

Les modèles de prévision de faillite vont au-delà de l'utilisation traditionnelle des ratios financiers; Ils sont pratiques et facile à utiliser. De nombreux chercheurs se sont intéressés à la prévision de la faillite à l'aide de ratios; W. Beaver et Edward I. Altman sont les noms les plus étroitement associés au développement technologique dans ce domaine. Beaver a été le premier à utiliser un modèle statistique pour prédire les faillites. À proprement parler, vous pouvez avoir une vision plus large de la faillite en examinant également les paiements de dividendes sur les actions privilégiées, les défauts d'obligations et les découverts bancaires. Bever voulait identifier les ratios financiers qui étaient, séparément, les indicateurs les plus efficaces de l'échec financier. Pour tester chaque ratio (choisissez environ 30), créez un résultat de coupure avec la moitié de l'échantillon et utilisez ce résultat pour diviser l'autre moitié de l'échantillon en deux groupes en fonction de sa probabilité de faillite. Dans une dernière étape, il a examiné si le ratio permettait d'obtenir un score convenable. Son échantillon était composé de 158 entreprises, dont la moitié avaient des problèmes financiers entre 1954 et 1964. Beaver a démontré que le ratio flux de trésorerie / endettement total était le meilleur prédicateur de l'avenir avec un taux d'erreur de notation de 10% l'année précédente. Problèmes financiers, de 28%, cinq ans avant ces problèmes.[87]

1.3 Les destinataires de l'information financière

Il est important de clarifier à qui les informations financières sont destinées, ou en d'autres termes qui sont les utilisateurs cibles. En ce qui concerne la comptabilité, Degos et al. (2011) affirme que, d'une part, il y a ceux qui font et vérifient: ce sont des professionnels, les comptables salariés d'une entreprise, des comptables et auditeurs indépendants; Et d'autre part

[87]Belzile .R ,Mercier .G et Rassi .F, «Analyse et gestion financières», Presses de l'Université du Québec, Paris ,1990,P207

ceux qui l'utilisent: ce sont des investisseurs ou des entrepreneurs individuels ou des actionnaires et des chefs d'entreprise, qui en anglais sont appelés shareholders.[88]

Par conséquent, la direction et les partenaires commerciaux ont besoin d'informations sur leur situation financière et leurs résultats d'exploitation.

Freeman (1983) donne une définition plus large de ce concept de partie prenante en le considérant comme «l'ensemble d'individus et de groupes, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation, qui détermine et dépend de sa performance., Au moins en partie, pour atteindre ses objectifs. »Clarkson (1995) enrichira ce concept en introduisant le facteur de risque. Ainsi, il propose la définition suivante: «les parties prenantes prennent des risques volontaires ou involontaires. Ils supportent une partie du risque car elles ont investi du capital financier ou humain dans l'organisation, tandis que les parties prenantes non intentionnelles sont exposées à des risques du fait du profit de l'entreprise»[89].

La nature des parties prenantes oblige à s'interroger sur leur recensement. En fait, Clarkson (1995) a isolé deux ensembles d'acteurs:

- Les parties prenantes primordiales qui, sans leur participation continue, l'organisation ne peut pas survivre. Cette catégorie comprend les actionnaires, les ressources humaines, les clients, les fournisseurs et les administrations publiques. Ce dernier fait valoir que la survie et le succès de l'organisation dépendent de la satisfaction des principales parties prenantes et de la création de valeur;

-Les parties prenantes secondaires, qui ne sont pas directement liées à l'entreprise, mais qui sont influencées par le travail ou influencent l'organisation sans affecter sa survie.

Il s'ensuit que la comptabilité est un véritable système d'information pour les parties prenantes. Le principal objectif, selon la théorie de l'agence, est de réduire les asymétries d'information. Dans ce concept, une entreprise forme un nœud pour un ensemble de contrats implicites et explicites entre différents acteurs (dirigeants, actionnaires, créanciers, clients, etc.) qui n'ont pas les mêmes informations: il s'agit d'une l'asymétrie informationnelle.[90]

[88]Djongoué. G, « Qualité perçue de l'information comptable et décisions des parties prenantes »,thèse de Doctorat ,option Gestion et management, Université de Bordeaux, 2015 ,pp38-39
[89] Clarkson M.E., « A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance », Academy of management review, Vol. 20, n°1,,1995, p : 92.
[90] Clarkson M.E.,Op.cit.,1995,P95

Ci-dessous, l'ensemble des parties prenantes à la lumière de la théorie positive de l'agence, et le fondement de la théorie positive ou de la théorie des contrats politiques.

- **Dirigeants de l'entreprise** :

les états financiers sont conçus pour répondre en premier Aux besoins spécifiques des chefs d'entreprise, en leur fournissant Informations sur eux-mêmes. Ils occupent ainsi à la fois la fonction de producteur et d'utilisateur de l'information comptable et financière.[91]

- **Partenaires commerciaux directs de l'entreprise**. Il s'agit :

- **Des fournisseurs et autres créditeurs** (d'équipements ; d'exploitation…) Fournisseurs et autres créanciers ,qui ont besoin d'informations économiques et financières sur l'entreprise avant que des prêts ne lui soient accordés. Il est clair que la solvabilité du client - l'entreprise est ce qui compte avant tout pour eux. Ils ont probablement été intéressés par l'entité pendant une période plus courte que les préteurs ;

-**Des clients** qui, a priori, semblent moins concernés par la solvabilité de l'entreprise fournisseur, mais qui ont souvent besoin d'être rassurés sur la pérennité de l'entreprise. Ils s'intéressent également aux états financiers du fournisseur, a fortiori s'ils le payent à l'avance.[92]

- **Partenaires financiers :** Ils peuvent être classés par catégories :[93]

-**Associés et investisseurs (actuels ou potentiels):** Ce sont des demandeurs (classiques dans le concept anglo-saxon) qui demandent des informations financières. Puisqu'ils sont les premiers à adopter l'information financière, ils ont besoin d'informations pour les aider à décider quand acheter, détenir ou vendre des actions d'une entreprise donnée. Les actionnaires sont également intéressés par les informations qui leur permettent de déterminer la capacité d'une entité à verser des dividendes. Ce groupe comprend également les analystes financiers, les agences de notation et l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui disposent à peu près des mêmes informations dont les investisseurs ont besoin;

- **Prêteurs :** Il peut s'agir des particuliers, mais les plus souvent ,les porteurs d'obligations. Leurs attentes en matière d'information financière portent principalement sur le niveau de

[91] Lacombe-Saboly .M, « Les déterminants de la qualité des produits comptables des entreprises : le rôle du dirigeant », Thèse de Doctorat, Université de Poitiers,1994,P35
[92]Djongoué. G, Opcit., 2015 ,p40
[93]Ibid ,p40

solvabilité de l'entreprise (immédiate et spécifique) et son niveau de pérennité sur un horizon au moins égal à la durée des prêts accordés;

-**Banques** : Principaux partenaires financiers des entreprises, ils sont donc d'excellents candidats à l'obtention d'informations comptables. Traditionnellement, les besoins des banques dans ce domaine se sont concentrés sur les normes de solvabilité et de liquidité de l'entreprise. Sans renoncer à ces éléments, la banque demande les informations comptables. Elle a tendance à devenir plus économique et plus proche de la direction. Ce phénomène est observé pour les banques d'investissement qui analysent les entreprises en vue de prises de participation . Cela vaut également pour les banques de crédit ordinaires, qui auront de plus en plus besoin l'étude du financement des dossiers de crédit (moyen et long terme) ainsi que des prêts de trésorerie, non pas pour limiter leur approche au niveau financier (épiphénomène), mais pour rechercher le substrat économique et stratégique de l'évolution de l'entreprise;

- **Institut d'émission (banque centrale)** : Les banques centrales sont souvent affectés par le contenu et la qualité des états financiers des entreprises bénéficiant de crédits importants distribués par le système de distribution d'actifs. La banque centrale doit être en mesure d'apprécier l'identité des entreprises et les signatures ainsi que, par conséquent, les prêts accordés par les différentes banques de la région, le montant et le degré des prêts à consentir. Prend la décision de la niveau de prêt clair. dont les banques d'origine peuvent être soutenues par la banque centrale (fonds d'investissement).[94]

❖ **Partenaires sociaux :**

Les partenaires sociaux désignent les agents économiques qui participent aux négociations à caractère social. Ils se composent de représentants des principaux syndicats et des principales organisations d'employeurs. Le dialogue social peut être tripartite si les pouvoirs publics sont impliqués. Les partenaires sociaux ont un rôle dans la gouvernance sociale et économique en représentant les intérêts et les enjeux du monde du travail. Donc l'information des salariés, qui partagent avec les apporteurs de capitaux est une obligation incontournable de l'entreprise, dans un esprit de participation. Les états financiers sont donc aussi destinés à ce type d'information, très orientée vers l'économique et le social.[95]

❖ **Etat et organismes publics** : l'Etat est également une importante partie prenante à l'information financière, au moins à trois titres :

[94]Djongoué. G, Opcit., 2015 ,p41.
[95]Ibid,p41.

- D'un point de vue financier et fiscal, l'Etat est directement concerné par la conception et le contenu des états financiers et, surtout, par la fiabilité des registres et des procédures;

- D'un point de vue statistique, l'Etat est l'utilisateur direct des informations fournies par les états financiers, que ce soit pour les statistiques générales ou les comptes nationaux;

- Du point de vue de son activité économique, l'État a besoin de connaître la réalité économique des entreprises de différents secteurs à travers les états financiers, avant de déterminer sa politique économique et son budget.[96] .

❖ Centrale de bilans : tous les acteurs économiques et sociaux du pays attend des Informations économiques et financières directes dans les états financiers de Chaque entreprise dépend, mais aussi indirectement et par secteur, de l'agrégation de ces états par secteur ou branche d'activité. Des informations indirectes et sectorielles sont attendues du bilan central.

La connaissance des caractéristiques structurelles devrait permettre aux entreprises de procéder aux analyses comparatives nécessaires pour formuler des avis fondés sur la qualité de leur gestion, et ainsi prendre les décisions pertinentes. Dans cette recherche de critères, le bilan central fournit des partenaires économiques avancés, en particulier les pays qui relèvent du concept «continental» de normalisation comptable (par opposition au concept «anglo-saxon», y compris l'analyse fonctionnelle du résultat. Ne vous fiez pas sur les normes fonctionnelles qui permettent de tels regroupements);

❖ Public : Les états financiers peuvent aider le public en fournissant des informations sur tendances et évolutions récentes de la prospérité et de la portée des activités de l'entreprise. Par ailleurs, le public, à travers diverses associations et organisations politiques, exerce une pression de plus en plus forte sur les entreprises, afin qu'elles prennent conscience de leur impact sociétal en publiant, en plus de leurs états financiers, un rapport de gouvernance et des indicateurs sociaux et environnementaux.[97]

Stolowy et Lebas proposent un schéma de présentation générique (Figure .9) pour tous les utilisateurs potentiels d'informations financières, sans exiger aucune classification basée sur des considérations culturelles et contextuelles. Ce nombre distingue les parties prenantes externes et internes de l'entreprise. Les principaux utilisateurs de l'information financière sont les dirigeants; Elle n'est pas conservée dans le réseau de lecture choisi, celui de la relation

[96]Djongoué. G, Op.cit., 2015 ,p41
[97]Ibid,pp43-44.

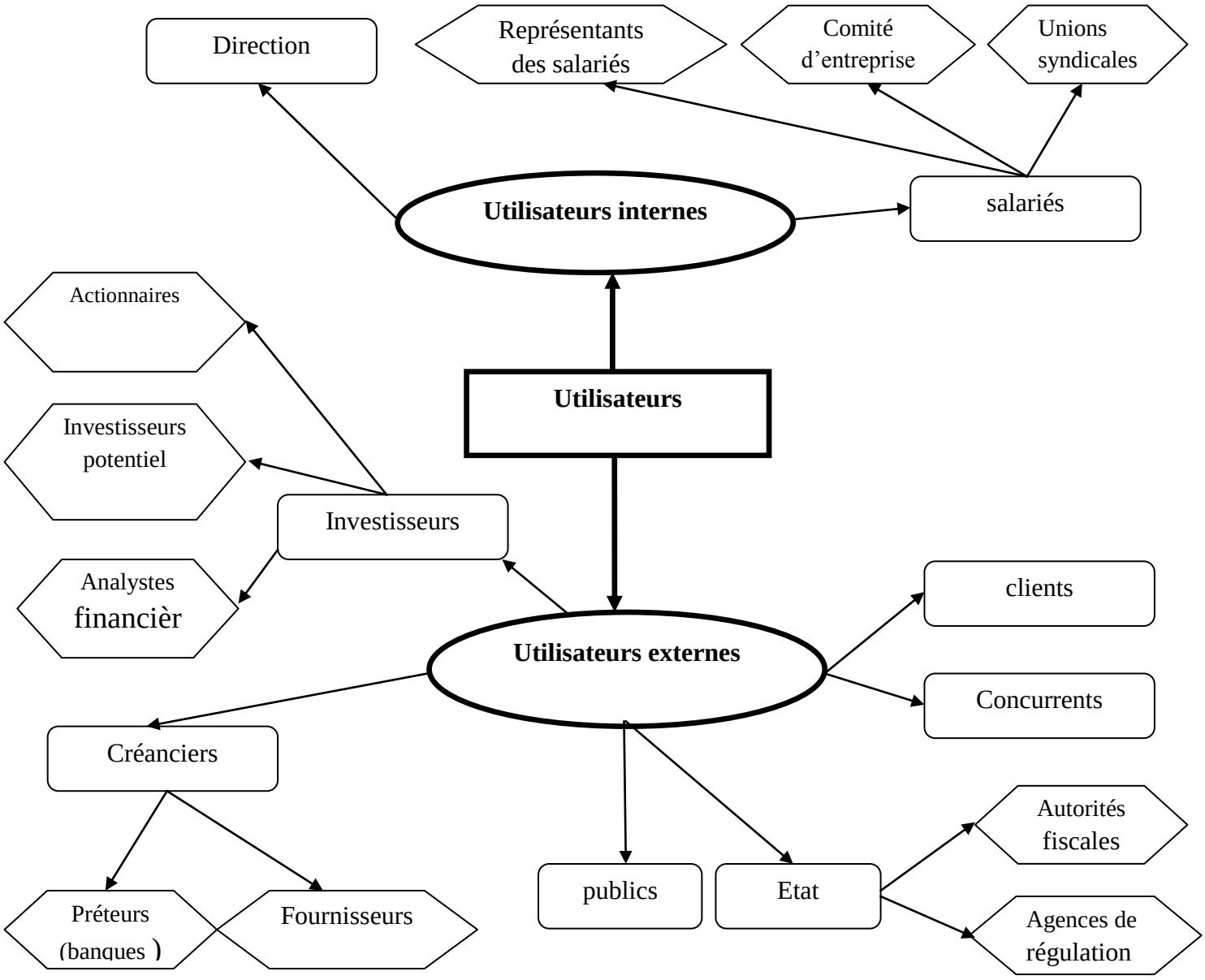
d'agence, car elle suppose une asymétrie d'information, pourtant les managers sont les agents qui possèdent l'information.[98]

De plus, comme le définissent Hill et Jones, les dirigeants occupent une place particulière au cœur du nœud contractuel, compte tenu de la relation contractuelle, implicite ou explicite, qui les lie à chacune des autres parties prenantes.[99]

[98]Stolowy. H et Lebas, M. J, « Financial Accounting and Reporting, a Global Perspective» , London: Thomson Learning,2006,P13.

[99] Hill, C. W. L., Jones.T , «Stakeholder-Agency Theory», Journal of Management Studies, Vol.29, n°2,1992, p.134.

Figure 09 :l'ensemble d'utilisateurs de l'information financière



Source : Stolowy. H et Lebas, M. J, « Financial Accounting and Reporting, a Global Perspective» , London: Thomson Learning,2006,P14.

1.4L'information financière au croisement des théories

Nous allons évoquer les théories qui apportent un éclairage au concept de l'information.

1.4.1 Information financière et théorie contractuelle

Deux conceptions de l'information financière coexistent aujourd'hui selon l'utilisation que l'on veut en faire. Contractuelle, elle sert principalement au contrôle des contrats externes et internes à l'entreprise ; prédictive, elle doit permettre aux investisseurs de formuler leurs

anticipations sur l'avenir de la firme. Mais ces deux approches-la première restant prédominante en France malgré le nouveau plan comptable ont des exigences souvent opposées, comme le montre une analyse de leurs conséquences sur l'information à publier et sur les principes comptables (Dumontier 1989).[100]

1.4.2 Information comptable et théories de l'information et de la décision

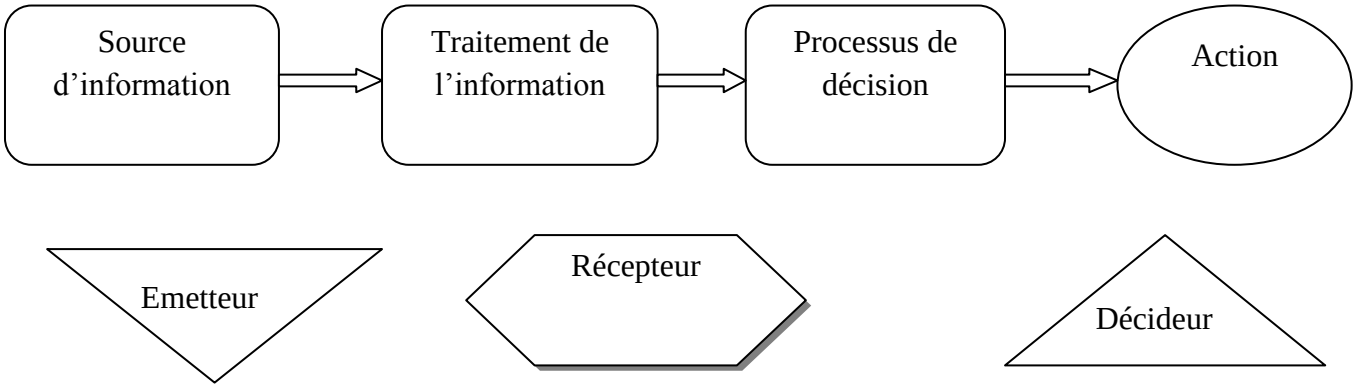
Selon Degus, les dirigeants ont besoin de chiffres et d'informations quantitatifs pour justifier, soutenir et rationaliser leurs décisions. Cet auteur affirme également que jusqu'à présent, aucun système d'information n'a été utile, en ce sens, comme système d'information comptable, même s'il est nécessaire de trouver dans cet entrepôt, pas la vraie image. Cependant, le degré de définition de l'image ne confond pas l'utilisateur avec des informations inutiles et ne le prive pas d'informations de base.[101]

En général, l'information est définie comme un signal capable de modifier le comportement du récepteur (Turt, 2003). En référence aux théories économiques, nous pouvons comprendre le concept d'information sous trois angles. Sous l'angle technique qui se concentre sur le transfert physique de l'information, sous l'angle sémantique qui s'intéresse au sens des messages et enfin sous l'angle de la compétence qui s'intéresse aux résultats de ces messages sur les décisions. Avec ces aspects à l'esprit, on peut dire avec Tort (2003) que les théories de l'information (Shannon 1949) et la décision ont aidé à clarifier ces différentes dimensions de l'information en son temps en expliquant:

- D'une part, les mécanismes d'envoi des messages avec différents processus de codage, de transmission et de décodage, dès la réception;
- D'autre part, le processus de prise de décision est analysé en fonction de l'obtention des informations résumées dans la figure 10.[102]

[100]Dumontier P., Raffournier, 1989, « L'information comptable : pour qui ? Pour quoi ? », Revue française de gestion, Vol. mars-avril-mai,1989, p 23.
[101]Degos J.G., B, « Evaluer l'information comptable pour anticiper la valeur financière des Actions », La Revue du Financier, Vol. 27 n° 156,2005, P17.
[102] Tort E., « Organisation et management des systèmes comptables – optimiser les leviers de la performance comptable », Dunod, Paris,2003.

Figure 10 :Les liens entre information, décision et action



Source : Tort .E, « Organisation et management des systèmes comptables – optimiser les leviersde la performance comptable », Dunod, Paris,2003.

1.4.3Information Financière au centre de la relation d'agence

Une autre interprétation de l'enjeu du concept d'information en particulier peut se fonder sur la théorie de l'agence, permettant d'analyser les relations entre le supérieur (la personne pour qui l'acte a été commis) et l'agent (la personne agissant). En supposant qu'il existe une asymétrie d'information entre les deux et que l'agent a un comportement opportuniste.

L'intéressante recherche de Degos (2009) sur les relations industrielles et la théorie de l'agence illustre bien cette situation. Ces auteurs tentent d'analyser les relations d'agence générées entre les dirigeants d'entreprise, les actionnaires et leurs partenaires privilégiés, comptables et auditeurs externes, dans le cadre de l'analyse du droit commercial français et du droit comptable. En fait, la théorie positive de l'agence jette ici un éclairage intéressant sur le comportement des managers en matière de publication d'informations financières. On parle généralement de relation d'agence lorsqu'une entreprise ou un particulier (majeur) cède une partie ou la totalité de ses intérêts à un tiers (agent), ou en d'autres termes lorsqu'un individu, le dirigeant, demande quelque chose à un autre individu, l'agent. , sans connaître toutes les informations pertinentes.[103]

Bien que Charreaux (1987) attribue à Smith (1776) la création de l'acte de naissance pour la littérature sur les problèmes qui génèrent une relation d'agence, il y a accord sur cette dernière définition du concept d'agence développée par des chercheurs tels que Jensen et al.

[103]DegosJ.G , « Relations professionnelles et théorie de l'agence : Un modèle d'équilibre tissé en toile d'araignée », La Revue du Financier, n° 180, vol. 31, décembre,2009, P69.

(1976) ou Ross (1973). Plus précisément, les premiers auteurs, Jensen et al. (1976) Définissantla relation d'agence comme «*un contrat par lequel une ou plusieurs personnes (le mandant) engagent une autre personne (un mandataire) pour exécuter toute tâche en leur nom qui comprend la délégation d'un certain pouvoir décisionnel à l'agent*».

D'autre part, selon Ross (1973), «*on dira qu'une relation d'agence s'établit entre deux ou plusieurs parties lorsque l'une de ces parties, qui est désignée comme mandataire, agit en tant que représentant de l'autre partie désignée comme un fonctionnaire, dans le domaine décisionnel spécial* ». Il en découle que la plupart des relations économiques sont caractérisées par les relations entre l'agent et l'agent lorsqu'il existe un aléa moral dû à l'incohérence de l'information. La notion d'asymétrie de l'information n'est rien d'autre que l'écart qui peut exister entre les détenteurs de l'information (gestionnaires) et leurs destinataires (actionnaires ou autres parties prenantes). La théorie de l'agence, compte tenu de l'existence d'un décalage d'intérêts entre le manager et l'agent, affirme que les relations de coopération entre les deux types d'individus sont à l'origine des conflits générateurs de coûts: les coûts d'agence.

En effet, le comportement des deux parties contractantes est susceptible de conduire à deux problèmes:

- Le premier correspond au problème de l'aléa moral, ce qui signifie que la conduite d'une partie contractante peut être différente de ce qu'elle a accepté de faire;
- Le second correspond au problème d'anti-sélection, c'est-à-dire qu'avant de conclure le contrat, l'une des parties contractantes a caché certaines informations à l'autre partie.[104]

1.4.4 Information financière au cœur de la théorie normative

Le cadre conceptuel de la comptabilité peut être assimilé à la constitution d'un pays. Degos Il la considère comme la pierre angulaire du système de normalisation comptable[105].

En faits ,il s'agit *«d'un système d'objectifs et de principes fondamentaux interdépendants pour concevoir un ensemble cohérent de normes et définir la nature, la fonction et les limites de la comptabilité financière et des états financiers»*. Cadre conceptuel vraiment nécessaire? Premièrement, un cadre conceptuel bien construit favorise l'élaboration et la diffusion d'un

[104]Djongoué. G, Op.cit., 2015 ,p32.
[105]Degos J.G, « Qui est obligé par la loi d'établir des documents comptables ? » in « Comptabilité et responsabilité pénale » , M. Delhomme et Y. Muller éditeurs, éditions Litec,2009, Paris,P39.

ensemble utile et cohérent de suggestions, de normes et de processus issus d'un groupe de travail conjoint. En conséquence, les informations financières publiées deviennent plus compréhensibles et considérées comme plus fiables. De plus, cela permet des comparaisons plus efficaces entre les entreprises. Deuxièmement, le cadre conceptuel devrait permettre des solutions rapides aux nouveaux problèmes qui se posent au niveau pratique. Conscients de la nécessité d'un cadre conceptuel, certains normalisateurs comptables l'ont explicitement développé.[106]

Parmi ces éléments figurent la définition des objectifs des états financiers, et leur objet est de définir:

- À quoi servent les états financiers ;
- À qui ils sont ;
- Quelles informations doit-il contenir ;
- Limites des états financiers.

Les analyses précédentes nous ont permis de dire que les deux premières préoccupations sont: L'information financière Pourquoi? Et pour qui ces informations? Il est visualisé du point de vue de la théorie de l'agence. En revanche, le cadre de la théorie comptable normative ou obligatoire, dont Chambers (1966) est l'auteur le plus connu de cette approche, et qui est à l'origine de la théorie comptable appelée «comptabilité continuellement contemporaine», peut servir de un guide de référence pour en savoir plus sur le contenu des informations financières, ainsi que sur les limites des états financiers. Aussi, parmi les éléments devant concerner le cadre conceptuel, nous notons également l'identification des qualités essentielles de l'information contenue dans les états financiers .En effet, la mobilisation du cadre théorique relatif à la théorie comptable normative permet d'une part à ce sujet de mieux comprendre l'origine et la finalité d'un cadre conceptuel et, d'autre part de favoriser une meilleure compréhension des qualités (cas notamment de la pertinence, la fiabilité et la comparabilité) qui rendent l'information financière utile aux lecteurs des états financiers et de se fixer les compromis à faire lorsque ces qualités entrent en conflit les unes avec les autres (cas notamment de la pertinence et de la fiabilité). Au delà des deux éléments :objectifs et qualités de l'information, ce dernier permet également d'appréhender, sous l'influence normative dans

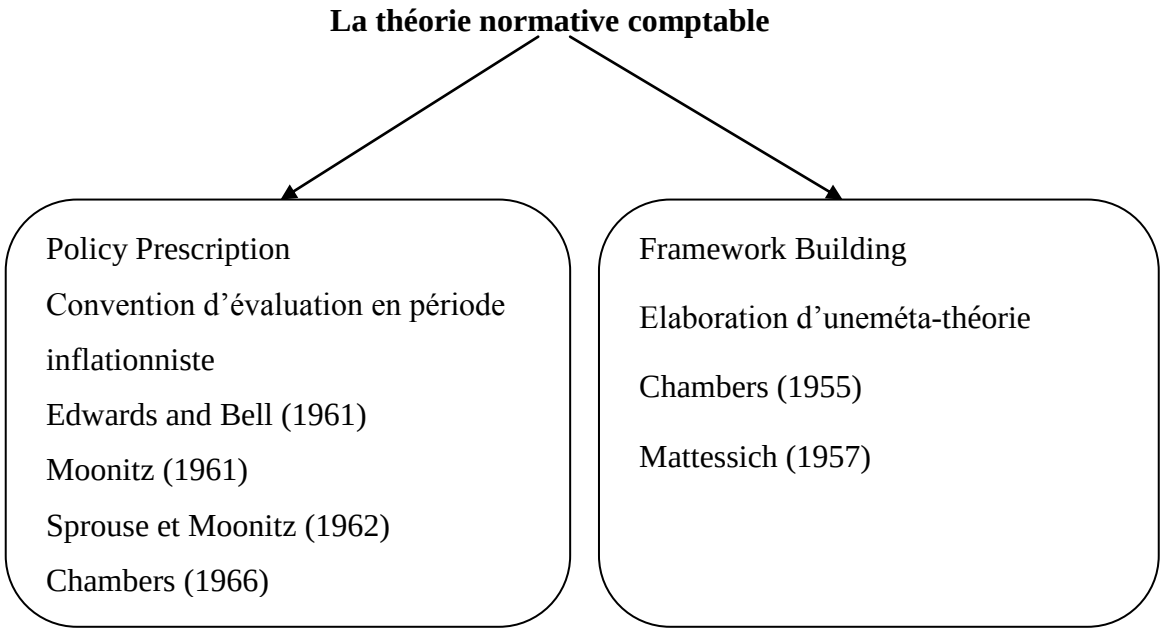
[106] Financial Accounting Standards Board, « Scope and Implications of the Conceptual Framework Project » , 1976,Decembre,P3.

la construction de l'information financière, la définition des composantes des états financiers, ensuite la constatation et la mesure des éléments présentés dans les états financiers et enfin, la valeur temporelle de la monnaie.[107]

Nous avons souvent tendance à nous opposer à la théorie positive de la théorie normative de la comptabilité. En fait, la théorie normative en d'autres termes concerne la diffusion d'informations financières aux actionnaires. Il est «normatif» en ce sens qu'il se concentre sur la définition du type d'informations à publier et les techniques de développement et de diffusion.[108]

La figure 11 ci-après illustre assez clairement les courants de la théorie normative.

Figure 11 :Les différents courants de la théorie normative.



Source : Pierrot, F.P., « L'information financière à la lumière d'un changement de cadre conceptuel : étude du message du Président des sociétés cotées françaises », thèse de doctorat , Université de Montpellier 1, Institut des sciences de l'entreprise et du management, 2009,P126.

1.4.5 Théorie comportementale et information comptable

[107]Djongoué. G, Op.cit., 2015 ,p34

[108] Pierrot, F.P, « L'information financière à la lumière d'un changement de cadre conceptuel : étude du message du Président des sociétés cotées françaises », thèse de doctorat , Université de Montpellier 1, Institut des sciences de l'entreprise et du management.,2009,P124

L'approche comportementale ou comportementale est l'un des courants idéologiques que l'on peut identifier dans le vaste champ de la théorie comptable. Cette approche établit le développement de la théorie comptable sur la psychologie et la sociologie. L'attention est centrée sur l'importance des informations divulguées aux décideurs et sur le comportement qui en résulte de différents individus ou groupes. En d'autres termes, cette approche tente de comprendre les interactions entre l'entreprise et les utilisateurs des données financières et conduit au constat que, pour ce faire, on est en mesure de prendre le chemin de l'idiosyncrasie pour tenter de conduire à généralités (raisonnement inductif) dans le but d'arriver, si possible, à la fin de Aujourd'hui, à certaines formalités (approche normative).[109]

1.4.6 L'impact des nouvelles normes IFRS sur la qualité de l'information financière

Normes IFRS (International Financial Reporting Standards). Ce sont des normes qui visent à standardiser la présentation des états comptables échangés à l'international. Les Normes comptables internationales pour l'information financière sont publiées par le Bureau des normes comptables internationales et sont désignées par les initiales des Normes comptables internationales. Depuis 2005, ils remplacent les normes appelées IAS (International Accounting Standards). Cependant, il existe encore des normes marquées des IAS (International Accounting Standards).[110]

Les informations financières doivent être «pertinentes, compréhensibles, fiables et matérielles». Les normes comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS) définissent des principes plutôt que des règles, laissant une marge de manœuvre aux entreprises (voir Annexe 01: Liste des normes IFRS). Ces principes sont les suivants: l'approche bilancielle (la priorité du bilan sur le compte de résultat), la primauté du fond sur la forme, le principe de neutralité, la priorité donnée à la vision de l'investisseur, la place importante de l'interprétation et le principe de précaution.

Voici quelques-uns des défis associés à l'adoption des normes internationales IAS / IFRS:

- Assurer un haut degré de transparence et de comparabilité des informations financières de l'entreprise.

[109] Côté Y.A., Lequin Y, « Utilisateurs et utilisations de l'information comptable », Cahiers de la chaire des sciences comptables, Ottawa, Canada,1992.
[110] Affes, H. , Labelle, R. ,« Impact de mise en application des IFRS sur la qualité de l'information financière : une étude internationale », Revue Française de Gouvernance d'Entreprise,2016, P87

- Achever et accélérer la création du marché des capitaux ;
- Veiller à ce que les états financiers des sociétés cotées sur les marchés communautaires soient comparables à ceux qui seront cotés sur le futur marché ;
- Faciliter le bon fonctionnement du marché sociétal et futur ;
- Protection des investisseurs ;
- Maintenez la confiance des investisseurs ;
- Rendre les marchés de la Communauté compétitifs,
- Faciliter le processus d'inscription des entreprises sur les bourses étrangères. [111]

Section 02 : la présentation de l'information financière

2.1 La présentation des états financier

Les états financiers reflètent la situation des actifs et l'activité d'une entité au moyen de données quantifiées et structurées présentées principalement sous forme de tableaux et de notes. Les utilisateurs et destinataires des informations financières, qui sont principalement les propriétaires, créanciers et investisseurs actuels et futurs des entités, prennent des décisions importantes en fonction de l'interprétation des données et des indications contenues dans les états financiers périodiques. Une bonne interprétation et compréhension des états financiers implique qu'ils soient préparés et présentés de manière à fournir des informations pertinentes et utiles en mettant en évidence tous les éléments jugés significatifs pour la prise de décision.[112]

Nous présentons ci dessous les principaux états financiers(Bilan ,le compte de résultats , le tableau des flux et trésorerie, L'annexe).

2.1.1 Le bilan

Un bilan comptable est un document récapitulant les actifs, c'est-à-dire ce qui appartient à une entreprise et les passifs, c'est-à-dire ce qu'une entreprise a comme ressource. Le bilan fait partie des états financiers d'une société au même titre que le compte de résultat et les annexes. Le bilan est souvent comparé à une photographie du patrimoine d'une entreprise à la fin d'un

[111]Boukich .K, «IFRS adoption and accounting information quality »,a Literature review, N°07,Oujda Maroc ,2018 ,P253

[112] Conseil National de la Comptabilité(CNC), « MODELES D'ETATS FINANCIERS», Algérie ,2008,P03 citée dans le site webhttp://www.cnc.dz/activite.asp. consultée le 01/02/2021 à 22.30.

exercice ou à des dates intermédiaires. Il est principalement utilisé par des tiers (banques, clients, actionnaires, administrations ...) afin de connaître la valeur de l'entreprise et d'assurer sa solvabilité. Il est également utilisé pour déterminer le bénéfice imposable et peut être utilisé par les gestionnaires pour conduire des analyses internes. Pour garantir la transparence et la véracité des bilans, ils doivent généralement être certifiés par un auditeur.[113]

Le bilan d'une entreprise montre ses actifs (ce qu'elle doit) à une date donnée. La différence entre les actifs et les dettes est la situation nette , qui est également appelée capitaux propres.

La valeur des actifs, des dettes et des capitaux propres et inscrite au bilan à sa valeur historique (c'est-à-dire sa valeur au jour de l'inscription au bilan). Celle-ci est conforme aux normes comptables en vigueur, telles qu'elles sont édictées en France par le Conseil National de la Comptabilité .[114]**(voir Annexe 02 : le bilan comptable de NAFTAL)**

L'actif et le passif du bilan comptable

L'actif du bilan se situe à la gauche du tableau. Voici les principaux éléments composant l'actif du bilan comptable :

- Les immobilisations incorporelles (logiciels, site Internet, brevets, licences...);
- Les immobilisations corporelles (terrains, immeubles, machines., gros outillage...);
- Les immobilisations financières (titres financiers, cautions...);
- Les stocks de marchandises et de matières premières;
- Les créances clients, fiscales et sociales encore dues à la date du bilan;
- La trésorerie, avec les comptes bancaires, les valeurs mobilières de placement, les autres placements de trésorerie.

Les passifs du bilan sont situés à droite du tableau. Voici les principaux éléments composant le passif du bilan:

[113] Cité par Luscas Jakubowicz (JDN), disponible sur le site web https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198385-bilan-comptable-definition/ , consultée le 02/03/2021 à 13 :31

[114]Bodie .Z ,Merton .R, « Finance »,3°edition ,Etats-unis,2000,P77.

- Les capitaux propres de la société (capital social, compte de l'exploitant, réserves, report à nouveau, résultat financier et éventuellement primes d'émission);
- Dettes financières (montant des emprunts bancaires restant dus et comptes courants associés);
- Dettes fournisseurs, fiscales et sociales restant dues à l'entreprise à la date de clôture.[115]

2.1.2 Le compte de résultats :

Le compte de résultat assure la traduction dans un langage codé (langage comptable) pour faire évoluer les activités de l'entité. Pendant une certaine période, il résume, indépendamment de la réception ou de la date de paiement:

- les éléments qui affectent négativement la valeur de l'entité (dépenses);
- Les éléments qui ont un effet positif sur la valeur des entités(les produits).

Charges, produits et résultat :

Comme le bilan, il se présente sous la forme d'un tableau à deux colonnes regroupant les charges et les produits **(voir Annexe 03 de NAFTAL)** .

Le cadre conceptuel des Normes comptables internationales (n ° 70) définit les concepts de produits et de charges comme suit: «Les revenus sont des augmentations des avantages économiques au cours de la période comptable sous la forme d'entrées ou d'améliorations d'actifs ou de diminutions de passifs qui entraînent des augmentations en capitaux propres, autres que ceux liés aux apports. Des actionnaires ,les dépenses sont des diminutions d'avantages économiques au cours de la période comptable sous forme de sorties, d'épuisement d'actifs ou d'engagements entraînant une diminution des capitaux propres, autres que ceux liés aux distributions aux participants au capital».

Le compte de résultat est en quelque sorte un «film» d'une partie (généralement un an) de la vie d'une entité. Comme le film, il est dynamique, dans ce cas, il suit les flux. Le résultat de la période est un résultat mesuré comme la différence entre les produits et les dépenses. Dans l'entreprise, elle sera reconnue comme la «propriété» des associés ou actionnaires, car elle correspond à ce que l'entité a créé grâce à l'acompte; C'est la raison pour laquelle les

[115] Le site web https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198385-bilan-comptable-definition/

actionnaires ont la possibilité de décider de l'attribution du résultat: il est soit distribué, soit mis en réserve.[116]

2.1.3 Le tableau des flux et trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie montre tous les transferts d'argent dans une entreprise sur une période donnée, que cet argent entre dans le compte bancaire de l'entreprise (ressource) ou quitte le compte bancaire de l'entreprise (emploi). On parle aussi de tableau d'emplois-ressources, tableau des flux de trésorerie ou tableau des écarts du fonds de roulement. Cet état des flux de trésorerie **(voir l'annexe 04)** diffère du compte de résultat, dans la mesure où il inclut des transactions qui n'étaient pas "présentes" dans le compte de résultat (par exemple: différences dans certains postes Le bilan, comme le remboursement de la dette), il n'inclut pas certaines opérations dans le compte de résultat (toutes les opérations qui n'entraînent pas de sortie de fonds, comme les amortissements et les provisions).

Le tableau des flux de trésorerie est un complément utile au compte de résultat pour deux raisons: Premièrement, il se concentre sur le compte bancaire (la trésorerie) de l'entreprise au fil du temps. Même les entreprises les plus rentables peuvent faire faillite si elles n'ont plus de liquidités dans leur banque. Créez un compte de relevé des flux de trésorerie qui permet aux dirigeants et partenaires extérieurs à l'entreprise de savoir si l'entreprise gagne ou consomme de l'argent, et de comprendre pourquoi. Par exemple, les entreprises rentables et à croissance rapide se retrouvent souvent - en raison de cette forte croissance - avec un compte bancaire négatif et ont donc du mal à remplir leurs obligations.[117]

Le tableau des flux de trésorerie est un document essentiel pour la mise en œuvre ou la compréhension de la gestion financière d'une entreprise, car il suit tous les actifs et les utilisations de la trésorerie pendant une période, et il suit tous les flux de trésorerie, les encaissements et les paiements pour une période. Il explique comment on passe du bilan de l'année N-1 au bilan de l'année N. Pour cette raison, on dit qu'il donne une vue dynamique du bilan.

Les flux de trésorerie sont regroupés en trois familles:

[116]Cerrada .K, Ronge.Y, WOLF.M, « Comptabilité et analyse des états financiers : Principes et applications », 1er édition ,De Boeck Supérieur , 2014,PP26-27
[117]Bodie .Z ,Merton .R, Op.cit,P81

- **Le flux de trésorerie de l'activité** (FTA): il indique le montant de l'excédent de trésorerie généré par l'activité propre de l'entreprise résultant de son chiffre d'affaires.
- **Le flux de trésorerie de l'investissement (FTI):** il suit les dépenses générées par l'acquisition d'immobilisations corporelles, nettes du produit de la cession d'immobilisations.
- **Le Flux de trésorerie du financement (FTF**): il suit tous les encaissements et paiements liés aux options de financement: capital-actions, paiement de dividendes, prêts émis et remboursés, et montants prêtés par les actionnaires

La somme de tous les flux de trésorerie constitue la variation des flux de trésorerie et aboutit à la position de trésorerie de fin d'année, qui est la même position de trésorerie que celle indiquée au bilan en fin de période. Le tableau des flux de trésorerie est similaire au document qui suit toutes les entrées et sorties de trésorerie d'un ménage. Le bilan est un document fixe et cumulatif.

Le plan de financement constitue le tableau provisoire des flux de trésorerie dans le cadre du plan d'affaires. C'est l'outil central de mise en œuvre des options de financement dans le cadre d'un business plan, les analystes financiers n'ayant pas toujours accès à ce document. Les normes comptables françaises relatives aux comptes individuels se limitent au bilan et au compte de résultat. Seuls les comptes consolidés, soit en normes IFRS, soit en normes françaises (règlement 99-02) fournissent cet état financier. Cependant, le directeur financier reconstitue le tableau des flux de son entreprise pour avoir une vision plus claire de la détermination de l'équilibre de la gestion financière.[118]

2.1.4 L'annexe

Lorsqu'une entreprise publie ses comptes, elle comprend une annexe (ou des notes) détaillant les méthodes comptables utilisées et décrivant la situation financière de l'entreprise. Il y a souvent plus d'informations pertinentes pour comprendre la situation financière réelle de l'entreprise dans l'annexe que dans d'autres documents financiers.

L'introduction des normes IFRS depuis 2005 s'est traduite par une forte augmentation du nombre de pages dans les rapports annuels des entreprises. Auparavant, des annexes étaient

[118] Cité par Michel Sion , disponible sur le site web https://www.leblogdesfinanciers.fr/2018/01/02/mener-lanalyse-flux-de-tresorerie-partie-1/ ,consultée le 02/03/2021 à 15 :00

utilisées pour expliquer les options comptables et pour fournir des détails supplémentaires. Par exemple, l'amortissement est détaillé, les dettes financières étant ventilées par date d'échéance. Et aujourd'hui en plus de ces informations, les annexes contiennent beaucoup d'informations par activité, ce qui est très bien.[119]

Voici quelques éléments que l'on trouve régulièrement dans l'annexe :

- **Une explication des méthodes comptables employées :**Les entreprises ont un champ d'offre relatif dans une méthode de valorisation particulière, par exemple elles peuvent choisir un amortissement linéaire ou décroissant, elles peuvent choisir différentes méthodes de valorisation des stocks (lifo, Fifo, Cump), elles peuvent décider d'enregistrer certaines dépenses côté actif du bilan. C'est pourquoi l'annexe doit expliquer les méthodes spécifiques utilisées par l'entreprise. De plus, les normes comptables changent régulièrement, les entreprises modifient leurs méthodes et l'annexe leur permet d'indiquer les résultats qu'elles auraient obtenus avec l'ancienne méthode;
- **Un plus grand détail accordé à certain types d'actifs ou de passifs :** L'annexe détaille les durées des dettes (long, moyen et court terme) et leur échéancier de remboursement, les contrats de location et l'amortissement des immobilisations (y compris les immobilisations incorporelles);
- **Une information sur la répartition du capital :**L'annexe détaille les différents types d'actions et les droits de chacun, ce qui peut être particulièrement intéressant pour évaluer la vulnérabilité de l'entreprise;
- **Un détail de l'évolution des immobilisations :** Les acquisitions d'entreprises (investissements en machines et usines, et achats d'entreprises) ainsi que les ventes (sur des actifs corporels ,des titres financiers) peuvent avoir un impact significatif sur les registres financiers. L'annexe clarifie la portée de ces évolutions;
- **Un détail des éléments hors bilan :** l'annexe mentionne souvent les contrats financiers auxquels l'entreprise a souscrit, mais qui ne sont pas inscrits au bilan, même s'ils peuvent avoir un impact non significatif sur la situation financière de l'entreprise. parmi ces contrats on peut citer les produits dérivés (contrats à terme, options, swaps) qui sont régulièrement utilisés pour se couvrir contre certains risques.[120]

[119]Bodie .Z ,Merton .R, Op.cit,P84
[120] Ibid ,P84

2.2 Le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Plusieurs définitions ont été consacrées à ce concept, on peut citer :

L'Ordre des Experts Comptables en 1977 « Le contrôle interne est l'ensemble des valeurs mobilières contribuant au contrôle de la société. Il a pour objectif d'une part d'assurer la protection, la sauvegarde du patrimoine et la qualité de l'information financière d'autre part d'appliquer les instructions de gestion et de favoriser l'amélioration des performances. Il se manifeste dans l'organisation, les méthodes et les procédures de chacune des activités de l'entreprise, pour maintenir sa pérennité ».[121]

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a donné au contrôle interne la définition suivante (2006) «*Le contrôle interne est un mécanisme d'entreprise, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité. Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux spécificités. de chaque entreprise qui:*

• *Contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficace de ses ressources;*

• *Doit lui permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité* ».[122]

Pour prendre de bonnes décisions, l'organisation doit s'appuyer sur des informations fiables. Certains agents peuvent, pour diverses raisons, être amenés à tronquer des informations. Le contrôle interne permet de garantir la fiabilité des informations financières générées et générées, ainsi que des informations obtenues de l'extérieur. Pour toute organisation, l'information est sa matière première. Pour le contrôle interne, la fiabilité des informations est l'un de ses principaux objectifs. L'entreprise reçoit les informations et dissimule ses informations privées. La fiabilité des informations financières est évaluée par les preuves qu'elles sont censées contenir.

Cette fiabilité des informations n'est obtenue que par la mise en place de procédures de contrôle interne capables de capturer fidèlement toutes les transactions que l'organisation

[121] Grand B., Verdalle B.,« Audit Comptable et Financier » Paris, Economica, 1999,p63
[122]Poupart-Lafarge.O , « Cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne », le Guide de l'AMF ,2010,P8.

entreprend avec ses partenaires internes et externes. La qualité de ce système de contrôle interne peut être recherchée sur:[123]

-Une organisation dans laquelle les niveaux de responsabilité et les délégations de pouvoirs sont clairement définis, écrits et connus de tous. Un tel système offre une assurance raisonnable que les transactions sont effectuées conformément aux licences et pouvoirs accordés par la direction ;

- la séparation des tâches qui permet de distinguer clairement entre les tâches d'enregistrement, les tâches opérationnelles et les tâches de maintenance;

-Une description des fonctions qui devraient permettre d'identifier le patrimoine de l'information financière produite, les instructions d'exécution que cette fonction génère et les destinataires des informations ainsi produites;

- L'existence d'un système de contrôle comptable interne adéquat pour s'assurer que toutes les transactions sont exécutées conformément aux instructions générales et spécifiques et qu'elles sont comptabilisées de manière à produire des informations financières conformément aux principes comptables généralement reconnus et pour garantir des contrôles appropriés et la comptabilité protègent les actifs de cette organisation;

- Établir des manuels de procédures ou des modes de fonctionnement comptable précisant les documents internes utilisés (contenu, diffusion, conservation) et le mode de classification de ces documents;

-Un ensemble de flux d'informations financières, des organigrammes de documents ou d'informations, ou des organigrammes qui suivent la définition, l'origine, le flux et la destination de l'information et de son support. Il est important de déterminer la composition de ces supports d'information et de publier les informations financières produites et traitées.[124]

La formalisation de l'organisation comptable devrait permettre la possibilité de reconfigurer les opérations dans un ordre logique, de justifier toute information financière par un document original à partir duquel il devrait être possible de se référer par un chemin ininterrompu aux documents de synthèse et de même. Ce groupe est appelé chemin d'audit

[123] Ebondo Wa Mandzila.E, « LA contribution du contrôle interne et de l'audit au gouvernement d'entreprise »,thèse de doctorat , Université Paris XII VAL de Marn, 2004,P70
[124] Ebondo WaMandzila.E, Op.cit,P71

ou piste d'audit. Cela permet de commencer facilement à partir du bilan ou du compte de résultat, de vérifier son existence et le montant du solde, puis de s'assurer que les transactions sont enregistrées dans le grand livre et enregistrées dans le journal. Cette séquence permet de connaître l'historique précis des transactions et les pièces justificatives. Il sera également possible d'expliquer l'évolution des soldes d'un état financier à un autre en préservant les mouvements qui ont affecté les éléments comptables. En plus des informations partagées entre les organisations secrètes par le système lui-même, l'organisation reçoit également une mine d'informations provenant d'informations externes au sein de l'organisation qui éclairent le processus de prise de décision. Il peut s'agir de résultats d'enquêtes ou de boîtes à suggestions mises à la disposition des consommateurs ou des utilisateurs. Mais ces informations externes présentent également des risques (virus) et des limitations techniques (stockage, codage notamment). Les procédures de contrôle interne devraient permettre la collecte, le stockage et le traitement des informations au sein de l'organisation. Parmi ces procédures, le filtrage et les blogs peuvent être cités en exemple.[125]

En fin de compte, pour prendre des décisions, les dirigeants doivent s'appuyer sur des procédures qui fournissent des informations fiables, opportunes et pertinentes. Il existe une relation entre la qualité du système de contrôle interne et la fiabilité des informations. Ainsi, dans le processus d'audit, en particulier dans la phase d'évaluation du contrôle interne, la qualité du dispositif de contrôle interne comptable dépendra de la décision de l'auditeur de réduire les contrôles comptables ou d'élargir la nature de l'audit. Procédures de vérification physique pour l'authentification ou le refus de certification. Pour Teller, le contrôle interne n'est pas seulement «l'une des conditions de la loyauté des comptes. Il détermine également le degré de fiabilité que l'on peut donner à l'information comptable ainsi que sa valeur probante».[126]. Soulignant le rôle critique que joue la comptabilité dans le développement économique de la nation, il est à noter que pour les pays africains en particulier, l'absence de procédures de contrôle interne constitue une difficulté pour mener des audits dans la mesure

[125] Menard C. , « L'économie des organisations », La découverte, Paris,1997,p51
[126] Teller R., Raybaud-TurilloB , « Comptabilité créative », Encyclopédie de Gestion, Economica, 2ème édition, 1997,P26.

où «nous ne pouvons pas garantir que toutes les opérations sont systématiquement enregistrées et que les opérations enregistrées correspondent à la réalité»[127] (Causse, 1992).

L'importance du contrôle interne pour assurer la fiabilité des informations financières transmises aux investisseurs ou comme moyen d'obtenir des informations fiables en France a été reconnue par la loi de sécurité financière (LSF), adoptée le 17 juillet 2003, qui recommande la mise en place de procédures censé garantir que les contrôles internes assurent non seulement la fiabilité des informations financières mais aussi la protection des investisseurs et de nombreuses autres parties prenantes.

2.3 L'audit des états financiers

Jensen et Meckling (1976) considèrent l'audit comme un moyen privilégié de contrôle visant à réduire la disparité des informations entre les propriétaires et les dirigeants d'une entreprise. De ce point de vue, les comités d'audit prendront également en compte les règles d'incohérence des informations financières.

La mission de l'audit est de contrôler la régularité, la sincérité et la fiabilité des comptes de la société au regard de la législation, et le référentiel comptable pris en compte pour l'examen des états financiers est constitué des normes comptables internationales IAS / IFRS.

Il existe Trois types de missions qui peuvent être confiées à l'expert-comptable :

- la « présentation », soit une simple mise en forme des états financiers ;
- l'examen limité, c'est-à-dire des contrôles généraux portant sur la cohérence des comptes ;
- une mission complète d'audit qui peut exiger l'intervention d'un expert-comptable (pour l'élaboration des états financiers) et un commissaire aux comptes (pour effectuer l'audit proprement dit). Outre la dimension «contrôle», l'audit comptable comporte également une fonction de prévision.

[127] Causse G. ,« L'audit dans les pays en voie de développement », Les Cahiers internationaux de la Comptabilité, n° 6, 1992

- Par exemple, les chefs d'entreprise sont autorisés à avoir une vue d'ensemble et à créer des tableaux de bord. Celles-ci leur seront utiles pour établir les procédures (gestion des coûts, etc.) et assurer la pérennité de leur entreprise.
- À cette fin, l'audit coordonne les procédures comptables, les flux de données et les méthodes de saisie afin que les encaissements de dépenses soient vérifiés dans le temps et que les erreurs comptables soient minimisées.

Enfin (phase de contrôle), l'audit comptable aide le chef d'entreprise à améliorer ses comptes dans le strict respect des règles comptables et fiscales.[128]

2.4.1 Audit interne

L'Institut des auditeurs internes (L'IIA), l'une de ses missions est d'élaborer des normes internationales d'audit (ISA), définissent l'audit interne comme «une activité Indépendante et objective donne à l'organisation l'assurance du degré de maîtrise de ses opérations, fournit des conseils pour l'améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance d'entreprise et en soumettant des propositions pour accroître son efficacité. ».[129]

Cette définition fournie par l'Institut des auditeurs internes internationaux (IIA) illustre le rôle différent de l'audit interne dans une gouvernance d'entreprise efficace. En effet, l'audit interne fournit des services de conseil et d'assurance indépendants et objectifs, dont le seul objectif est de contribuer à la création de valeur , cette définition met l'accent sur les éléments suivants:

* *l'indépendance* : L'indépendance est le premier élément abordé par les Normes internationales d'audit interne. Plus le niveau d'indépendance de l'auditeur interne est élevé, plus la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'organisation est élevée.

* *conseil* : Cette définition élargit le rôle de l'audit interne. Ce dernier devrait non seulement limiter son rôle dans la certification des états financiers, mais devrait également apporter son

[128] Rédigé par des auteurs spécialisés Ooreka (2021),disponible sur le site web : https://comptabilite.ooreka.fr/astuce/voir/503123/audit-comptable-et-financier ,consultée le 4/03/2021 à21.00
[129] Institute of Internal Auditors., « Standards for the Profesional Practice of Internal Auditing. Altamonte Springs, FL: The Institute of Internal Auditors »,2004

expertise et aider à résoudre les problèmes. Par conséquent, cette définition met l'accent sur la contribution des auditeurs à la gouvernance d'entreprise.

Selon Jacques Renard « *l'audit interne, c'est comme l'odeur du gaz c'est rarement agréable mais cela peut parfois éviter l'explosion* »[130].

Le métier de l'audit interne est très difficile car les responsables exigent que les auditeurs soient très compétents dans une variété de sujets tels que: la comptabilité, les processus administratifs, les systèmes informatiques, etc. Donc, pour obtenir un bon travail d'audit interne, les auditeurs doivent avoir les compétences. Cela a été confirmé par Anne-Marie Idraak (secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur). En effet, Idraak a déclaré lors d'un discours sur le thème de «la fonction d'audit interne» que la direction de l'organisation devrait, d'une part, dispenser des formations et partager les bonnes pratiques; Par contre, pour travailler ensemble, on parle ici d'une équipe d'audit.[131]

Comme l'indique Jacques Renard dans son livre «Théorie et pratique de l'audit interne», le métier de l'audit interne comprend trois étapes fondamentales, la première est clairement technique, la seconde est relationnelle et la dernière est le reporting.

a- Le métier technique : Le métier technique est liée à la méthodologie, c'est-à-dire que les auditeurs internes appliquent une méthodologie qui leur permet de tirer leurs conclusions;

b- Le métier relationnel : Cette fonction d'audit interne concerne les contacts, en face à face avec les Responsables des Entités Contrôlées. Mais aussi avec d'autres personnes dans leur recherche d'informations. Les personnes interrogées par les auditeurs doivent s'intéresser aux questions abordées et aux questions couvertes. Les auditeurs internes rencontreront des membres de l'administration publique, mais aussi des collaborateurs au bas de la hiérarchie. La méthode de rencontre avec l'auditeur interne et l'audité a souvent lieu en face à face, souvent dans le bureau de l'audité. D'autres rencontres existent ou se pratiquent sous forme d'ateliers. Cette étape sera appelée «communication orale»;

[130] Renard J., « Théorie et pratique de L'audit interne », 7éme édition, Eyrolles, Paris,2010, p.75.
[131] Marie A., « La contribution de L'audit interne à la Performance des Organisations : Défis D'aujourd'hui, Enjeux De Demain », 8ème Conférence Internationale de l'Union Francophone de l'Audit Interne, Revue de L'audit interne, N° 2,2008, p.57

c- reporting : (Le terme anglo-saxon déclenche une notion écrite et orale que le mot français est «rapport». L'écriture est le support principal, cette étape est appelée «communication écrite».[132]

En résumé, le rôle de l'audit interne est de donner à la direction et au conseil d'administration une opinion objective et indépendante sur l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne de l'entreprise, de faire des recommandations pour améliorer le contrôle interne et de fournir des conseils sur le contrôle interne.

Selon Mikol ,l'audit interne peut avoir quartes objectifs :

- Confirmer que les comptes annuels ou consolidés donnent une image fidèle;
- Examiner chaque partie des comptes annuels ou consolidés;
- Juger la qualité de la gestion;
- Améliorer la performance de l'entité auditée .[133]

2.4.2 L'audit Externe (Audit Comptable et Financier)

Si l'audit interne est une fonction moderne, alors l'audit externe est un concept ancien, et il est apparu depuis l'époque des Romans et Grecs (Laminick 1979).[134]

Selon Shik, l'audit externe est l'audit comptable et financier dont la mission est soit de certifier les états financiers, soit de fournir des conseils dans ce domaine. »Ainsi, l'audit externe se présente comme un examen indépendant qui touche principalement les domaines comptable et financier.[135]

On distingue deux types de l'audit externe : l'audit légal et l'audit contractuel.

-L'audit légal (contrôle légal): Selon les normes internationales d'audit ISA publiées par l'IFAC, la Fédération internationale des comptables est la fédération mondiale de la profession comptable. (25), Un audit est «une tâche effectuée par un expert indépendant expérimenté, qui exprime son opinion sur la base de la régularité, de la véracité et de la sincérité des états financiers, conformément à la réglementation applicable.(ISA)

[132] Renard J., « Théorie et pratique de L'audit interne », 4ème édition, Eyrolles, Paris,2003, P88.
[133]Mikol A., « forme d'audit : L'audit interne encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit », Economica, Paris,2000, p7335
[134]Laminick, H.V., « Histoire de la comptabilité », EdtPragmons, Paris,1979, p.17.
[135]Schick .P, « mémento d'audit interne » Dunod, Paris,2007, p.52

On appelle donc « L'audit légale » le commissaire aux comptes ayant une responsabilité d'examiner l'exactitude, la régularité et la sincérité des états financiers. En effet, seul un commissaire aux comptes peut exercer la mission de certification de l'image fidèle des comptes. (Loi du 24 juillet 1966). A ce titre, La mission de l'audit légal, dénommé « contrôle juridique » comprend les éléments suivants:

- Mission d'audit financier menant à la certification;

- les contrôles spécifiques inclus dans la loi du 24 juillet 1966;

- ainsi que, le cas échéant, les interventions connexes (actes délictueux devant être révélés au procureur de la République, qui sont commis tels que nuire à la continuité des opérations et impliquant la mise en œuvre de la procédure d'alerte ...

-L'audit contractuelle : Comme son nom l'indique, un audit de contrat est un examen de vérification effectué par un professionnel qui est contractuellement lié au travail. Les termes de la mission d'audit inclus dans le contrat. Contrairement à l'audit juridique, qui effectue la tâche de certification requise par la loi, la tâche d'audit du contrat peut être effectuée à la demande de l'entreprise ou par des tiers.[136]

2.4.3 La coordination des travaux d'audit interne et audit externe

La coordination des travaux d'audit interne et externe est une nécessité pour améliorer la bonne performance de l'entreprise. En effet, l'auditeur interne, conjointement avec les auditeurs externes, doit s'assurer de la fiabilité des procédures de contrôle comptable interne.

En fait, il y a une différence entre les deux types. Cependant, cet asservissement n'affecte pas cette coordination, il permet de déterminer la nature de la relation complémentaire entre ces deux derniers. Le tableau ci-dessous résume les principales différences entre l'audit interne et externe (Schick 2007):[137]

Tableau 03: La comparaison entre l'audit interne et l'audit externe

[136]Mikol Alain,« forme d'audit : L'audit interne » encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, Economica, Paris,2000, p.740.
[137]Schick .P, Op.cit , p.52

	Audit interne	Audit externe
Mondat	De la direction générale pour les responsables de l'entreprise	Du conseil de l'administration (officiellement de l'assemblée générale)
Mission	Liées à toutes les fonctions : déclenchement su décision. Tous les types d'audit et tous les sujets.	Liée à la certification des comptes. Audit de régularité uniquement dans le domaine comptable
Conclusion	Donner des recommandations et suivre leur application. Obligation de résultat	Obligation de moyens.

Source : Schick .P, « mémento d'audit interne » Dunod, Paris,2007, p.52

Ces deux formes d'audit, bien que différentes, sont complémentaires l'une de l'autre. En effet, la norme ISA 2050 précise que «pour assurer une couverture adéquate et éviter la duplication des efforts, l'auditeur interne en chef doit partager des informations et coordonner ses activités avec d'autres prestataires de services internes, des assurances externes et des conseils.».[138]

La norme NEP (610 Prise de connaissance et utilisation des travaux de l'audit interne) a également été confirmée. « Lorsqu'une entité a un audit interne, l'auditeur prend note du processus et des objectifs qui lui sont assignés. Il peut utiliser les travaux réalisés par l'audit interne comme des éléments rassemblés sous les assertions qu'il souhaite vérifier ».[139]

Cela signifie que le travail d'audit interne peut être utilisé par l'auditeur externe pour exprimer une opinion sur les états financiers, mais uniquement s'il est mis en évidence avant que l'audit interne ne fonctionne correctement. Ainsi, cette coopération permet à l'auditeur externe de ne pas dupliquer les tâches au cours de sa mission. À ce titre, l'OCDE a préparé une enquête visant à valider la fonction d'audit interne, de contrôle interne et d'intégration

[138]Norme international d'audit, ISA 610 « Utilisation des travaux des auditeurs internes » ,disponible sur le site web : http://www.fidef.org/content/documents/espace-traduction/ifac-normes/isa/ISA610-2009.pdf consultée le 06/03/2021 à 20.38

[139]CNCC ‘’NEP-610, « Prise de connaissance et utilisation des travaux de l'audit interne » sur le site web : https://www.cncc.fr/sections/documentation_profes/documentation_de_ref/norme_et_doctrine_pr/table_synthetiques_d/nep-610._prise_de_com ,consultée le 06/03/2021 à22.25

menée en 2010. Parmi les résultats de cette enquête, l'auditeur externe peut accéder librement aux travaux d'audit interne pour contribuer à réduire les risques de fraude et de corruption.[140]

Conclusion

Dans ce deuxième chapitre nous pouvons conclure que le contrôle et l'audit sur la qualité et la fiabilité de l'information financière représente un véritable défi pour l'entreprise d'asseoir sa crédibilité auprès de ses partenaires financiers et investisseurs potentiels. Ainsi, il appartient aux entreprises d'assurer la mise en œuvre des communications qualité financière.

[140] L'OCDE, Rapport « Contrôle et audit interne : Assurer l'intégrité et la responsabilité du secteur public »,disponible sur le site web : http://www.oecd.org/governance:47638948.pdf , consultée le 06/03/2021 à 00.12

Chapitre 03 : l'impact des mécanismes et principes de la gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière

Chapitre 03 : l'impact des mécanismes et principes de gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière

Introduction

Avec le développement de la comptabilité dans un environnement économique, la direction et les parties prenantes de l'organisation fournit des informations comptables et financières dans cadre organisé sous la forme de rapports financiers qui les aident à prendre leurs décisions.

Et pour gagner la confiance des investisseurs et les destinataires l'information financière émanant des états et rapports financiers doit être caractérisée par certaines caractéristiques qui leur soient acceptables .Pour cela, la gouvernance d'entreprise est apparu avec ses mécanismes (conseil d'administration, le contrôle interne ,l'audit interne et externe)pour assurer la fiabilité et la validité de ces informations financières .

Dans ce chapitre on va consacrée l'impact de la gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière, pour cela deux sections sont mise en place :

Section 01 :l'impact de bonne gouvernance sur la qualité de l'information financière

Section 02 : l'implication d'audit et de contrôle de l'information financière sur la gouvernance d'entreprise

Section 1 :l'impact de bonne gouvernance sur la qualité de l'information financière

1.1 L'impact des mécanismes de gouvernance sur la qualité de l'information financière

1.1.1 Le conseil d'administration :

Le conseil d'administration le plus important des mécanismes de gouvernance et celui qui a le plus grand pouvoir de contrôle.(voir la page 10 du premier chapitre)

1.1.1.1 la taille du conseil d'administration

La taille du conseil est un facteur déterminant de la qualité des informations financières divulguées par une entreprise (Ahmed et courtis, 1999). Les économies d'échelle signifient que la préparation d'une bonne information sera moins coûteuse pour les grandes organisations. Il serait plus logique d'avoir une relation positive entre la taille de l'entreprise et la qualité des informations financières divulguées, et l'une des caractéristiques d'une grande entreprise est qu'il génère un capital qui devrait être plus approprié en fonction de sa taille. En d'autres termes, une grande entreprise devrait généralement avoir un conseil d'administration de la même taille. Par conséquent, il doit également y avoir une relation positive entre la taille du conseil d'administration et la qualité de l'information financière.[141]Jensen (1993) a constaté que dans leur étude, par exemple, la taille du conseil d'administration devrait être limitée pour assurer une meilleure performance. Il soutient que lorsque le nombre d'administrateurs est relativement élevé, le conseil sera plus petit et aura tendance à travailler plus efficacement.[142]

Selon He et all la probabilité de fraude associée aux états financiers augmente avec l'augmentation de la taille du conseil d'administration . Dans le même ordre d'idée, une relation positive entre la probabilité de manipulation des résultats et la taille du conseil. Leur étude est basée sur un échantillon de 88 entreprises qui ont effectué des corrections rétrospectives et des appariements d'échantillons sans correction, entre 1991 et 1999. He et al. ont fait valoir que «lorsque les conseils d'administration dépassent sept ou huit membres, il est

[141]Courtis.A , « association between corporate characteristics and disclosure levels in annual reports ,A meta analysis» ,the British accounting Review ,march1999,vol.31,issue1,P35
[142]Jensen.M, « the modern industrial revolution ,exit, and the failure of internal control system »,Journal of finance ,1993,P841

peu probable qu'ils fonctionnent efficacement». les mêmes auteurs ont rapporté que les entreprises faisant l'objet de mesures disciplinaires de la part de la SEC (la Securities et Exchange Commission), comptent en moyenne neuf administrateurs.[143]

1.1.1.2 l'indépendance du conseil d'administration :

Parmi les règles de gouvernance introduites dans les années 2000 ,l'indépendance du conseil d'administration et ses implications sont bien étudiées. Selon la théorie de l'agence, le conseil d'administration joue le rôle principal dans la surveillance des actes malveillants potentiels et le contrôle des activités de la haute direction, car les actionnaires délèguent leur autorité aux membres du conseil afin de protéger leurs biens (investissements). le conseil d'administration est le mécanisme de contrôle interne le plus important pour une entreprise ayant la responsabilité ultime du bon fonctionnement de l'entreprise. De manière générale, le conseil d'administration est composé d'administrateurs externes et internes, de traducteurs. He et al (2005) considèrent que le premier est le meilleur moyen de surveiller les dirigeants d'entreprise et d'assurer la qualité de l'information financière, soulignant l'importance de l'idée d'indépendance des administrateurs.[144]

Les rapports de la loi Sarbanes-Oxley (2002) soulignent particulièrement l'importance de la nomination d'administrateurs indépendants, la séparation des fonctions de dirigeant et de président, la mise en place de comités spécialisés et la rémunération. Filtrage, audit, etc. Certains excluent le gestionnaire et / ou les cadres.L'objectif est d'éviter que les managers ne soient liés au chef d'entreprise par une relation hiérarchique ou familiale, etc.Il peut alors être content et même soumis, comme l'ont souligné les scandales précités. Il est généralement admis que lorsque les managers sont des «créature du dirigeant », ils sont incapables de s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Dans la plupart des réglementations nationales et internationales en matière de gouvernance, les gestionnaires associés aux agents sont considérés comme moins enclins à superviser, et peut-être à s'opposer, à un agent dont dépend leur carrière.

[143]He .L ,Labelle.R,Piot.CH et Daniel.B, « gouvernance et qualité de l'information financière :première partie »,gestion ,2005,vol30,N°3 ,p13
[144]Ibid

La répartition optimale entre managers internes et indépendants est basée sur l'asymétrie d'information entre eux. Le PDG peut limiter la quantité d'informations qu'il partage avec le conseil d'administration s'il s'attend à ce que le conseil les utilise pour le contrôler plus efficacement. S'il choisit de divulguer les informations dont il dispose sur les différents projets envisagés, il peut s'attendre en retour à des conseils efficaces qui permettront d'améliorer les options de l'entreprise et ainsi d'améliorer sa réputation et sa masse salariale. Mais ce faisant, il s'expose également à un les informations dont disposent ceux qui le mettent en œuvre sont exactes et multiples: tout ce que vous dites sera contre vous. Ainsi, la décision d'un manager de partager les informations en sa possession se fonde sur un compromis entre la qualité des conseils que les managers vont lui donner - qui s'appuie sur les informations dont ils disposent - et le degré de supervision que le dirigeant exerce sur ces derniers. Si l'asymétrie d'information est forte, c'est-à-dire les administrateurs externes ont relativement peu d'informations au départ, il peut être préférable pour les actionnaires de former un conseil d'administration. Un conseil d'administration «amical» a un faible degré d'indépendance pour inciter le gestionnaire à opter pour la coopération.

Dans ce cas, le manque de contrôle exercé par les membres du conseil sera compensé par la qualité des conseils qu'ils peuvent fournir. C'est particulièrement le cas dans les industries où l'information est d'une importance primordiale ou est difficile à obtenir par des gestionnaires indépendants - industries complexes, où le confidentialité joue un grand rôle dans la concurrence, etc. Bourjade.S et Germain.L concluent que les lois et recommandations gagneront en efficacité économique si elles sont assouplies et prises en compte dans le contexte de l'entreprise pour imposer des niveaux d'indépendance aux conseils d'administration.[145]

He et all, montrent que les entreprises françaises dans lesquelles l'asymétrie de l'information se mesure en termes d'opportunités de croissance, de dépenses de R&D et de volatilité des cours des actions, ont surtout tendance à préférer la structure classique du conseil d'administration. Les auteurs expliquent également que dans les entreprises dotées d'une structure bécamirale - avec un conseil d'administration et un conseil de surveillance - le maintien ou la révocation d'un administrateur est le plus sensible aux performances de

[145]Bourjade.S, Germain.L et Lyon-Caen.c, « Conseils d'administration : indépendance, collusion et conflits d'intérêts », Revue française d'économie ,N°2, Volume 31,2016, pages 5

l'entreprise. Cela indique une surveillance renforcée des gestionnaires en raison de la séparation entre les fonctions de conseil et de surveillance. Ils trouvent des résultats qui soutiennent les conclusions d'Adams et Ferreira en montrant que dans les entreprises qui investissent beaucoup dans la recherche et le développement, c'est-à-dire celles dans lesquelles les informations privées détenues par les membres de la direction de l'entreprise sont les plus importantes , la valeur de l'entreprise augmente avec l'augmentation de la part d'Administrateurs internes au conseil d'administration.

Alors qu'Adams et Ferreira analysent les effets de la composition du conseil sur les incitations du PDG à divulguer les informations qu'il possède. Dans le modèle développé par cet auteur, le chef d'entreprise a le choix entre deux projets d'investissement qui doivent être proposés au conseil d'administration. Un seul de ces deux projets a une valeur actionnariale positive et les membres du conseil d'administration bénéficient d'un avantage particulier si l'autre projet est mis en œuvre. Si, grâce aux informations privées dont ils disposent, les membres exécutifs du conseil d'administration peuvent identifier les projets en fonction de leurs caractéristiques, les responsables externes ne peuvent les différencier que si un responsable interne leur communique ou s'ils collectent les informations. Sans informations complémentaires, ils ne peuvent voter qu'en faveur du projet proposé par le leader. Afin d'encourager les managers internes à collaborer avec eux, ils peuvent promettre qu'un successeur du manager actuel sera choisi parmi les membres exécutifs qui auront divulgué leurs informations au conseil. Si l'administrateur parvient à conserver la majorité des membres du conseil en faveur du projet qu'il propose, il sera alors lui-même à désigner son successeur parmi les administrateurs internes qui lui sont restés «loyaux ».Il s'ajoute ainsi à la distinction entre administrateurs internes et externes que c'est entre «croyants» d'un chef et «traîtres» qui rejoignent le camp des administrateurs externes. Lorsque le coût d'obtention d'informations pour les administrateurs externes est élevé, un conseil dominé par des membres exécutifs peut être optimal pour les actionnaires, car il exacerbe la concurrence entre les administrateurs internes et les incite davantage à s'aligner sur les administrateurs externes.[146]

Ce modèle fournit une explication intéressante d'un résultat expérimental de Bourjade.S qui montre que les entreprises ont tendance à embaucher davantage de managers internes à

[146]He .L ,Labelle.R,Piot.CH et Daniel.B ,Op.cit ,P15

l'approche de la retraite, ce qui peut alors être considéré comme le début de son successeur. Ainsi, choisir un degré d'indépendance du conseil inférieur peut être un moyen de réduire l'asymétrie d'information entre les gestionnaires externes et internes. Dans les secteurs où les incohérences sont importantes, ce choix peut alors contribuer à augmenter la valeur actionnariale de l'entreprise.[147]

1.1.1.3 l'expertise des administrateurs :

Premièrement, en ce qui concerne la durée de service de ses administrateurs, Beasley (1996) a déclaré que cela renforce la capacité du conseil d'administration à exercer un contrôle sur la direction. En effet, les managers ayant plusieurs années d'expérience dans l'entreprise seront plus efficaces car ils sont plus susceptibles de maîtriser les comportements opportunistes et de résister à toute pression des managers. Cependant, les nouveaux administrateurs peuvent également manifester de l'enthousiasme pour l'indépendance et la surveillance. Mais les conclusions des études expérimentales sont davantage liées au premier point de vue. Beasly, par exemple, constate une corrélation fortement négative entre le nombre moyen d'années que des administrateurs externes ont siégé au conseil d'administration et la probabilité de publier des états financiers frauduleux. Ainsi, l'ancienneté augmente la capacité des administrateurs externes à superviser efficacement la gestion de l'entreprise. Puis un autre avantage de l'expérience des managers est le nombre de sièges qu'ils occupent dans d'autres conseils d'administration. Beasley a découvert un nombre idéal de mandats qu'un manager peut occuper simultanément .L'auteur a constaté qu'une entreprise dont les états financiers étaient malveillants comptait en moyenne un administrateur dans plus de trois conseils d'administration, de sorte que lorsque le nombre moyen d'autorisations supplémentaires est supérieur à deux, il y a effectivement un impact significatif sur le potentiel de fraude dans les états financiers. Lorsque ce nombre est inférieur à deux, la fraude liée aux états financiers est quasi inexistante. Selon Beasly , il existe une relation statistiquement négative entre le nombre d'administrateurs supplémentaires et la qualité de l'information financière. La probabilité de fraude connexe. Aux états financiers augmente avec l'augmentation du nombre moyen de délégations détenues par des administrateurs externes dans d'autres sociétés, et ainsi l'auteur soutient la thèse selon laquelle la prise en

[147]Bourjade.S, Germain.L, Lyon-Caen.c, Op.cit, pages 9

charge de délégations supplémentaires par des administrateurs externes les empêches de s'acquitter correctement de leurs responsabilités managériales.[148]

1.1.2 La structure de propriété

La structure de propriété de l'entreprise est l'un des éléments déterminants de GE et de son efficacité.

Pour encourager les administrateurs à mieux superviser les dirigeants, ils doivent être encouragés à avoir une grande qualité dans la structure de propriété de l'entreprise, donc les administrateurs externes qui possèdent des blocs de capitaux propres jouent un rôle de supervision important. Ce sont des investisseurs qui possèdent une grande partie des fonds et qui ont intérêt à participer activement au développement stratégique de l'entreprise. En effet, ces personnes ou leurs représentants ont non seulement un intérêt financier mais aussi l'indépendance nécessaire pour bien protéger leur investissement dans l'entreprise.Ainsi, la présence d'investisseurs institutionnels a un effet notable sur les comportements opportunistes potentiels des gérants. De manière plus expérimentale, les auteurs Piot.CH et Daniel.B ont analysé l'effet de la structure de propriété sur la gestion d'entreprise et ont trouvé une relation négative entre la structure de propriété des dirigeants et l'étendue de la prévalence, mais ils n'ont pas trouvé de relation statistiquement significative entre les deuxième variable et le niveau de propriété des actionnaires externes des blocs d'activités de son échantillon, à partir de 75 entreprises.[149]

1.1.3 La comité de vérification :

La Comité de vérification «Comité d'audit» est nommé par le Conseil d'administration pour l'assister dans l'exercice de ses responsabilités en matière de surveillance des contrôles financiers et d'établissement de rapports sur les informations financières de la Société. Le comité de vérification surveille également le respect par la société de ses obligations

[148]Beasly .M , « An empirical analysis of the relation between the board of director composition and financial statement fraud »,the accounting Review ,vol71,N°4,P443-448
[149]He .L ,Labelle.R,Piot.CH et Daniel.B ,Op.cit ,P18

financières ainsi que des exigences légales et réglementaires qui régissent les questions de reporting financier et de gestion des risques financiers.[150]

La comité de vérification a les responsabilités suivantes :[151]

A. Surveiller la présentation de l'information financière

- Examiner avec la direction et les auditeurs externes les états financiers annuels, les clarifications qui les accompagnent, le rapport des auditeurs externes y afférents et les communiqués de presse pertinents, y compris les informations contenues dans l'analyse de gestion de la société, avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. Et publiez, préservez et distribuez ;
- La direction et les auditeurs externes examinent les états financiers trimestriels et les notes afférentes , ainsi que le communiqué de presse connexe, y compris les informations contenues dans l'analyse de gestion de la société, avant de recommander leur approbation par le conseil, et de les publier, les déposer et les Distribuez ;
- Assurer que les états financiers trimestriels et annuels audités de la société sont présentés fidèlement, conformément aux principes comptables généralement reconnus, avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration ;
- Examiner avec les vérificateurs externes et la direction la qualité, la pertinence et l'acceptabilité des principes et politiques comptables de la société, des hypothèses de base et des pratiques d'information financière ;
- Examiner les résultats de la vérification externe, toute question ou difficulté importante liée à l'audit et les procédures suivies par la direction à cet égard, en plus de la réponse de la direction ou du plan d'action de la direction concernant les lettres de recommandation des vérificateurs externes et toute recommandation substantielle qui y est contenue ;
- Examiner les poursuites, réclamations ou autres possibilités et initiatives organisationnelles ou comptables qui pourraient affecter de manière significative la situation financière ou les résultats des opérations de l'entreprise et vérifier l'adéquation de leurs communications dans les documents qui ont été examinés par le comité vérification.

[150]citée par Charte du comité Comité de vérification - disponible sur le site web : https://fr.qaz.wiki/wiki/Audit_committee
Consultée le 12/04/2021 à 21 :30

[151] Propriété de contrôles généraux informatiques.(CGI) ,« Charte du comité de vérification et de gestion des risques »,la force de l'engagement ,2019.PP5-8

B. Surveiller la gestion du risque et les contrôles internes

- Surveiller la qualité et l'intégrité des systèmes d'information de gestion et du contrôle interne de l'entreprise à travers des discussions avec la direction et les auditeurs externes ;
- Revoir le rapport de gestion sur le contrôle interne de l'entreprise ;
- Examiner les demandes d'information de l'Autorité des marchés financiers ainsi que les recommandations qu'elle a formulés et les actions entreprises par la société à cet égard ;
- Examiner les demandes d'informations des agences gouvernementales qui ont un impact financier sur les résultats de l'entreprise, les recommandations qu'elle a formulés et les mesures prises par l'entreprise à cet égard ;
- Aider le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de s'assurer que l'entreprise se conforme aux exigences légales et réglementaires applicables.

C. Surveiller les vérificateurs externes

- Approbation de la base et du montant des honoraires des vérificateurs externes tant pour les services de vérification que pour les services autres que de vérification certifié ;
- Examiner le plan d'audit avec les vérificateurs externes et avec la direction et approuver la portée et le calendrier ;
- Examiner et approuver la politique de l'entreprise concernant la nomination des associés, des employés et les anciens associés et employés des vérificateurs externes actuels et anciens de l'entreprise ;
- S'assurer que les vérificateurs externes font toujours rapport au comité de vérification et au conseil d'administration. Prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'il y a des fonds suffisants pour payer les honoraires des vérificateurs externes et les honoraires des consultants ou experts qui sont assistés par le comité de vérification .[152]

1.1.4 Les mécanismes externes de la gouvernance :

Contrairement aux mécanismes propres à l'entreprise, les mécanismes externes aident également à influencer le comportement d'un leader en déterminant son espace discrétionnaire. Ces mécanismes peuvent être intentionnels, tels que les agences de contrôle et le système judiciaire, car ils standardisent la divulgation des informations financières relatives à l'entreprise et définissent également légalement l'étendue des pouvoirs du dirigeant et les

[152] Propriété de contrôles généraux informatiques.(CGI) ,op.cit ,.P9

restrictions sur les transactions et les sanctions .Ces mécanismes externes visent spécifiquement à protéger les droits des actionnaires contre le comportement opportuniste des administrateurs.

Les mécanismes externes peuvent également revêtir un caractère spontané résultant de la concurrence entre dirigeants, en termes d'emploi, de capital, de produits et de services. Selon la théorie des droits de propriété, le dirigeant est contrôlé par le marché managérial, auquel s'ajoutent les acquisitions et la supervision mutuelle des dirigeants. Ainsi, le rôle disciplinaire de ces mécanismes externes permet de réduire les coûts d'agence liés à la séparation des fonctions de propriété et de contrôle Par exemple, un gestionnaire peu performant ou incompétent sera soumis à ce qui suit: Discipline sur le marché des administrateurs (et les actionnaires peuvent donc choisir de révoquer cet administrateur et d'embaucher un autre gestionnaire), à la discipline de système du marché financier, parce que les actionnaires ont le droit de vendre ou pas leurs actions et contrôlent en fin de compte le marché des produits et services lorsque le travail de ce gestionnaire est incapable de fournir la meilleure offre du marché, ce qui entraîne la possibilité de perdre le contrat et de réduire les performances de l'entreprise sur le marché aux dirigeants, sur le marché financier et sur le marché des produits et services, contribuant ainsi à la protection des actionnaires .Les marchés financiers et les dirigeants constituent un cadre disciplinaire indirect car le cours de l'action reflète la performance de l'entreprise, par conséquent, encourage le dirigeant à adopter une meilleure gestion de l'entreprise pour maximiser sa valeur pour les actionnaires et ainsi améliorer le maintien de la relation d'affaires avec l'entreprise.[153]

1.2 L'impact des principes de gouvernance sur la qualité de l'information financière

1.2.1 Transparence et diffusion de l'information financière

Le système de gouvernance d'entreprise devrait garantir la publication en temps opportun d'informations financières exactes sur toutes les questions importantes relatives à l'entreprise, y compris la situation financière, les résultats, les actionnaires et la gouvernance de cette entreprise.[154]

[153]Talbot.c, « Sommes consacrées à la gouvernance et fiabilité de l'information financière »,thése de doctorat, université de Sherbrooke et Québec ,2018,PP53-54
[154]OCDE , « Principes de gouvernance d'entreprise »,France ,2004,P22

A. La diffusion de ces informations financières doit porter, de façon non exclusive, sur :

1. Le résultat d'exploitation de l'entreprise et le résultat financier ;
2. Les objectifs de l'entreprise ;
3. Les participations essentielles au capital et les droits de vote;
4. Politique de rémunération des membres du conseil d'administration et des principaux dirigeants, ainsi que des données sur les administrateurs liées spécifiquement à leurs qualifications, au processus de sélection, à leur appartenance à des conseils d'administration d'autres sociétés et au fait qu'ils sont considérés comme indépendants par le conseil d'administration ;
5. Transactions avec des parties liées;
6. Les facteurs de risque prévisibles;
7. les Questions qui préoccupent les employés et les autres parties prenantes;
8. Structures et politiques de gouvernance d'entreprise, notamment en ce qui concerne le contenu de toute loi ou stratégie de gouvernance d'entreprise formulée par l'entreprise et en ce qui concerne le processus de mise en œuvre de ces règles ou stratégie.

B. Ces informations doivent être préparées et publiées conformément aux normes de haute qualité internationalement reconnues en matière de comptabilité et d'information financière et non financière;

C. Un audit doit être effectué annuellement par un auditeur indépendant, compétent et qualifié, chargé de donner au conseil d'administration et aux actionnaires une opinion externe et objective certifiant que les états financiers reflètent fidèlement tous les aspects importants des états financiers la situation financière et les résultats de l'entreprise;

D. Les auditeurs externes doivent rendre des comptes aux actionnaires et avoir une obligation envers l'entreprise de réaliser un audit avec toute la diligence qu'on est en droit d'attendre des professionnels;

E. Les méthodes de diffusion choisies doivent permettre aux utilisateurs d'accéder aux informations financières pertinentes à des conditions équitables et rentables en temp opportun ;

F. Le système de gouvernance d'entreprise doit être complété par l'adoption d'une stratégie efficace visant à encourager les analystes, sociétés d'investissement, agences de notation et

autres analystes, sociétés d'investissement, agences de notation et autres analyses ou conseils utiles pour éclairer les décisions des investisseurs, indépendamment de tout conflit majeur d'intérêt pour compromettre la véracité de leurs observations ou de leurs conseils.[155]

1.2.2 La surveillance et l'équité

L'existence d'une fonction de contrôle au sein de l'entreprise devrait permettre, en vue d'améliorer les performances, d'assurer la véracité et la fiabilité des informations enregistrées dans les comptes, en définissant des procédures claires et des mesures correctives appropriées en cas de dérapage. En outre, la véracité et la fiabilité des informations financières produites par la société sont également renforcées par l'intervention de tiers, tels que les experts comptables et des auditeurs.

Il est reconnu que la qualité des chiffres produits par les entreprises s'est indéniablement améliorée au cours de la dernière décennie, du fait de l'évolution des attentes en matière de contrôle interne, ainsi que des avancées technologiques qui permettent aujourd'hui d'obtenir une bien meilleure efficacité et visibilité de caractère. La majorité des entreprises, y compris les petites entreprises, mettent maintenant en œuvre de véritables clôtures mensuelles, alors que c'était rare il y a 15 ans ,en raison de l'équité et de la surveillance au niveau de l'organisation.[156]

1.2.3 La responsabilité

Le système de gouvernement d'entreprise doit assurer la gestion stratégique de l'entreprise et la supervision efficace de la gestion par le conseil d'administration, en plus de la responsabilité du conseil d'administration envers l'entreprise et ses membres et actionnaires.

Bien que le conseil d'administration rende des comptes à la société et à ses actionnaires, il est également tenu de servir leurs meilleurs intérêts. Le conseil d'administration doit également prendre en compte les autres parties prenantes et servir fidèlement leurs intérêts, y compris ceux des employés, des créanciers, des clients, des fournisseurs et des communautés locales. Il est également responsable du respect des normes sociales et environnementales.

[155]OCDE , Op.cit,P23
[156]Gélard.G , « L'information financière :pour quoi ? pour qui ? »,Revue Français :IASB,2009,P41

- Les membres du conseil d'administration doivent agir en toute connaissance de cause, de bonne foi, avec tout le soin et la diligence voulus, et dans l'intérêt de la société et de ses actionnaires ;
- Lorsque ses décisions peuvent affecter différentes catégories d'actionnaires à des degrés divers, le conseil d'administration doit s'assurer que tous les actionnaires sont traités équitablement ;
- Le conseil d'administration doit appliquer des normes éthiques élevées. Il doit prendre en compte les intérêts des différentes parties prenantes ;
- Le conseil d'administration doit remplir certaines fonctions essentielles, notamment:

  A. Examiner et diriger la stratégie de l'entreprise, les principaux plans d'affaires, politiques et procédures de gestion des risques, ses budgets annuels et ses programmes d'activités, déterminer les objectifs de ses résultats, et s'assurer que la mise en œuvre de ces objectifs et des résultats de l'entreprise est suivis et les principales dépenses d'investissement, acquisitions et cessions d'actifs sont aussi suivies ;

  B. Surveiller les pratiques efficaces de gouvernance d'entreprise et apporter les changements nécessaires ;

  C. Nommer les principaux managers, déterminer leur rémunération, suivre leurs activités, les remplacer si nécessaire et préparer les plans de succession ;

  D.Aligner la rémunération des hauts dirigeants et des administrateurs sur les intérêts à long terme de l'entreprise et de ses actionnaires ;

  E . Veiller à ce qu'il existe une procédure clairement définie et transparente pour la nomination et l'élection des administrateurs ;

  F. Surveiller et gérer les conflits d'intérêts pouvant survenir entre la direction, les administrateurs et les actionnaires, y compris en relation avec l'utilisation abusive des biens de l'entreprise ou l'utilisation abusive commise dans le cadre de transactions avec des parties liées ;

  G. Assurer l'intégrité des systèmes de communication comptable et financière de l'entreprise, notamment l'indépendance de la vérification des comptes , et que l'entreprise dispose de systèmes de contrôle appropriés, en particulier les systèmes de contrôle, de gestion des risques et de contrôle financier et opérationnel, ainsi que le respect de la loi et normes applicables. Les grandes entreprises devraient être encouragées à mettre en place une fonction d'audit interne ;

H. Suivre le processus de diffusion de l'information et de contact avec l'entreprise.[157]

1.3la Qualité des états financiers conformes aux IFRS et le renforcement de la gouvernance d'entreprise

La crise financière a confirmé le rôle essentiel des normes comptables internationales dans l'information des investisseurs. La crise a également remis au premier plan les discussions sur la juste valeur. La polarisation excessive des normes comptables autour des prix du marché peut accroître la volatilité des bénéfices et des capitaux propres des entreprises.

Cependant, les normes comptables internationales ne sont pas responsables de la création de bulles immobilières ou financières. Elles ne reflètent que l'impact de sa croissance ou de sa segmentation sur les comptes de l'entreprise. Plus que de remettre en question les normes IFRS et le principe de la juste valeur, ce qui compte aujourd'hui, c'est de comprendre les principes sous-jacents aux normes IFRS et d'exploiter pleinement le potentiel que ces normes offrent en termes d'information tant pour les investisseurs que pour toutes les parties prenantes.

Les normes IFRS vont au-delà d'un cadre purement comptable pour répondre aux exigences de la gouvernance d'entreprise et, en particulier, à la nécessité de rendre compte des mesures prises et des décisions prises et de leur impact sur la création de valeur économique. Pour remplir pleinement leur rôle, les normes IFRS supposent également que les personnes impliquées dans leur mise en œuvre et leur suivi acceptent d'en assumer l'entière responsabilité. La complexité des transactions économiques et financières dépend de techniques précises et standardisées, mais à un certain niveau, cette complexité ne peut être appréhendée qu'à travers les choix humains que les IFRS appellent à la divulgation.[158]

1.3.1 Les avantages attendus des IFRS

- La fourniture d'états financiers répondant aux besoins d'information des investisseurs doit satisfaire les autres utilisateurs. Cette priorité de l'investisseur, caractéristique de la conception anglo-saxonne de la comptabilité, guide toutes les procédures de IASB

[157]OCDE ,Op.cit , 2017 ,PP59-64
[158]Citée par Paper.X ,Pigé .B ,disponible sur le site web : https://halldulivre.com/ebook/9782847692174-normes-comptables-internationales-et-gouvernance-des-entreprises-le-sens-des-normes-ifrs-2e-edition-xavier-paper-benoit-pige/consultée le 15/04/2021 à 23.30

(l'International Accounting Standards Board). Elle aboutit à des normes qui reposent majoritairement sur une analyse économique des fondements de la valeur d'une entreprise qui préfèrent ainsi fournir des informations utiles pour la prévision des flux de trésorerie (IAS 1, article 7);

-En reconnaissant qu'elles répondent principalement aux besoins informationnels des investisseurs (plus précisément des actionnaires) au détriment des autres "parties prenantes" de l'entreprise, il apparaît que les IFRS sont susceptibles de contribuer à une bonne surveillance (supervision) des administrateurs par les dirigeants avec des règles comptables nationales souvent motivées par d'autres considérations telles que la protection des intérêts des créanciers (Allemagne) et la volonté de faciliter le calcul de l'assiette fiscale ou d'obtenir des données utiles à la politique économique du pays;

- Une autre caractéristique importante des IFRS est l'exigence de transparence. Chaque norme comprend une longue liste d'informations à publier en plus de celles reportées au bilan et au compte de résultat. Le volume de ces informations, bien plus important que ce qu'exigent les réglementations nationales (sauf aux États-Unis), est souvent cité comme un obstacle à l'adoption des IFRS. Dans tous les cas, l'étendue des informations requises facilite le contrôle des managers en rendant leurs actions plus apparentes. Ainsi, les IFRS peuvent compenser certaines des lacunes du système de gouvernance.

-Quoi qu'il en soit, cette réduction successive des options signifie que l'IFRS se présente actuellement comme un ensemble cohérent de normes détaillées qui laissent peu de choix à ceux qui les appliquent. Cette diminution du champ de vision des entreprises en matière comptable facilite le contrôle des dirigeants. Elle les empêche de pouvoir, en choisissant des traitements douteux ou en changeant de méthode à un moment inapproprié, d'orienter les résultats dans une direction qui correspond à leurs intérêts ou de masquer une baisse de leurs performances. En donnant aux chiffres comptables une crédibilité qu'ils n'avaient pas toujours auparavant, les IFRS semblent être des catalyseurs essentiels de la gouvernance d'entreprise. Plusieurs études ont déjà montré que la manipulation de la gestion des bénéfices ou la

présentation de données financières frauduleuses augmente en fréquence à mesure que la qualité de la gouvernance diminue.[159]

[159]Bernard.R « La contribution des IFRS au gouvernement d'entreprise : apports et limites. In: Colloque Pour une meilleure gouvernance d'entreprise », Sofia (Bulgaria), 2004,PP4-6

Section 02 :l'implication d'audit et de contrôle de l'information financière sur la gouvernance d'entreprise

2.1 Le rôle de l'auditeur interne dans le processus de gouvernement des entreprises

L'audit interne et la compréhension de son périmètre de travail permettent d'envisager cette fonction comme un mécanisme de gouvernement d'entreprise. Dans le but de restaurer la confiance entre investisseurs et dirigeants, l'IFA (Institut Français des Fonctionnaires) et l'IFACI ont défini un cadre pour les relations entre l'audit interne et les acteurs de la gouvernance d'entreprise (conseil d'administration, direction générale, audit juridique et gestion des risques) , pour démontrer les atouts que l'audit interne peut leur apporter dans la pratique. Telles sont les conditions dans lesquelles l'audit interne contribuera à améliorer la gouvernance d'entreprise.[160]

Dans le sillage de la série de scandales financiers qui ont secoué le monde des affaires, en particulier, Enron en novembre 2001; Andersen en janvier 2002; Worldcom –MCI en mars 2002; Vivendi en juillet 2002; Global Crossing en janvier 2003; Confiance de sécurité, INVSCO, Putman. Fin 2003; Elf et Crédit Lyonnais, et la croissance des mouvements de défense des droits des actionnaires, courant d'opinion développé sur le gouvernement d'entreprise aux États-Unis, en Europe et au Japon, sachant que ces scandales sont en raison de systèmes de contrôle interne inefficaces.Dans ce cadre, les législateurs des grands pays développés Justin (2005) ont été invités à légiférer. C'est le cas du Sarbanes-Oxley Act (SOX) de juillet 2002 aux Etats-Unis et du Financial Security Act (LSF) du 1er août 2003 en France. En effet, ces deux lois imposent de nouvelles obligations en matière de contrôle interne en considérant ce dernier comme un enjeu majeur de gouvernement d'entreprise et de la responsabilité croissante des dirigeants d'entreprise.Dans ce cadre, le président du conseil d'administration / ou du conseil de surveillance est tenu de remettre un rapport dans un rapport sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil et les procédures de contrôle interne fixées par la société. Par ailleurs, pour répondre aux obligations légales, la fonction d'audit interne a un rôle fondamental à jouer dans le processus d'élaboration du rapport de contrôle interne.En effet, la Norme opérationnelle 2120 sur le

[160]Ziani.A, « Le rôle de l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance d'entreprise : Cas Entreprises Algériennes »,thèse de doctorat ,science économique ,Université Tlemcen ,2014,P175

contrôle stipule que «l'audit interne doit aider l'organisation à maintenir un système de contrôle interne approprié en évaluant son efficacité et son efficience et en encourageant son amélioration continue». En outre, sur la base des résultats de l'évaluation des risques, l'audit interne doit évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle lié à la gouvernance d'entreprise (norme 2120.A1). Conformément à la norme de gouvernement d'entreprise n ° 2130, l'auditeur interne est également chargé d'évaluer le processus de gouvernement d'entreprise et de faire les recommandations appropriées pour son amélioration. A cette fin, il détermine si ce processus répond aux objectifs suivants: Promouvoir des normes et des valeurs éthiques appropriées au sein de l'organisation; Assurer une gestion efficace de la performance organisationnelle avec responsabilité; Transférer les informations sur les risques et les contrôles aux départements concernés au sein de l'organisation; Fournir des informations adéquates au conseil d'administration, aux auditeurs externes et à la direction, et assurer la coordination efficace de leurs activités.

En fin de compte, les contrôles qu'un auditeur interne doit effectuer visent à garantir que toutes les opérations de l'entreprise sont sous contrôle et que l'entreprise est gérée de manière efficace et transparente. C'est la condition d'une bonne gouvernance, et à ce titre, la fonction d'audit interne a une responsabilité qui ne peut que légitimer son rôle d'acteur majeur de la gouvernance d'entreprise.[161]

2.2 L’audit interne comme une solution aux problèmes d’asymétrie d’information

2.2.1. L’asymétrie d’information

Comme nous l'avons souligné au chapitre 1, la relation d'agence associée entre le directeur et l'actionnaire produit un conflit d'intérêts, et un conflit d'intérêts qui affecte, de manière inefficace, la performance de l'organisation. L'une des principales difficultés est l'asymétrie de l'information. Ce dernier est apparu dans la théorie économique avec l'article fondateur d'Akerlov en 1970 sur les «lemons», voitures d'occasion (The market for the lemons).

Selon cet auteur, on parle d'asymétrie d'information lorsque certains participants ont des informations pertinentes que d'autres ne possèdent pas lors d'un échange ou d'un contrat. Ainsi, l'asymétrie d'information définit les relations dans lesquelles un facteur possède une

[161]Benlakouiri.A, « L’audit interne :un outil au service de la gouvernance d’entreprise »,Revue de consolidation comptable et de management de la performance ,Maroc ,2016,PP5-7

information (complète) que l'autre ne possède pas (information incomplète). Il permet d'analyser les comportements et situations courants dans une économie de marché.[162]

2.2.2 L'audit interne et l'asymétrie d'information

La séparation des pouvoirs entre les actionnaires et la direction pose un certain nombre de problèmes, parmi lesquels l'asymétrie de l'information. En effet, le dirigeant est mieux informé de la situation financière de l'entreprise, et dispose d'une information complète sur les actionnaires (telles que les informations sur la comptabilité de gestion, le rapport d'audit interne, etc.) dont il est le seul destinataire. On parle donc d'asymétrie d'information lors d'un échange, Le mandant (l'agent) a des informations pertinentes que d'autres (actionnaires) n'ont pas.

L'asymétrie de l'information semble être l'une des principales causes de conflits au sein des sociétés de gestion. L'asymétrie d'information associée à la gouvernance d'entreprise comporte trois niveaux :[163]

- l'asymétrie d'information entre les administrateurs et les représentants des actionnaires;

- l'asymétrie d'information existant entre les actionnaires et leurs représentants et administrateurs;

-Enfin, un autre type d'asymétrie survient lorsque les actionnaires de la société souhaitent ouvrir leur capital et déposer une offre publique.

Ces trois niveaux constituent l'un des principaux objectifs de la mission de contrôle légal des comptes. Ce dernier vise à réduire ces trois niveaux afin de garantir l'intérêt du propriétaire. Au départ, l'audit interne n'était pas perçu comme un mécanisme permettant de réduire l'asymétrie de l'information liée à la gouvernance d'entreprise, en raison de son association avec la direction. Sawyer a clairement identifié la fonction d'audit interne lorsqu'il a vu que c'était l'œil et l'oreille de la direction. Cependant, après les nombreux développements qui ont vu la théorie des agences sur la gouvernance d'entreprise ces dernières années, l'audit interne (comme d'autres mécanismes) joue un rôle fondamental dans

[162]Akerlof G., « Le marché des 'lemons ' : l'incertitude sur la qualité et le mécanisme du marché », n°130, CNDP,2002, p.68. (une traduction du fameux article de George Akerlof).
[163]Ziani.A, Op.cit ,P177

la gouvernance d'entreprise.[164] En outre, la loi Sarbenes-Oxley (SOX) et la loi sur la sécurité financière (FSA) imposaient au président ou au conseil de surveillance de préparer un rapport détaillé sur le contrôle interne.[165]

A ce stade, l'audit interne rattaché au conseil d'administration ou au comité d'audit consiste à vérifier la fiabilité et la validité de ce rapport. Cela lui donne l'opportunité de contribuer à réduire les asymétries d'information entre les différentes parties prenantes. Donc l'audit interne conduit à déterminer la position d'une personne par rapport à la qualité des informations produites par l'entreprise et qui reflète l'image de ces informations, ce poste lui permet de lutter contre les problèmes d'asymétrie d'information entre dirigeants et actionnaires.[166]

L'audit interne est en effet le superviseur de la production de l'information, c'est le mécanisme de contrôle de l'organisation. Dans cette étape, il est tenu de fournir aux supérieurs hiérarchiques des informations fiables et pertinentes afin qu'ils puissent prendre les décisions stratégiques qui permettent à l'organisation d'atteindre ces objectifs. Dans ce cas, le comité d'audit joue un rôle important dans le suivi de ses informations, en s'assurant que ses informations circulent de manière fiable et honnête afin de protéger les intérêts des propriétaires.[167]

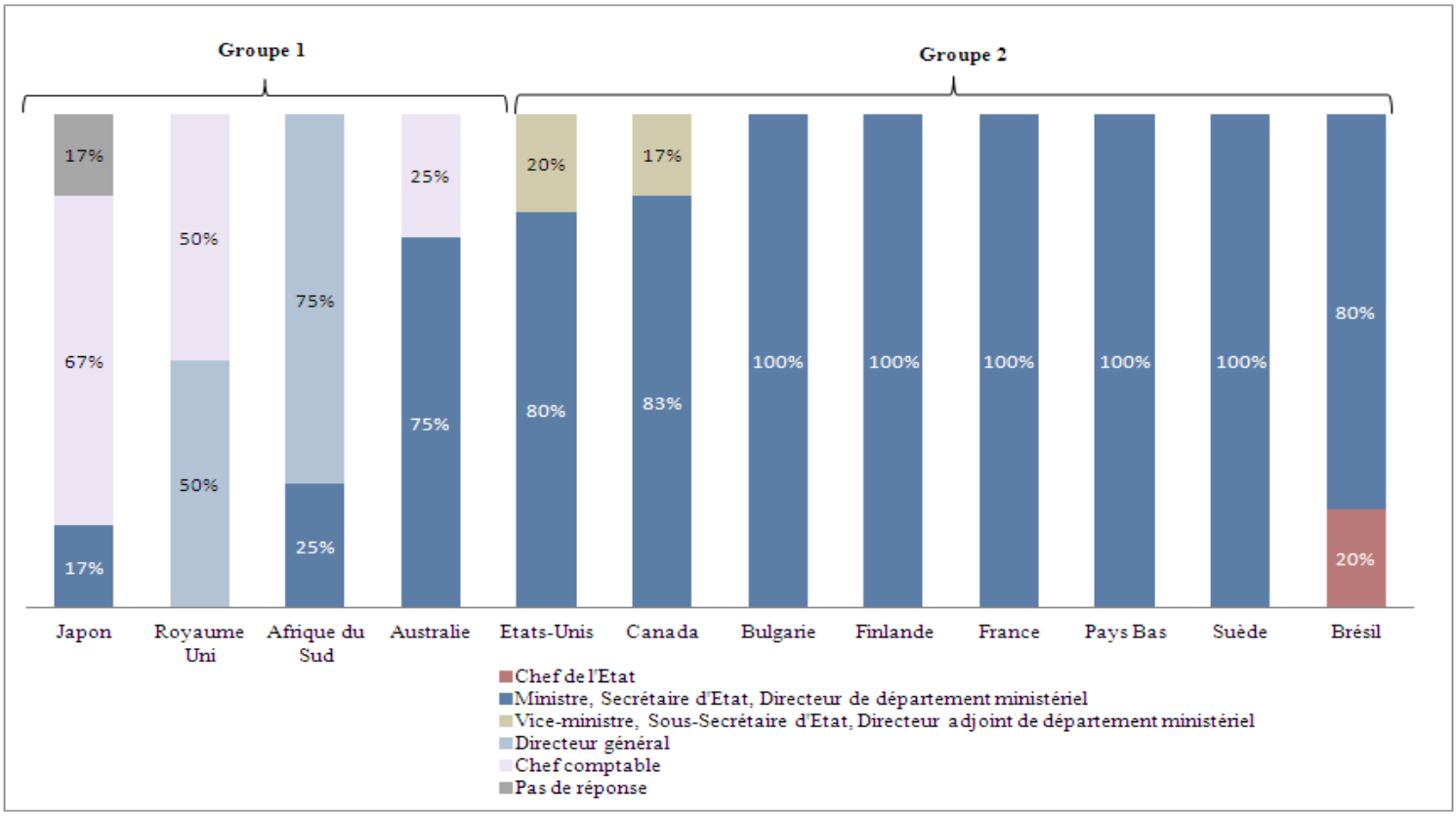
L'existence du comité d'audit au sein de l'entreprise permet à l'auditeur d'exercer son activité en toute indépendance. Le comité d'audit fait partie des travaux du conseil d'administration en charge du contrôle interne et de la surveillance de l'information financière.[168]

Il vise à garantir que les processus utilisés par la direction et l'audit interne, dans le cadre de la garantie de la qualité des rapports financiers, sont gérés efficacement. La corrélation hiérarchique d'un audit est un déterminant de son indépendance. Selon un rapport de 2011 de

[164]Charreaux G., « Gouvernement d'entreprise et comptabilité », Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit, Economica,2000, p743
[165]Moeller, R. R., «Sarbanes-Oxley and the New Internal Auditing Rules», John Wiley & Sons, Inc, New Jersey,2004,p.12
[166]Godowski, C., « L'objectivité de l'évaluation de la corporate gouvernance par l'audit interne », Audit interne : Enjeux et pratiques à l'international, sous la direction de Élisabeth Bertin, 2007,p 136.
[167]Pigé, B., « Audit et Contrôle interne », Éditions Management et Société (EMS),2001
[168] Moeller, R., «Brink's Modern Internal Auditing: A Common Body of Knowledje», 7th Edition, , Inc., New Jersey,2009, p.533.

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le «contrôle interne et l'audit», la fonction d'audit interne est liée au plus haut niveau, et la figure suivante montre que 55 des 73 questions ont reçu une réponse affirmative dans rapport à l'annexe. Hiérarchie de l'audit interne soit 75%..Ainsi, le rôle de l'audit interne dans la réduction de l'asymétrie d'information passe par la mise en place du comité d'audit ou son rattachement au conseil d'administration. Le comité d'audit s'assure de la fiabilité du rapport d'audit interne de la direction, selon lequel l'audit interne informe la direction de l'efficacité et de l'efficience du système de contrôle interne. En bref, l'audit interne est devenu un acteur majeur dans la réduction des asymétries d'information. En effet, le cas d'Enron et Worldcom nous a montré la nécessité d'intégrer l'audit interne dans le processus d'information des autres acteurs.[169]

Figure 12 : Rattachement hiérarchique de l'audit interne



Source :OCDE, 2011, « Contrôle et audit internes : Assurer l'intégrité et la responsabilité du secteur public », Rapport sur Le site web : http// :www.oecd.org/governance/47638948.pdf

[169]OCDE, 2011, « Contrôle et audit internes : Assurer l'intégrité et la responsabilité du secteur public », Rapportsur Le site web : http// :www.oecd.org/governance/47638948.pdf consultée le 28/04/2021 à 22.30

2.2.3 L'audit externe et la gouvernance d'entreprise :

La question de la demande d'audit externe est au cœur de la relation de l'agence entre les actionnaires et les administrateurs. Dans ce contexte, la théorie de l'agence analyse l'utilisation de l'audit externe comme moyen de réduire les possibilités de manipulation en comptabilité managériale, de réguler les conflits et de réduire l'asymétrie informationnelle entre le principal et l'agent. En d'autres termes, le recours à un auditeur externe indépendant peut être considéré comme un mécanisme pour encourager ou contraindre la ou les personnes à qui la responsabilité a été déléguée, à agir conformément aux intérêts des partenaires de l'organisation. Mécanismes de gouvernance pour discipliner les gestionnaires et réduire les coûts d'agence.

Cependant, il existe plusieurs termes pour l'audit externe; Il s'agit de l'audit externe, de l'examen juridique ou juridique et de l'audit juridique. Sa qualité est définie comme: «la probabilité commune que l'auditeur découvre des fraudes ou des irrégularités dans les états financiers du client (dépend de la compétence générale de l'auditeur: ses capacités technologiques, son niveau d'expérience, etc.), et révèle au auditeur la commercialisation des fraudes ou irrégularités qu'il a découvertes (dépend du niveau d'éthique professionnelle et d'indépendance vis-à-vis du client).

Néanmoins, plusieurs études révèlent une forte relation entre les variables de l'agence et la réputation des auditeurs, mesurée par leur appartenance à un réseau international. En effet, en général, les grands cabinets d'audit disposent de ressources humaines et matérielles importantes et développent des systèmes de contrôle mutuel très solides pour réduire les problèmes d'agence. Ainsi, bien que la législation oblige l'entreprise à recourir à un auditeur externe, les entreprises peuvent s'identifier et se distinguer des autres entreprises en choisissant la qualité de l'auditeur. Ainsi, la réputation de l'audit externe devient une indication de sa qualité et permet pour vendre un service plus cher avec un contenu identique.[170]

2.3 L'audit interne, théorie de l'agence et théorie des coûts de transaction

2.3.1 Audit Interne et Théorie de l'Agence :

[170]Citée par Mamoghli .CH dsisponible sur le site web : https://www.researchgate.net/publication/49136569pdf consultée le 28/04/2021 à23.05

Pour la théorie de l'agence, proposée à l'origine par Watts et Zimmermann, un auditeur réputé est quelqu'un qui est perçu comme répondant aux attentes, non seulement dans l'intérêt des autres, mais aussi dans l'intérêt de la direction, c'est-à-dire dans l'intérêt de toutes les parties prenantes impliquées . L'entreprise est le résultat de plusieurs des «contrats» formels, dans lesquels plusieurs groupes apportent une certaine forme de contribution à la société. La direction de l'entreprise essaie d'obtenir ces apports dans les conditions optimales de la direction.[171]

Dans ces relations, la direction est considérée comme «l'agent», essayant de tirer des contributions de «principes» tels que les banquiers, les actionnaires et les employés. Les coûts des relations d'agence sont présentés comme suit: les coûts de surveillance (le coût de surveillance d'un agent) et les coûts de communication (les coûts qu'un agent engage pour s'assurer que les agents ne prennent pas des mesures défavorables par rapport aux principes). De plus, plusieurs types de complications surviennent dans ces relations agent-gestionnaire, telles que l'asymétrie des informations. [172]

L'agent (gestionnaire) a un grand avantage sur les principes d'information. En fait, il contient des informations complètes qu'un actionnaire ne possède pas. Initialement, l'audit interne n'était pas considéré par la théorie de l'agence comme un mécanisme de suivi au sein de la relation d'agence, cela est dû à son association avec l'administration publique, mais conformément aux exigences de la loi Oxley-Sarbane et de la loi sur la sécurité financière, qui oblige le du président ou du conseil d'administration pour préparer un rapport sur le contrôle interne et la chaîne de reporting De l'audit interne au conseil et / ou au comité, l'audit interne est devenu un mécanisme important pour réduire les asymétries . Par conséquent, la théorie de l'agence a placé l'audit interne comme un pilier gouvernance d'entreprise.Selon Gramling, Schneider, Maletta et Schneider (2004), ce dernier se compose de quatre éléments clés, notamment l'audit externe, le comité d'audit, la direction et la fonction d'audit interne.[173]

---

[171] Watts R. L., Zimmerman J. L., 1978, « Towards a positive theory of the determination of Accounting standards», The Accounting Review, 1978,P.112.

[172] Ebondon W.M., « Audit interne et gouvernance d'entreprise : lectures théoriques et enjeux Pratique »,2007 ,Disponible sur le site web :http//cermat.iae.univtours.fr/IMG…pdf/Communication_Eustache_Ebondo_Mandzila.pdf consulte le 30/4/2021 à 23..30

[173] Gramling A. A., Maletta, M. J., Schneider A., Church, B.K., « Rôle of the internal audit function in Corporate Governance: A Synthesis of the extant Internal Auditing Literature and Direction

La théorie de l'agence peut également être utilisée pour expliquer le côté offre dans un audit de marché. La contribution de l'audit à des tiers est principalement déterminée par la probabilité que l'auditeur découvre des erreurs dans les états financiers (ou d'autres irrégularités telles que la fraude ou des actes illégaux) et la volonté de l'auditeur de signaler ces erreurs, même contre la volonté de l'entité auditée. . Nous parlons de l'indépendance du vérificateur. L'auditeur interne doit être honnête et assume ses responsabilités.

La gouvernance d'entreprise, qui repose sur un ensemble de systèmes de contrôle, vise à instaurer la confiance entre les dirigeants et les actionnaires, c'est-à-dire à protéger les investissements des actionnaires dans les grandes entreprises. Selon Charreaux, «*En tant que prolongement de cette version financière de la gouvernance, le conseil d'administration apparaît comme un mécanisme spécial qui contribue à atteindre cet objectif*».[174]

La gouvernance d'entreprise fait du conseil d'administration un mécanisme essentiel de contrôle du comportement des agents. Ces derniers devraient clairement définir et mettre en œuvre des chaînes de responsabilité et garantir l'intégrité des systèmes d'information clés. À ce titre, l'audit interne est le mieux placé pour atteindre ces objectifs. En effet, selon Piot, «*une fonction d'audit interne de qualité doit répondre à une demande rationnelle de gestion des conflits d'agence, une exigence visant à réduire les coûts contractuels et à maintenir un système de gouvernance équilibré*».[175]

Selon l'auteur lui-même, le rôle de l'audit interne ne doit pas se limiter aux procédures comptables (audit comptable et financier). L'audit interne intervient dans tous les domaines de travail, en particulier dans la gestion des risques.

2.3.2 L'audit interne et la théorie des coûts de transaction :

La théorie des coûts de transaction remonte aux travaux de (Coase1937;Wiliamson 1975). Selon Coase, dans son article fondateur: La nature de l'entreprise, pour aller sur le marché, il

for Future Research», The journal of Accounting Literature,2004

[174]Charreaux G, « Gouvernance des entreprises : valeur partenariale contre valeur actionnaire, Finance Contrôle Stratégie », Vol. 1, N°2, 2000,p.57-88.

[175] Piot, C., « Qualité de l'audit, information financière et gouvernance : enjeux et apports , , Gouvernement d'entreprise- Aspects managériaux, comptables et financiers », Paris, De Boeck,2005

faut accepter les coûts (frais de transaction). Pour cette théorie, l'entreprise est le mode d'organisation qui permet d'économiser sur les coûts de transaction.[176].

En effet, les entreprises de marché sont connues par leur capacité à absorber et à exécuter certaines transactions à un coût moindre que si elles devaient être réalisées sur les marchés. C'est pour cette raison que les entreprises, quelle que soit la taille de leur activité (grandes entreprises PME/ PMI), ont pris en compte l'assimilation de l'activité d'audit juridique (auditeur juridique) grâce à la mise en place de services d'audit interne, dans le but de réduire les coûts élevés de l'auditeur. Par conséquent, il est évident de mettre en place une fonction d'audit interne au sein des entreprises afin de réduire les coûts. C'est donc l'intérêt de l'épargne qui a été à l'origine de la mise en place de la fonction d'audit interne dans les grandes entreprises, après la crise de 1929.[177]

2.4 Le contrôle interne pour renforcer la gouvernance d'entreprise :

Au cours des dernières décennies, de nombreux changements (mondialisation, société de l'information ou logique de marché par exemple) ont fortement accru la pression sur la gestion des organisations. Les risques auxquels ils sont confrontés sont nombreux et souvent de nature nouvelle (politiques, humains, technologiques, environnementaux, etc.) et les contraintes réglementaires sont présentes et de plus en plus complexes.

Pour s'adapter et répondre de manière appropriée, ils doivent s'inscrire dans une logique de gestion du changement permanente. Par conséquent, la transformation est au cœur des préoccupations des dirigeants. Dans ce contexte, la gouvernance des organisations est un enjeu stratégique fondamental et à effet de levier. L'OCDE, comme tous les organismes internationaux, oriente ses commentaires et recommandations vers la promotion de bonnes pratiques de gouvernance avec comme piliers l'intégrité, la transparence et la responsabilité.

En matière d'intégrité, de transparence et de responsabilité, le concept de «contrôle interne» devient essentiel en tant que mécanisme de gestion. Atteinte des objectifs, contrôle, performance des activités, conformité organisationnelle ainsi que responsabilité sont

[176] Coast, 1937, « La nature de la firme », citée par Ebondon W.M., 2007, « Audit interne et gouvernance d'entreprise : lectures théoriques et enjeux pratique ». Disponible sur le site web : http//cermat.iae.univ-tours.fr/IMG…pdf/Communication_Eustache_Ebondo_Mandzila.pdf .consultée le 02/05/2021 à 20 :15

[177] Ziani.A, Op.cit ,P127

aujourd'hui des éléments indissociables des règles de bonne gouvernance des organisations du secteur privé. En raison de la crise financière et des récents scandales industriels ou financiers, le contrôle interne s'impose à tous. À cet égard, la réglementation et le rôle des régulateurs ont été considérablement renforcés et les attentes en matière de conformité sont plus restrictives que jamais. De plus, l'efficacité et l'intégrité du système de contrôle interne sont non seulement devenues un élément essentiel de la stratégie, mais elles peuvent également constituer un «avantage concurrentiel».[178]

Les organisations internationales, les organes de contrôle et de surveillance, ainsi que les organismes professionnels travaillent à l'amélioration des normes dans les domaines du contrôle interne en général et de l'audit interne en particulier. Des modèles internationalement reconnus existent et fonctionnent en standard. Il doit être adopté et mis en œuvre de manière contraignante dans certains secteurs d'activité, comme le secteur financier par exemple. Les institutions du secteur privé, les États et les institutions publiques participent également à faire face aux changements sociétaux et aux booms économiques et à répondre aux attentes des citoyens ainsi qu'aux pressions extérieures de plus en plus importantes, et cette logique est devenue inévitable.

La maîtrise et la soutenabilité des finances publiques, la performance de l'action publique au service des citoyens et la haute qualité des services publics rendus sont placés au cœur des stratégies publiques et des priorités des gouvernements et de leurs administrations. Pour atteindre ses objectifs et donner des assurances suffisantes aux citoyens, aux partenaires économiques et aux marchés financiers, les responsables publics et les administrations doivent se doter des mécanismes leur permettant de garantir un fonctionnement exemplaires et optimum des ressources publiques.[179]

Un système de contrôle interne général est considéré comme efficace lorsqu'il est conforme aux principes suivants:

- Les principes de bonne gouvernance et d'intérêt public constituent le contexte et la base de tout système général de contrôle interne ;

[178]OCDE,« Le contrôle interne et la gestion des risques pour renforcer la gouvernance en Tunisie », 2016,P24
[179]Ibid,P25

- Un système de contrôle interne général axé sur l'atteinte des résultats et de la performance ;
- La responsabilité est la pierre angulaire du système général de contrôle interne ;
- Le dispositif général de contrôle interne repose sur les trois axes de contrôle de l'Institut des auditeurs internes (IIA) ;
- Le système de contrôle interne nécessite la mise en place d'une fonction d'audit interne indépendante ;
- Coordination et coordination d'un système général de contrôle interne au niveau approprié ;
- Le système général de contrôle interne s'inscrit dans le processus d'amélioration continue de l'administration publique.[180]

Pour améliorer la gouvernance d'entreprise, il est nécessaire de mettre en place des processus appropriés qui soutiennent les principales opérations de l'entreprise telles que les achats, les ventes, la production, la logistique, etc. Si nous voulons améliorer l'efficacité de l'entreprise, il est impératif de la rendre plus efficace. Nous allons le rationaliser, le simplifier et l'informatiser. Cela se traduit par l'écriture de procédures décrivant les opérations. C'est un élément essentiel du contrôle interne.[181]

Selon la Fédération internationale des comptables (IFAC), le contrôle interne est un aspect critique du système de gouvernance d'entreprise et sa capacité à gérer risques.[182] À ce stade, il soutient la réalisation des objectifs de l'organisation; Améliorer et protéger la valeur des parties prenantes. Un contrôle interne efficace permet à une organisation de tirer parti des opportunités tout en minimisant les risques et les menaces qui peuvent être réellement affectés par le bon fonctionnement de l'entreprise et en créant un avantage concurrentiel.

[180] Commission Européenne – Réseau PIC – Prise de position, publiée en décembre 2015, relative aux « principes du contrôle interne public » au sein de l'Union Européenne, sur le site web http://ec.europa.eu/budget/pic/conference/index_en.cfm , consultée le 06/05/2021 à 21.00

[181] Ibid

[182] International Federation of Accountants (IFAC), « Evaluating and Improving Internal Control in Organizations »,disponible sur le site web : http://www.ifac.org/sites/default/files/publications/files/Evaluation%20and%20%Improving%20Internal%2 ,consultée le 08 /05/2021 à 23.10

En outre, l'enquête de la Fédération internationale des comptables intitulée «Intégration de la chaîne d'approvisionnement des rapports d'activité» en 2011 montre qu'une assurance efficace, l'intégration de la gestion des risques et du contrôle interne devraient être au cœur de la mission du conseil. Car les scandales financiers qui ont touché de nombreuses entreprises ces dernières années, partout dans le monde, notamment dans les institutions financières, ont montré l'inefficacité des pratiques de contrôle interne et de gestion des risques.En effet, selon les chefs d'entreprise interrogés, ces organisations ne comprenaient pas pleinement les risques auxquels elles étaient exposées, en raison de leur focalisation uniquement sur le suivi des rapports financiers. Les crises financières ont affecté des domaines autres que l'information financière, y compris les opérations et les conditions extérieures. Ainsi, ces répondants ajoutent qu'une gestion efficace des risques et un contrôle interne doivent être une composante fondamentale d'une bonne gouvernance à tous les niveaux de l'organisation et dans tous les processus.[183]

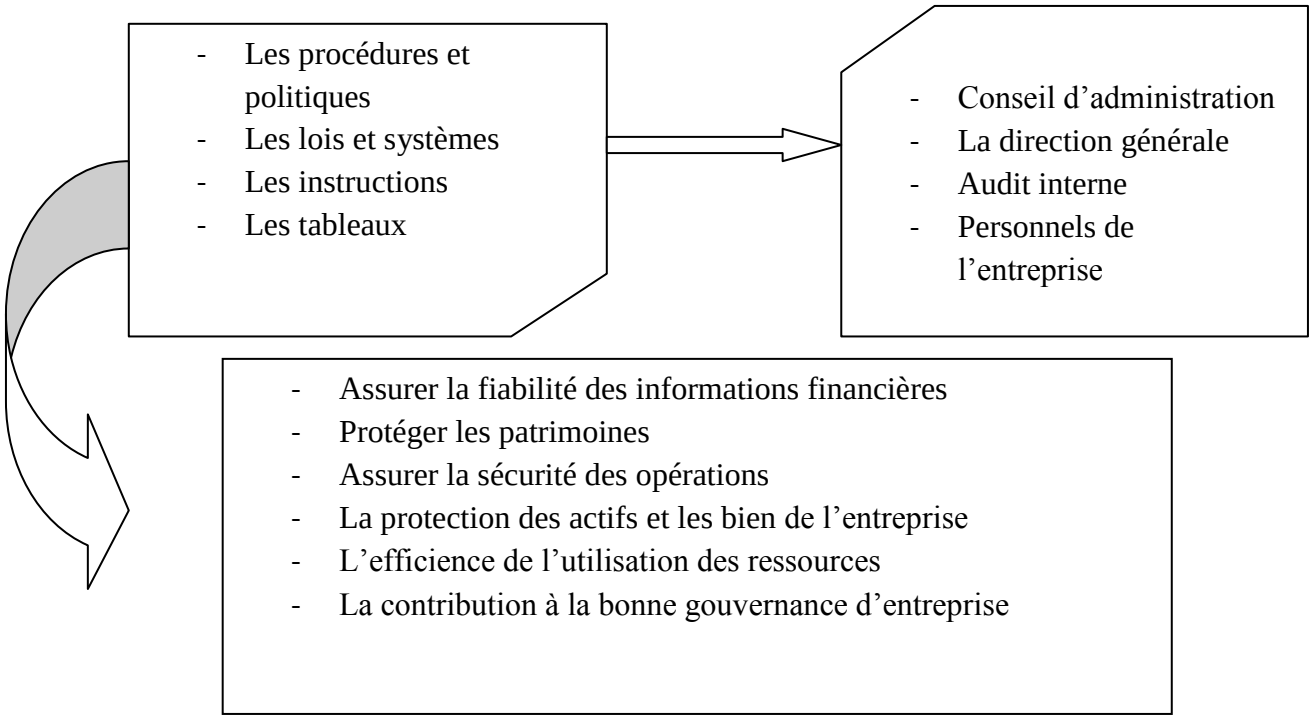
En outre, une autre enquête menée par la Fédération internationale des comptables sur «la gestion des risques et le contrôle interne» (2011) a révélé que: Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques doivent être mieux intégrés dans la gouvernance, la stratégie et les processus des organisations. Selon les répondants, malgré la volonté d'intégrer un système de contrôle interne et de gestion des risques, il y a un manque total d'outils et de lignes directrices pour développer et mettre en œuvre un système véritablement intégré. Actuellement, les audits de gestion des risques sont souvent séparés de ceux du contrôle interne. Selon les participants, la première étape du renforcement des orientations dans ce domaine consiste à intégrer ces références distinctes dans un groupe intégré, car la combinaison de ces références contribuera à accroître la compréhension générale que la gestion interne du contrôle et de la gestion des risques fait aujourd'hui partie intégrante d'un bon système de gouvernance.[184]

La figure suivante montre le contrôle interne et ses objectifs :

[183]IFAC, 2011, « Integrating the Business ReportingSupply Chain », disponible sur le site web : http://www.ifac.org/sites/default/files/publications/files/Integrando%20la%20cadena%20de%20suministro%20informaciAn%20de%20negocios%20(2).pdf consultée le 10/05/2021 à 18.30

[184]IFAC, 2011, « Global Survey on Risk Management and Internal Control », Results, Analysis, and Proposed Next Steps, disponible sur: http://www.ifac.org/sites/default/files/publications/files/globalsurvey-on-risk-manag.pdf consultée le 14/05/2021 à 22.45

Figure 13 : le système du contrôle interne



Source : Ziani.A, « le rôle de l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance d'entreprise :cas entreprises Algériennes »,thèse de doctorat ,Université Tlemcen ,2014,P132

En résumer, on peut dire que le système de contrôle interne est un ensemble de structures ou d'instructions visant à prévenir et à identifier les violations et abus dans le fonctionnement des activités de l'entreprise. Par conséquent, le but de ce système est de «garantir» la fiabilité de l'information financière, l'utilisation efficace des ressources de l'entreprise et le renforcement de la gouvernance d'entreprise.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons essayé de mettre en évidence la liaison de la gouvernance d'entreprise et la comptabilité et les systèmes comptable, ainsi que la contribution des mécanismes de gouvernance dans l'amélioration et la validation des informations financières. A cet égard, la gouvernance d'entreprise est une philosophie qu'on peut pas la concrétisé qu'avec l'application du système de contrôle interne et de l'audit interne pour améliorer la qualité de l'information financière .

Chapitre 04 : Cas de l'entreprise NAFTAL (Unité commercial Médéa)

Introduction

Après avoir traité la partie théorique de notre recherche, cependant il est nécessaire d'étudier de plus prés l'existence de la gouvernance d'entreprise et sa contribution dans l'amélioration de la qualité de l'information financière .

Pour répondre à notre problématique de départ, nous avons effectué une étude au niveau de la direction générale NAFTAL et son unité commerciale de Médéa.

Nous allons dans ce chapitre présenter les résultats de notre enquête qui sera structurée en deux sections :

Section 1 : Présentation de l'entreprise NAFTAL (l'unité commercial Médéa) ;

Section 2 : Présentation et analyse des résultats.

Section 01 : présentation de l'entreprise NAFTAL

1.1présentation de l'entreprise NAFTAL (Direction CHeraga) :

En 1952 le pétrole fut découvert pour la 1 er fois .à l'époque coloniale .Le secteur des hydrocarbures était détenu par des firmes étrangères ESSO TOTAL ,SHELL ,BP .

C'est ainsi que la SONATRACH fut crée le 31-12-1963 par décret n°63491 ,elle avait pour mission d'assurer le transport et la commercialisation des hydrocarbures .ensuite elle s'est vue élargir ses compétences par décret n°66296 du 22-09-1966 dans le domaine de la recherche de production du transport ,de la commercialisation des hydrocarbures .

Pour mener à bien l'ensemble de ces activité , elle a consentie des efforts considérables dans l'investissement ,formation de ses propres cadres et création de ses propres sociétés de services .Issue de l'entreprise SONATRACH , l'entreprise ERDP a été crée par décret n°80/101 du 06 avril 1980.Entrée en activité le 1 er 1982 , elle est chargée de l'industrie du raffinage et la distribution des produits pétroliers sous sigle NAFTAL (l'application de NAFTAL provient de (NAFT) qui signifie (pétrole) en arabe , et (AL) en référence à (AL DJAZAIR) .

En 1987 , l'activité raffinage est séparée de l'activité de distribution, ainsi ,la raison sociale de la société change suit à la séparation des activités . par décret n° 87-789 (NAFTEC) est chargée du raffinage du pétrole et (NAFTAL) .

Chargée de la commercialisation et la distribution des produits pétroliers .

Cette application provient de la combinaison des termes :

NAFT : pétrole

AL : algérien

Dans le cadre du schéma global de restructuration des hydrocarbures le comité interministériel décide le 19/11/1997 de rattacher , au plan organisationnel la société (NAFTAL) à la sonatrach .A cet effet elle a été transformée en société par action (spa) filiale à 100% de la Sonatrach le 18 avril 1998 avec un capital de 6.650.000.000.DA et porté à 15 650 000 000 DA afin 2015 et porté à 40 000 000 000 DA afin 2017

Identité de NAFTAL :

Nom :l'entreprise nationale de commercialisation de distribution de produits pétroliers .

Date de début d'activité: 01/01/1982

Nature juridique : SPA

Nature de l'entreprise: Distributeur, Prestataire

Filiales et groupe: Filiale du Groupe Sonatrach

Siège social : BP 73, Route des Dunes Chéraga, Alger .

Fond social : son capital est de 363,7 milliardsDA (2018) .

La source : le statut juridique de NAFTAL

NAFTAL a pour mission principale la distribution et la commercialisation des produits pétroliers sur le marché national Y compris ceux destinés à l'aviation et la marine ,le GPL , les combustibles , les solvants , les aromatiques , paraffines ,bitumes , lubrifiants et pneumatiques .

Elle fournit au pays prés de (17.5 millions de tonnes) équivalent pétrole soit 51% de la consommation nationale d'énergie finale.

Aussi elle a pour mission de :

- Stocker transporter tout les produit pétrolier commercialisé sur le territoire national ;
- Développer une image de marque de qualité ;
- Veiller à l'application et au respect des mesures liées à la sureté interne de la société conformément à la règlementation.

objectif :

Etant une entreprise publique .NAFTAL a un objectif lucratif pour gagner un bénéfice et un objectif social qui est celui d'assurer les besoins des citoyens en produits et sa disponibilité à travers le territoire national .

moyens de l'entreprise :

pour accomplir ses missions ,NAFTAL dispose d'un potentiel humain et matériel considérable qui se compose comme suit :

a/potentiel matériels :

Elle dispose globalement de :

- 67 centre de distribution et de stockage des produits NAFTAL .
- 52 centre multi produit
- 23 centre carburants .
- Centre lubrifiants pneumatique .
- 41 centre d'emplissage GPL .
- 14 Centre bitumes .
- 55 dépôts d'avitaillement et marine 49 dépôts relais de stockage GPL.
- 1576 station service dont 901 appartenant aux privés .
- 3250 véhicules de distribution et 1750 engins de manutention.
- 750 KM de canalisation GPL et carburants .

B/potentiel humains :

- L'effectif global de l'entreprise NAFTAL est environ de 300 275 agents :
- 24351 agents permanents .
- 5924 agents temporaires (contractuel).
- Dont la branche commercialisation a enregistré un effectif de 10664 agents soit 35% de l'effectif global de NAFTAL ,1728 temporaire et 8936 permanents dont 801 de femmes .

1.2 Branche commercialisation

1.2.1Présentation de l'activité commerciale

Ils'agit de l'élaboration et l'application de la stratégie de SONATRACH en matière de commercialisation des hydrocarbures sur le marché intérieur et a l'international par les opérations des Trading et de Shipping.

Pour l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers et gaziers (GPL) , SONATRACH coopère avec la filiale NAFTAL, tandis que pour le transport maritime de ces produits l'opération est menée en coopération avec la filiale HYPROC SC et COGIZ pour la commercialisation des gaz industriels

L'activité commercialisation a pour but de gérer les interfaces et les opérations avec les autres opérateurs nationaux pour satisfaire la demande du marché national dans les meilleures conditions économiques et de qualité de service.

SONATRACH se positionne comme un acteur majeur dans l'exportation du GPL et du GNL dans le bassin euro-méditerranéen en possédant 19 navires (10 GPL et 09 GNL). Elle envisage de développer profondément ses parts de marchés aux USA, en Asie, en Chine ainsi qu'en Inde.

1.2.2 Missions de l'unité commerciale :

District commercialisation a pour mission de :

- Commercialiser les produits pétroliers carburants , lubrifiants ,pneumatiques et bitumes et autres produits destinés à l'automobile ou à l'automobiliste .
- Proposer toutes mesures en vue d'adapter l'organisation de district à la vision stratégiques de l'entreprise .
- Mettre en place des systèmes de gestion performants et assainir et actualiser la nomenclature des postes de travail .
- Assurer les prestations de services sur l'ensemble de points de vente .
- Gérer , suivre et contrôler les relations avec la clientèle carburant , lubrifiante ,pneumatiques et bitumes (réseau de stations-services , gros consommateurs &autres clients).
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de marketing du réseau (GD, GL , PVA &services).

- Gérer, contrôle et suivre le réseau commercial en gestion directe.
- Procéder à des inspections régulières pour s'assurer de la qualité des services, du respect des normes de sécurité et de gestion.
- Evaluer et procéder a l'achat des équipements nécessaires à la maintenance et à la rénovation du réseau.
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de développement du réseau (modernisation, réhabilitions et mise en conformité)
- Promouvoir le développement du GPL/Carburant.
- Initier, et coordonner les actions de communication destinées à promotion et la vulgarisation des produits.
- Initier diriger et superviser les études du marché.
- Promouvoir une politique d'amélioration de la qualité de service et d'accueil de la clientèle.
- Définir un plan de production par station-service, centre de conversion GPL/C (sirghaz) et autres points de vents et suivre l'exécution.
- Veiller à l'équilibre financier des activités de commercialisation et, le cas échéant, recommander et mettre en œuvre les mesures correctives.

1.2.3Effectif de l'unité commerciale :

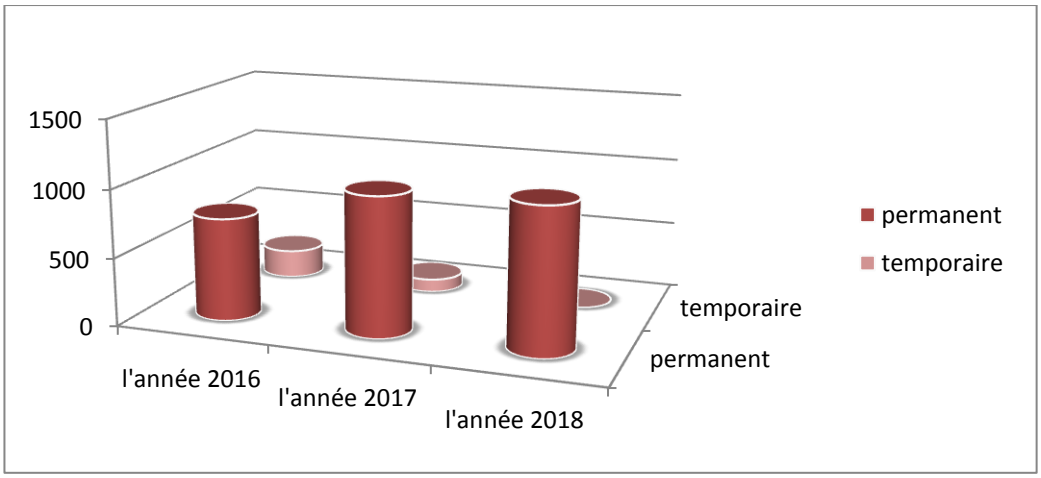
Le tableau ci-dessous représente l'effectif globale de l'unité commerciale de Médéa :

Tableau 04 :l'effectif globale de l'unité commerciale de Médéa

	Exécutant	Maitrise	CADRE	CADRE SUPERIEUR
PERMANENT (2016)	362	246	146	4
TEMPORAIRE	118	93	-	-
PERMANENT (2017)	497	369	151	6
TEMPORAIRE	91	4	-	-
PERMANENT (2018)	488	400	162	6
TEMPORAIRE	104	3	1	-

La source : annuaire statistique 2018 (documents internes de l'entreprise)

Figure N°13: Histogramme de l'évolution des effectifs (2016/2017/2018)



Source : élaborer par nous-mêmes a travers l'Excel

L'interprétation : Selon ce tableau et ce graphique ,on remarque que l'effectif permanent chaque année augmente en raison de la mise à niveau au travail .

1.3 L'organisation de l'unité commerciale de Médéa :

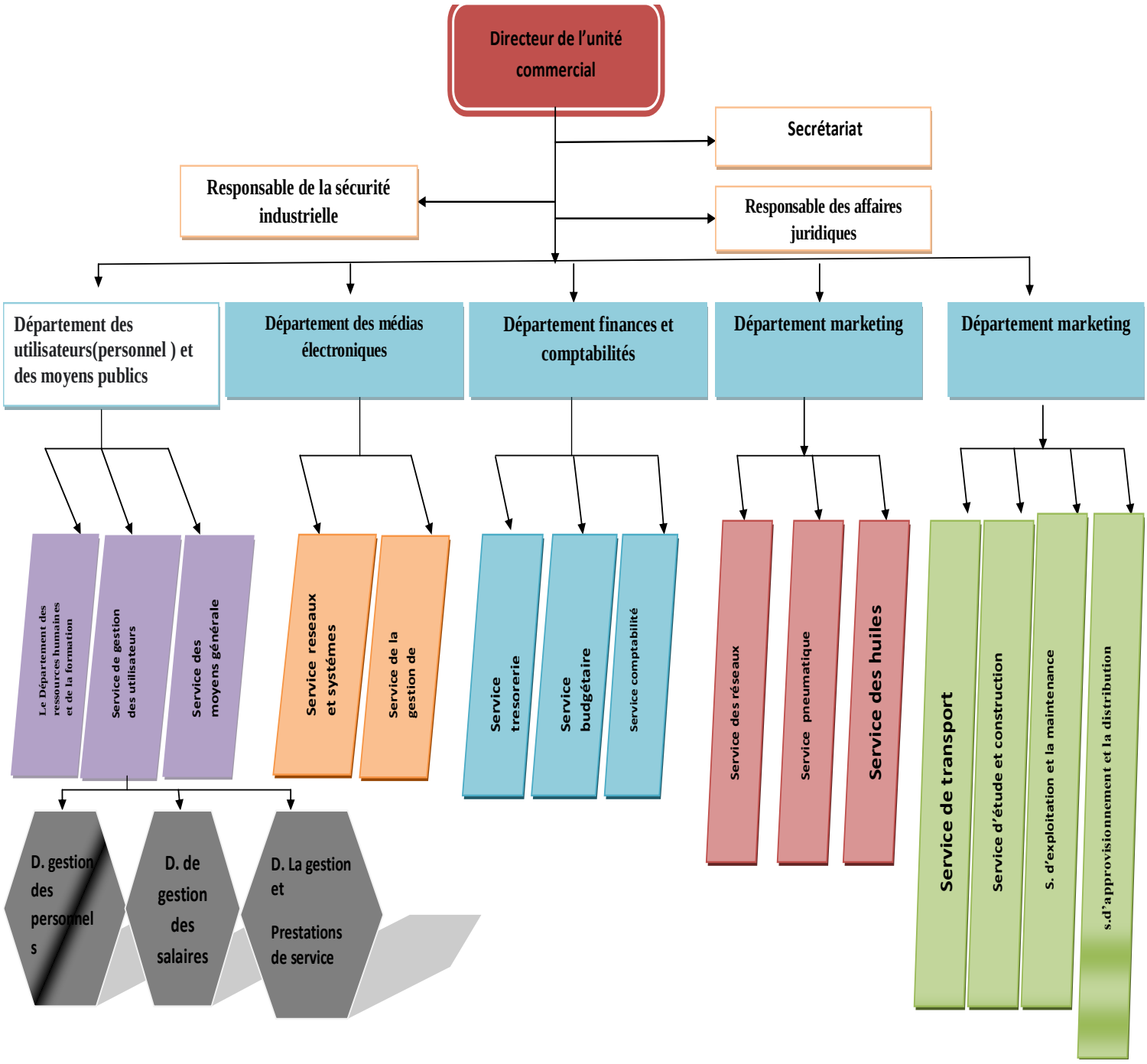
Le branche commercialisation est chargée de la définition ,du suivi et du contrôle de la politique d'approvisionnement et de commercialisation des produits pétroliers .elle réunie le division carburant.

Les produits commercialisés par NAFTAL sont :

A. Les carburants.
B. Lubrifiants.
C. Bitumes.
D. Produits spéciaux à base de produits pétroliers.
E. pneumatique.

A cet effet l'unité commercial de Médéa est organisée comme suit :

Figure 15 :L'organigramme général de l'unité commercial de Médéa :



La source : **Département Des personnel (utilisateurs) et moyen publics (avec l'aide de chef service des ressources humaines et formation Ms .Boukhatem)**

Section 2 : Présentation et analyse des résultats

Pour atteindre notre objectif de recherche et répondre à notre problématique, nous avons jugé essentiel de mener une enquête par entretien auprès du personnel de l'Entreprise NAFTAL (direction générale et l'unité commercial de Médéa)au sein de différentes départements .Les questions portent sur le rôle de la bonne gouvernance dans l'amélioration de la qualité de l'information financière .

Dans cette partie ,nous essayerons de présenter la démarche méthodologique adaptée à la nature de notre recherche qualitative .

2.1 Démarche méthodologique :

Pour mener notre étude qui consiste à confirmer ou infirmer nos hypothèses et pour réaliser notre étude pratique, nous avons utilisé une méthodologie autour d'une enquête sur terrain durant le mois de mai 2021, et nous avons choisi une enquête portée sur une méthode descriptive, analytique et qualitative qui est basée sur l'entretien et la consultation des documents internes.

2.1.1 Présentation de la méthodologie de recherche

La recherche qualitative est un ensemble de techniques d'enquête qui sont utilisées très répandu. Donne un aperçu du comportement et des perceptions des gens et Il vous permet d'étudier leurs opinions sur un sujet particulier, plus en profondeur que dans Sandage. Elle Génère des idées et des hypothèses qui peuvent aider à la compréhension Comment la population cible perçoit-elle la question et permet-elle de définir ou de cerner les options liées à cette question. Cette technique est beaucoup utilisée à Pré-test de concept.

Les discussions de groupe et les entretiens approfondis sont en face à face la technique qualitative la plus courante. La recherche qualitative est basée sur des entretiens semi-structurés ou même non structurés Organisé où le médiateur ou l'enquêteur travaille avec un guide de discussion ou un guide d'entretien élaboré en fonction du sujet et de l'objectif de l'étude. Par conséquent, le but de la recherche qualitative est de connaître les facteurs qui déterminent un certain aspect du comportement de l'acteur social entre en contact avec la réalité. il utilise Un modèle explicatif où l'accent est mis sur les processus qui se développent

vers l'intérieur Acteurs (Ici, on s'intéresse aux significations que l'acteur prête à l'environnement ainsi que ces interprétations).[185]

Dans le cadre de nos travaux de recherche, il était important de définir le sujet et de problématique dans sa globalité, de conduire des entretiens semi-directifs en vue de se renseigner, mais en même temps pour vérifier les questions (L'interviewé s'exprime librement dans notre sujet), et c'est avec les cadres de NAFTAL à CHeraga et l'unité commercial de Médéa , qui nous ont semblé mieux à même de répondre à nos questions.

Cette enquête vise à comprendre d'une part, comment fonctionne l'entreprise NAFTAL de CHERAGA et l'unité commercial de Médéa et ses différentes directions, et d'autre part les bonne pratique de la gouvernance d'entreprise qui ont mené d'améliorer la qualité d'information financière.

2.1.3Outils d'analyse de données qualitatives :

Il existe deux types d'analyse de données qualitatives qui Concerne les entretiens semi-directifs :

- analyse de contenu;
- Analyse par thème.(thématique)

Pour notre cas, nous avons choisi de réaliser une analyse thématique .

- **Analyse thématique :**

L'analyse thématique est utilisée pour identifier les sujets dans un groupe pour ensuite, analysez-le. C'est une approche subjective visant à reformuler, interpréter et théoriser des phénomènes. Cela fait partie de toutes les méthodes recherche qualitative caractérisée par l'utilisation de méthodes et de techniques le sens direct des phénomènes humains et sociaux, sans passer par la mesure et l'appréciation. Dans ce processus, les données sont traitées et interprétées elle concerne deux domaines précis.[186]

[185]HYGIN,.K, « Contribution à la recherche qualitative, cadre méthodologie de rédaction de mémoire », Université de Franche-Comté, Février 2008, p.02.

[186]http://entretiens.iamm.fr/pluginfile.php/308/mod_resource/content/2/DTraiter_DONnees/DO_4_TXT_cadre_theorique_mars13_fr.pdf,consulté le 4/05/2021 à 17 :42.

- La thématisassions du corpus selon une logique classificatoire : c'est l'organisation des données impliquant une « segmentation » des entretiens;
- l'examen des thèmes et des catégories qui émergent selon une logique interprétative du corpus. L'objectif est de donner du sens aux informations recueillies.

2.1.4Le choix des interviewés

Choisir les interviewés est très important. Pour cela, nous avons opté pour une sélection qui convient pour répondre à l'objectif principal de l'étude, en fait, nous avons interviewé six (6) personnes des deux directions (la direction de Naftal à Cheraga et l'unité commerciale à Médéa) qui ont une relation avec notre sujet et qui occupent des postes de responsabilité en raison de pour extraire des réponses pertinentes à notre étude.

Tableau N°5 :informations sur les entretiens effectués

Les interviewés	Poste occupé	La date	Lieu
Hamidia Mohamed	Directeur de l'unité commercial de Médéa	04/ mai/ 2021	NAFTAL L'unité commercial de Médéa
Ben Ali Mohamed	Chef département des finances et comptabilité	05/mai/2021	NAFTAL L'unité commercial de Médéa
Tchouketch Yacine	Chef service de service budgétaire	09/ mai/2021	NAFTAL L'unité commercial de Médéa
Haied Samia	Chef service de ressource humaine et chargée de formation	10/mai /2021	NAFTAL L'unité commercial de Médéa
Benlamine Bilel	Chef département de trésorerie	23/mai/2021	La direction générale de NAFTAL de CHerga
Titouz Sihem	Chef service de ressource humaine et chargée de formation	23/mai /2021	La direction générale de NAFTAL de CHergaa

Source : établie par nous-mêmes

2.2 La gouvernance d'entreprise Naftal et sa contribution dans la réalisation des informations fiable

Naftal est une société détenue à 100% par un actionnaire, Sonatrach. La gouvernance de **Naftal** encourage les entreprises Pour promouvoir l'éthique , l'équité Transparence et responsabilité dans toutes leurs actions . Naftal mène ses activités et développe ses relations en toute transparence, tout en rendant disponible et publique, une information crédible sur ses résultats et performances.

D'âpres l'entretien effectué avec monsieur **Hamidia Mohamed**,il a nous constaté que la gouvernance d'entreprise de Naftal est l'ensemble des réglementation et les lois mis en place aux niveaux de l'entreprise pour diriger ,contrôler et satisfaire les besoins des différents parties prenants sur le long terme d'où l'entreprise exerce une bonne gouvernance d'entreprise qui s'inscrit dans le respect des lois et règlements nationaux et internationaux aussi bien en Algérie que dans les pays ou elle exerce ses activités.

Naftal respecte les principes de concurrence loyale et s'interdit les comportements pouvant être qualifiés de pratique anticoncurrentielle. **Naftal** est garante de l'application et du respect des principes d'éthique dans la conduite de toutes les opérations de ses activités.

Puisque l'entreprise **Naftal** est une filiale de l'entreprise Sonatrach donc elle doit respecter le code de conduite de Sonatrach, qu'il représente un document contenant un message de PDG de Sonatrach, expliquant que ce code est pour les employés, superviseurs, cadres, directeurs généraux et PDG, administrateurs, filiales et holdings de Sonatrach, "ceci est un symbole explicite les valeurs fondamentales et les valeurs d'entreprise de Sonatrach les pratiques et obligations de Sonatrach envers ses salariés envers: l'héritage de Sonatrach envers les partenaires commerciaux et à propos l'environnement.

Ce code vise également à appliquer les principes de gouvernance qui suit :[187]

- **La transparence :**

Le Code de conduite de Sonatrach appliqué aux niveaux de **Naftal** et l'unité commercial Médéa insiste sur la vérité ils s'efforcent d'atteindre une transparence totale au sein de la communauté dans le respect lois nationales en vigueur dans les pays où elles sont créées.

Le gouvernement algérien dit son système de réglementation est transparent, cependant

[187] « le code de conduite de Sonatrach »,Alger ,2010.
(document interne de l'entreprise ,avec l'aide de Monsieur Directeur de L'unité commercial Hamidia .M)

le pouvoir de décision demeure entre les mains des responsables de chaque organisation. L'accès à ces décideurs est souvent limité et couplé à une bureaucratie lente orientée protocole et même de petites erreurs de papier cela peut entraîner des retards important.

Naftal reflète une image honnête de la situation financière des actifs ,de l'efficacité et de la trésorerie de l'entité à la fin de l'exercice .selon le système de comptabilité financière ,l'entreprise a préparé les états financiers suivants :

- **Le bilan comptable**
- **Le compte de résultat (voir annexe 03)**
- **Tableau de flux de trésorerie :** Il a pour objet d'étudier les dispositions réglementaires qui le régissent, et ces résultats sont issus de la loi n ° 07-11 du 25/11/2007 et de celles stipulées dans les IAS 01 et 07. L'analyse du plan de trésorerie du Trésor permet le gouvernement d'entreprise pour comprendre la performance de l'entité et sa stratégie globale qu'elle conduit à s'interroger sur ses objectifs et les moyens qu'il met en œuvre.
- **Les annexes :**Il comprend des informations ,des guide et des explications qui aident à comprendre les processus abordés par états financier .Naftal dispose des instructions de gestion à suivre tel que l'instruction de la séparation des pouvoir ,l'audit interne , comptabilité générale…ect

L'objectif général de ces états financiers est de fournir des informations sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la facilité qui sont utiles à un large éventail d'utilisateurs dans la prise et l'évaluation des décisions d'allocation.

NAFTAL est l'une des entreprises Algériennes qui publie leurs résultats dans leur site web :https://www.naftal.dz/fr/doncl'entreprise respect les lois nationales en vigueur est son système est vraiment transparent et accessible . la direction générale de NAFTAL partage un logiciel NAFT-COMPTA sur ses différents unités sur le territoire Algériens qui englobe l'ensemble des informations financières intra-unités dont le but primordiale est d'unifiés les différents procédures et processus entre eux et aussi de garantir une meilleure surveillance et contrôle régulier de ces différents branches . pour l'accessibilité à ce logiciel NAFTAL possède un code d'entrée pour chaque unité **« le code d'entrée de l'unité commercial de Médéa est de : 08826 ».**

- **L'équité :**

Naftal assure aux femme et aux homme les mêmes possibilités d'emploi ,de développement professionnel et d'accès à compétences égales , aux poste de responsabilité à

tous les niveaux .Elle prête une attention particulière au personnel féminin en lui assurant ses droits et sa dignité en en reconnaissant son mérite .

NAftal promis comme une entreprise responsable Capable de respecter ses employés et Assurer un traitement équitable des Salariés avec une employabilité garantie
Et durable , maintient leur santé et garantit leur sécurité .

- **La responsabilité :**

D'après le message de Monsieur Nourdine Cherouati dans le code de conduite, l'entreprise établie ses relation sur des bases saines et transparentes conformément aux normes et standards internationaux les plus élevés et selon les règles fondamentales de l'éthique.

Depuis la création de l'entreprise ,elle fonde sa démarche sur des valeurs fortes et des principes intangibles ,elle a ainsi pu assumer ses responsabilités en toutes circonstances. Elle a toujours su relever les défis et gagner les challenges que son développement et sa croissance lui ont imposés.

L'entreprise NAFTAL dispose une charte de délégation de pouvoirs n° 068.523 R21 Fin 02 cette délégation de pouvoir est l'acte par lequel le président Directeur général délègue et délimité sous forme de décision aux titulaires de certains postes de responsabilités organiques.les pouvoirs d'engager ,de réceptionner ,d'ordonnancer et de payer en son nom.**(voir annexe 04)**

Le tableau ci-dessous illustre les limites des pouvoirs en Dinars des différents responsables de l'entreprise NAFTAL .

Tableau N°6 : Montant maximum de pouvoir des directeurs de NAFTAL en Dinars

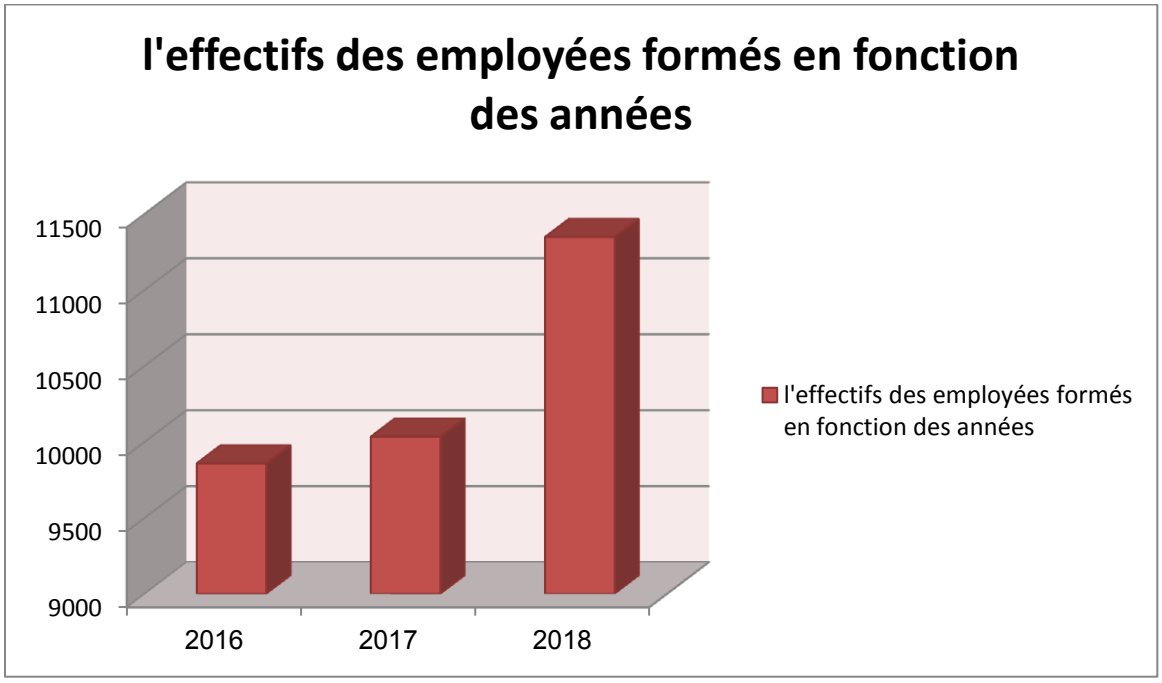
Les postes centralisés	Montant maximum en Dinars
Les directeurs de branches	Un (01) milliard
Le directeur exécutif ressource humaine	Cinq cents millions
Le directeur centrale système d'informations	Un milliard
Le directeur centrale santé ,sécurité et environnements	Trois cents millions
Le directeur d'administration générale	Un milliard
Le directeur affaires sociales et culturelles	Un milliard
Le directeur système management intégré	Trois cents millions
Le directeur projets immobiliers	Trois cents millions

Source : documents internes de l'entreprise NAFTAL (l'année 2019)

La formation est un volet primordiale de la politique des ressources humaines du NAFTAL et de bonne gouvernance d'entreprise ,a cet égard on a interviewé le chargée de la formation au niveau de **l'unité commerciale de Médéa** Mme. Haied Samia ,qui a nous confirmé l'importance de perfectionnement des personnels c'est pourquoi NAFTAL forme régulièrement ces personnels pour assurer une qualité de savoir faire afin d'obtenir des personnels qualifiés .

La figure ci-après nous montre l'effectif des employés de formation à NAFTAL :

Figure N°16 : l'effectif des employées formés en fonction des années



Source : suite aux documents internes et entretiens effectués (les statistiques de l'année 2016-2017-2018)

L'effectif en 2017 formé dans les métiers de base de la société et autres domaines (ressources humaines ,finances, audit..) s'élève à 10034 agents contre 9958 agents en 2016 ,soit une hausse de 176 agents pour l'année 2016 et 1314 agents en 2017.

Les mécanismes mis en place à NAFTAL pour veiller au respect des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise sont :

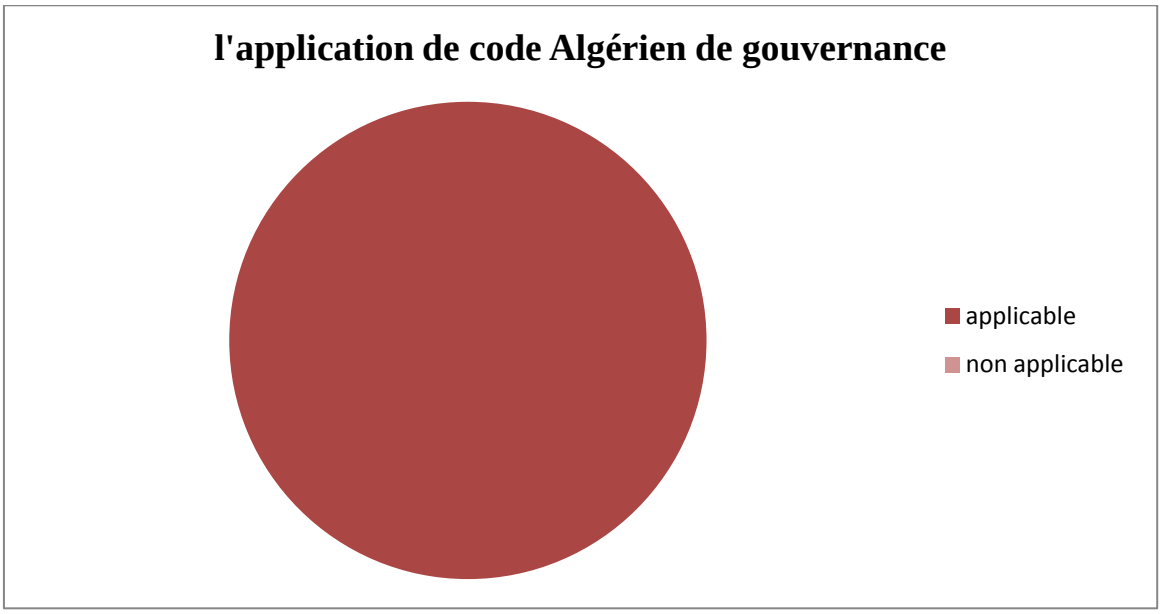
- L'assemblé générale, composée d'un actionnaire de SONATRACH qui détient 100 % des actions de NAFTAL : elle se réunie une Fois par an dans la session ordinaire du Demande du conseil d'administration, ou en session exceptionnelle combine tout les travailleurs de l'entreprise alors détenu par un comité Participation et seulement Membres du syndicat de l'entreprise Lorsqu'il est appelé par l'avant-dernier ;
- Le conseil d'administration, contient 9 membres ;
- Président-directeur général et son équipe de conseillers et conseillers seniors ;
- Branches (commercialisation , Carburant, GPL, Activités internationales) ;
- Directions exécutives (stratégie, planification et économie , finances , ressources humain) ;

- Directions centrales (audit, procédures administratives et contrôle, santé, sécurité, environnement, santé, sécurité et environnement qualité et qualité, communication et relations publiques , affaires sociale et culturelles) ;
- Directions de soutien (Administration générale, sûreté interne de l'établissement) ;
- Un comité de vérification .

L'Algérie n'est pas un état membre de l'OCDE veut dire que Naftal n'est pas tenue de suivre les principes de l'OCDE mais elle suit le code Algérien de gouvernance d'entreprise et suite aux entretiens établie avec les responsables de la direction générale et l'unité commerciale de Médéa :

La Figure ci-dessous illustre les réponses des interviewés sur l'application de code Algérien de gouvernance .

Figure N°17 : l'application de code Algérien de gouvernance d'entreprise au niveaux de l'entreprise NAFTAL .



Source : Elaborer par nous-mêmes à partir des données collectées auprès des responsables.

D'après les réponses des responsables, l'entreprise NAFTAL applique le code Algérien de gouvernance d'entreprise. Mais ils ont pas une justification concrètes pour argumenter leurs réponses.

2.3 Le rôle des mécanismes de gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière

La gouvernance d'entreprise chez **Naftal** est le processus qui peut ajouter une sorte de crédibilité à ses rapports et états financiers afin de gagner la confiance des actionnaires actuels. D'après notre stage et l'entretien effectuée aux niveaux d'entreprise Naftal nous avons constaté que l'institution n'avait pas un département ou un service dans le nom de gouvernance d'entreprise mais nous avons vu sa pratique par l'autorité de conseil d'administration ,contrôle interne et d'audit interne et externe .

2.3.1Le conseil d'administration :

Le conseil d'administration de **Naftal** se compose du président-directeur général de Naftal, de membres de la société mère Sonatrach et d'un président du syndicat.

selon la dernière cérémonie de l'assemblé générale d'installation de directeur générale par intérim monsieur Kamel Benfriha le 10/02/2020 qui est déroulée en présence du président du holding sonatrach monsieur Youcef saci ,du nouveau président du conseil d'administration de naftal Abderrahmane Fedal ,du secrétaire général du syndicat national ,monsieur LazharAdjroud ainsi que des cadres dirigeants de l'entreprise et le reste des membres de conseil.

Les membres de conseil d'administration sont :

Tableau N°07: les membres de conseil d'administration de l'entreprise NAFTAL

Membres de conseil d'administration	Poste occupé	L'indépendance des membres
Kamel Benfriha	Directeur générale par intérim de l'entreprise Naftal	No
Fedal Abderrahmane	président du conseil d'administration	Oui
AdjroudLazhar	secrétaire général du syndicat national	Oui
Bouabssa Mouloud	Membre de la société mère Sonatrach	Oui
Massoust Samia	Membre de la société mère Sonatrach	Oui
Harouche Naima	Membre de la société mère Sonatrach	Oui
Akroum Ibrahim	Membre de la société mère Sonatrach	Oui
Ben arabe Madjid	Membre de la société mère Sonatrach	Oui
Hilal Mohamed Nassim	Membre de la société mère Sonatrach	Oui

Source : Etablit par nous-mêmes suite aux documents et entretiens effectués

Les administrateurs du conseil d'administration sont nommés par l'assemblé générale SOnatrach avec l'approbation des anciens membres. certes, le nombre de ces membres est très limité pour assurer une meilleure performances et garantie un contrôle efficient.l'entreprise NAFTAL est parmi les entreprises qui respect le code Algérien de

gouvernance qui souligne l'importance de la nomination d'administrateurs indépendants de l'entreprise pour diminuer l'asymétrie d'information et les délibérations du conseil d'administration ne sont valables que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Et selon l'entretien effectué avec **M.Benlamine Bilel** le chef département de trésorerie de **la direction générale CHeraga**, le conseil d'administration de NAFTAL est pour :

- Déterminer la stratégie de l'entreprise ;
- Maîtriser le travail du directeur général en s'assurant qu'il est cohérent avec la stratégie définie ;
- Informer les actionnaires ainsi que les marchés par la diffusion des comptes annuels notamment ;
- Créer des états financiers ;
- Nomination et révocation des organes administratifs tels que le président ou le directeur général ;
- Détermination de la rémunération des mandataires sociaux ;
- Tenir des assemblées générales ;
- Approuver la vente d'actions à des tiers extérieurs à l'entreprise ;
- Délégation d'accords structurés ;
- Présentation d'un rapport détaillé sur la gestion de l'entreprise à l'assemblée générale.

Les Documents fournis à l'occasion de la réunion du conseil d'administration, sont pour objectifs de réduire l'asymétrie d'informations.et parmi les informations essentielles que le dirigeant doit présenter au conseil d'administration :

- Dernier rapport annuel (rapport financier actuel de l'année) ;
- L'évolution du prix de l'entreprise ;
- Plan d'affaires et analyse de marché sur les activités clés ;
- Le plan stratégique de 3 à 5 ans ;
- Budget annuel (investissements et opérations) et plan de financement ;
- Indicateurs de performance utilisés par l'administration publique en particulier celles liées à la création de valeur pour l'entreprise ;
- Extraits de tableaux de bord exécutifs ;
- Éléments permettant de prévoir l'activité des mois à venir (commandes, etc.) ;
- Prévisions de flux de trésorerie à six mois ;
- Indicateurs de contrôle des composantes du besoin en fonds de roulement (BFR).

Il y'a aussi le comité d'audit (vérification) qui doit soumettre un rapport sur ses activités au conseil d'administration . Les rapports du comité devraient contenir un résumé général de ses activités au cours de la période en question ainsi que ses recommandations,
Ainsi, la mission principale du comité d'audit est de s'assurer de la crédibilité du processus de présentation des informations financières présentées dans ces comptes annuels et d'en recommander l'approbation au conseil d'administration.

2.3.2Comité de vérification de Naftal

- **l'audit interne :**

Naftal dispose une direction centrale d'audit interne qui a pour objectif de coordonner les fonctions d'audit au niveau des structures centrales et opérationnelles de l'entreprise, et d'assurer la mise en œuvre des règles et procédures de **Naftal.**

Le choix de ce type d'audit par **NAFTAL** est guidé par le fait que cet outil permet à L'organisation de vérifier le degré de contrôle sur ses opérations, Fournit des conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. C'est un outil pour aider à atteindre les objectifs de Naftal grâce à l'évaluation, par une approche systémique et méthodique .aussi, les contrôles qu'un auditeur interne doit effectuer visent à garantir que toutes les opérations de l'entreprise sont sous contrôle et que l'entreprise est gérée de manière efficace et transparente. C'est la condition d'une bonne gouvernance, et à ce titre, la fonction d'audit interne a une responsabilité qui ne peut que légitimer son rôle d'acteur majeur de la gouvernance d'entreprise NAFTAL .

Les membres de le comité d'audit interne de NAFTAL sont représentés comme suit :

Tableau N°08: les membres du comité d'audit interne et ses responsabilités

Membres de comité d'audit interne	Responsabilité
Chef département contrôle	-coordonner les activités du département ; -arrêter les objectifs de contrôles annuels ; -élaborer les plannings d'intervention ; -suivre la réalisation programmes arrêtés ; -vérifier les rapports d'audit **.**
Chef service contrôle	-superviser le travail de chef mission ; -approuver la démarche de chaque mission ; -diriger l'exécution des missions en s'assurant de respect des normes de la profession ; -élaborer le manuel d'audit.
Chef mission	-diriger et coordonner l'équipe d'auditeurs ; -examiner les activités du sujet à auditer ; - détecter les points de contrôle et exécuter les travaux d'audit conformément aux règles et normes de la profession ; -présenter les résultats de la mission .
L'auditeur	-aider à l'élaboration du plan de travail ; -Effectuer les taches d'audit conformément au plan ,aux règles et normes de la profession ; -proposer les moyens à employer , pour toute analyse ; -préparer les documents de travail .

Source : élaborer par nous-mêmes suite aux documents et entretiens effectués

Naftal a une charte (instruction de gestion N°068700 :audit interne)écrite qui décrit clairement le rôle de ce comité. C'est une charte bien rédigée qui comprend tous les détails requis et sert de base à l'organisation du comité, de la direction et des auditeurs internes qui peuvent s'y référer au besoin. Cette charte est examinée et approuvée par le conseil d'administration de Naftal et l'assemblé générale « SONATRACH ». **(Voir l'annexe 05)**

La direction centrale d'audit est chargée de la programmation des missions d'audit, Elle a désigné pour l'année 2021 le chargé de mission d'audit Mademoiselle Aribi Yamina , sa mission est basée sur le revue des registres et livres comptables ,ainsi que la conduite d'un examen de patrimoine de l'entreprise NAFTAL si elle en fait la demande .En cas de dérogation (les résultats réel > les prévisions), elle doit préparer un rapport l'indiquant, pour l'envoyer au directeur générale de NAFTAL.

Le programme de mission arrêté par le comité d'audit est envoyé sous plu confidentiel à l'auditeur concerné, il doit comporter au minimum l'objet de la mission, la durée probable de réalisation, la structure concerné .en effet l'unité à auditer informée par un écrit qui contient les informations suivantes :

- l'unité a audité
- objet
- structures concernés
- les membres d'audit
- la période de l'intervention

En fin le chargé de la mission d'audit doit établir un rapport en 5 exemplaire qui doit être accompagne d'une synthèse à la direction générale.

Soucieuse de développer et d'enrichir une culture d'audit interne commune au sein du Groupe SONATRACH forte de l'expérience acquise et motivée par sa forte expérience dans ce domaine, et la volonté d'avancer constamment par l'échange de compétences. La Direction Centrale de l'Audit Groupe a lancé une formation « Audit Interne » dans le but d'établir une culture commune pour ces derniers Le métier est d'une grande importance.

Cette initiative se veut également une démarche initiée par SONATRACH de ses filiales pour renforcer et développer ses structures d'audit interne et ajuster sa gestion aux standards internationaux de la profession en améliorant la qualité et la performance des auditeurs. Cette formation a eu lieu à la suite de la convention de formation à l'audit interne et au contrôle

interne, signée entre le Directeur du Centre de Développement SONATRACH et le Délégué Général de l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne IFACI, le samedi 29 septembre 2007, au siège de l'Administration Générale de la Sonatrach.

Les deux personnes interrogées de la direction centrale d'audit nous en fait part de leurs expérience durant cette formation d'audit.

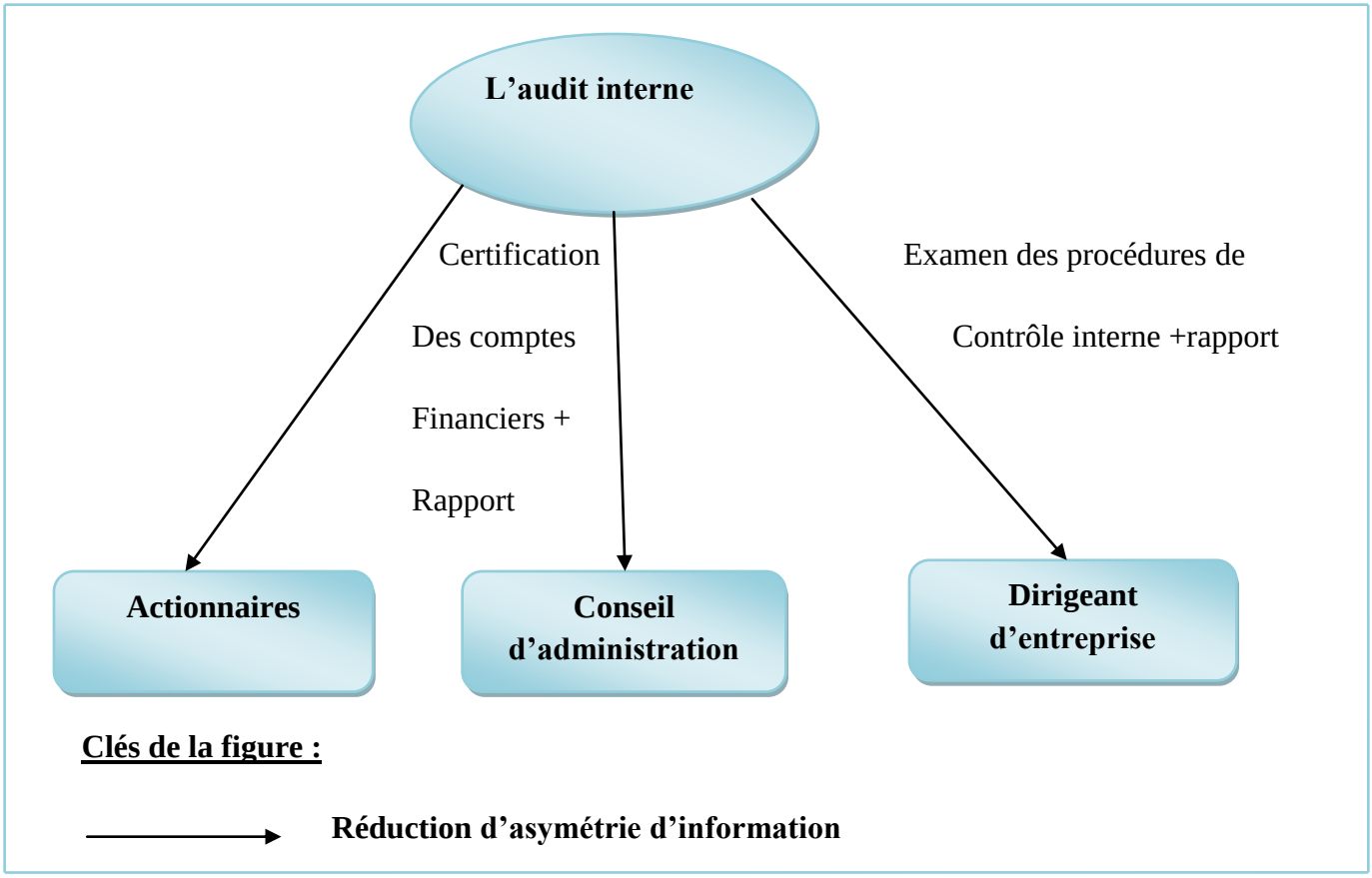
Mme .GUENOUCHE Fadila chargée des missions d'audit : « *Cette formation m'a donné une idée précise de la méthodologie selon les standards internationaux et les bonnes pratiques de la profession. Ce cours a porté sur les connaissances de base de l'audit interne et a abouti à un examen qui a conduit à un diplôme professionnel en audit interne. La formation a été étendue à tous les auditeurs actifs dans l'audit afin d'avoir accès aux principaux outils d'audit. Elle doit également concerner tous les acteurs directement liés à la gestion, notamment les financiers et les responsables du contrôle de gestion* ».

Mme. Koul Naima chargée des missions d'audit : *« la formation en audit m'a permis de me lancer dans le métier de l'audit, notamment la méthodologie et les normes appliquées, et d'avoir un regard sur ce métier qui ne m'était pas totalement inconnu. à travers cette formation, permettra aux auditeurs de collaborer avec les opérationnels pour prévenir, détecter et traiter les risques liés à l'entreprise pour une meilleure visibilité et prise de décision par le gestion de l'entreprise ».*

Selon M. Ben Ali Mohamed le chef département de finance et comptabilité de **l'unité commercial de Médéa** l'audit interne au niveau de l'unité permet de vérifier l'exactitude de ces états financiers et les informations financières administré à l'auditeur externe pour réduire les témoignages et les incohérences des informations (asymétrie d'informations) en évaluant l'efficacité mise en place d'un contrôle comptable interne pour rendez également les registres comptables plus fiables dans le quel l'audit externe utilise le rapport d'audit final en interne dans l'exercice de ses fonctions , Principalement authentification des comptes Données financières et annuelles. Et ce rapport adressé à la direction générale et les actionnaires il doit être riche en informations pertinentes et fiables car il les éclaire sur la régularité et la sincérité des comptes présentés et la situation financière de l'entreprise. Donc l'audit interne s'achève par l'émission d'un rapport qui contribue à la réduction d'asymétrie des informations.

La figure ci-dessous illustre la contribution de l'audit dans la réduction d'asymétrie de l'information envers les parties prenantes de l'entreprise.

Figure N°18 : la contribution de l'audit interne à la réduction de l'asymétrie d'information



Source : élaborer par nous-mêmes suite aux entretiens effectués

D'après M. Ben Ali Mohamed l'audit interne veille à l'efficacité des dispositifs de contrôle interne dans l'unité, dont le but d'assurer les informations financières destinées au conseil d'administration donc en manière générale c'est le contrôle de contrôle interne dans l'unité . Il est indépendant de toute activité auditée afin de renforcer la crédibilité de son rapport d'audit et l'accomplissement de ses missions et assumer leurs responsabilités avec impartialité et honnêteté pour l'atteinte des objectifs , donc l'audit interne est lié à la direction générale, ce qui lui permet d'assurer son indépendance et son autonomie à l'égard de la fonction auditée et d'avoir de son opinion car l'indépendance est un indicateur important qui façonne le professionnalisme de la fonction d'audit interne.

La figure ci-dessous présente le rôle l'audit interne au sein de **l'unité commerciale Médéa.**

Figure N°19 : le rôle de l'audit interne au sein de l'unité commercial de Médéa

Source : élaborer par nous-mêmes suite aux entretiens effectués

- **L'audit externe chez NAFTAL :**

L'audit externe aux niveaux de NAFTAL ,est effectué par organe indépendant de la société appelé le commissaire aux comptes nommé par l'assemblé générale de Naftal .il examine tous les documents (audit général ou partiel)ou seulement une partie des eux ,son rôle est de détecter les anomalies auprès du système d'audit interne .pour préparer un rapport dans

lequel il met toutes les observations et les non conformités ,exprime un avis et des recommandations , pour le présenter au directeur générale de NAFTAL afin de donner des instructions et ordonner aux fonctionnaires de mettre en œuvre ces instructions .le directeur général le présente également avec le reste des rapports au conseil d'administration et ce dernier prépare un rapport signé par chacun des président et actionnaires au niveau de l'entreprise mère NAFTAL Cheraga .

Conclusion

Dans ce chapitre , nous avons pu mettre en évidence l'apport de la gouvernance d'entreprise pour l'amélioration de la qualité de l'information financière dans l'entreprise NAFTAL .dans le sens ou , nous sommes arrivés à donner une réponse à notre problématique qui s'articule comme suit : quel est le rôle de la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière ?

Sur la base des informations collectés à travers l'analyse des entretiens effectués avec les responsables de l'entreprise de la direction générale de NAFTAL et l'unité commercial de Médéa et la consultation des différents documents internes.

On constate que l'application des principes de gouvernance d'entreprise , l'audit et le contrôle interne ainsi que la présence d'un pourcentage important d'administrateurs indépendants dans le conseil d'administration de NAFTAL influencent positivement la qualité de l'information financière.

Conclusion générale

Notre propos tout au long de ce mémoire, était de démontrer le rôle de la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière au sein de l'entreprise NAFTAL à l'unité commercial de Médéa .

Pour accomplir notre étude ,nous avons tout d'abord essayé de pallier les travaux pionniers qui représentent le cadre théorique de ce sujet ,d'ou nous avons présenté les concepts clés de la gouvernance d'entreprise (ses définition ,ses mécanismes et principes ,ses théories et ses codes ...),ainsi que la qualité de l'information financière (ses destinataires ,les états financiers ,sa importance …).En outre ,nous avons essayé de déterminer le sens de relation existe entre la gouvernance d'entreprise et la qualité de l'information financière .

Ensuite ,nous avons opté pour une étude empirique qualitative au sein de l'entreprise NAFTAL repose sur le recueil des données à travers l'entretien avec les responsables de l'entreprise et la consultation des différents documents interne de la société .

Notre étude nous a permis de vérifier si la bonne gouvernance de NAFTAL contribue à améliorer la qualité de l'information financière .

Nous avons constaté que l'entreprise NAFTAL fournit une information financière de qualité tout en appliquant les principes de gouvernance d'entreprise .de cela nous pouvons confirmer notre première hypothèse qui s'intitule la disponibilité des principes de gouvernance affectent positivement sur la qualité de l'information financière au sein de l'entreprise NAFTAL .suite à la validation de l'existence de certaines principes de bonne gouvernance qui sont la transparence ,l'équité et la responsabilité .en effet la société NAFTAL reflète une image honnête de sa situation financière des actifs .

L'entreprise NAFTAL met en place des mécanismes pour veiller au respect des bonnes pratiques de la gouvernance d'entreprise ,nous avons découvrir l'application de ces pratiques par l'autorité de conseil d'administration , le contrôle interne et l'audit .certes, l'entreprise NAFTAL accorde une importance primordial à l'audit interne ,qui permet de vérifier l'exactitude des états financiers et les informations financières administré à l'auditeur externe pour réduire l'asymétrie d'informations en évaluant l'efficacité mise en place d'un contrôle comptable interne pour rendez également les registres comptables plus fiables. .ce qui nous a amené à constater que la deuxième hypothèse est confirmée.

Au terme de notre (travail, nous soulignons que la mise en place des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise améliore la qualité de l'information financière . cette réflexion demeure pour nous une ouverture de rechercher sur d'autres problématiques .cette étude permet d'envisager de nombreuses possibilités de recherche ultérieures qu'on peut proposer sous les thèmes suivants :

1) les défis de la gouvernance d'entreprise et de l'information financière en Algérie ;

2) l'impact de la taille de conseil d'administration sur l'asymétrie des informations.

Bibliographie

Bibliographie

❖ Ouvrage

- Aguilera .RV et Jackson. G, « Comparative and international corporate governance » Academy of Management Annals,2010.
- Bacson, « corporate governance »manual ,secondedition,in Hanoi Vietnam,2010.
- Belzile .R ,Mercier .G et Rassi .F, «Analyse et gestion financières», Presses de l'Université du Québec, Paris ,1990.
- BERGLOF.E, « Capital structure as a mechanism of control : a comparison of financial systems », in M. Aoki, B. Gustafsson et O.E. Williamson, The Firm as a Nexus of Treaties, Sage,1990.
- Bodie .Z ,Merton .R, « Finance »,3°edition ,Etats-unis,2000.
- care ,« code Algerien de gouvernance d'entreprise »,Algérie ,Edition 2009.
- Charreaux. G, « quelle théorie de la gouvernance ? De la gouvernance actionnariale à la gouvernance cognitive », édition Litek, Paris, 2002.
- CHARREAUX.G, « Le Gouvernement des entreprises, corporate governance, Théorie et Faits », Economica, ,2 éditions,1997.
- Commission Economique des NU pour l'Afrique , « Principes directeurs relatifs au renforcement de la gouvernance économique et des entreprises en Afrique »,2002.
- Davis, G.B, Mc Graw-Hill, « Management Information Systems : Conceptual, foundations, structure and developpement », Kogakusha (Japon) ,1989.

de la performance comptable », Dunod, Paris.

- Degos J.G, « Qui est obligé par la loi d'établir des documents comptables ? » in « Comptabilité et responsabilité pénale » , M. Delhomme et Y. Muller éditeurs, éditions Litec,2009.
- Ebondo WaMandzila .R , « La gouvernance de l'entreprise : une approche Par l'audit et le contrôle interne », Edition Harmattan Paris,2006.
- El Harti. M, « La gouvernance des entreprises publiques marocaines »,tanager,Paris, 2010.
- Foster .G, « Quarterly accounting data ;timpe –series properties and predictive ability results »,the accounting Review ,1977.
- Geller .R W ,Leftwich .W ,« the time series of annual accounting earnings ,journal of Accounting Research»,1997 .
- GOMEZ P. Y, «la république des actionnaires. Le gouvernement des entreprise entre démocratie et démagogie», édition La découverte et Syros, Paris, 2001.

Bibliographie

- Grand B., Verdalle B.,« Audit Comptable et Financier » Paris, Economica, 1999.
- Husson. B, « La prise de contrôle d'entreprise », édition Presse universitaire de France, Paris, 1987.
- Johnston, D.J. , «OCDE Principale Of Corporate Gouvernance» , Parie, OCDE Secretary-General,2004.
- Laminick, H.V., « Histoire de la comptabilité », Edt Pragmons, Paris,1979,
- Laroche (DC) et al , « le gestionnaire et les états financiers , ERPI », 5ème édition, Québec, 2006.
- Ly-BARO .F , « Création de valeur et Gouvernance de l'Entreprise », 3°édition Economica, paris 2002.
- MAATI.J , « Le gouvernement d'entreprise », De Boeck Université, Paris Bruxelles 1999.
- Menard C. , « L'économie des organisations », La découverte, Paris,1997
- Mikol A., « forme d'audit : L'audit interne encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit », Economica, Paris,2000.
- Mikol Alain,« forme d'audit : L'audit interne » encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, Economica, Paris,2000.
- Moeller, R., «Brink's Modern Internal Auditing: A Common Body of Knowledje», 7th Edition, , Inc., New Jersey,2009.
- NACIRI.A, « Traité GOUVRENANCE D'ENTREPRISE » L'approche scolaire, presses de l'université du Québec ,2011.
- OCDE , « Principes de gouvernance d'entreprise »,France ,2004.
- OCDE, « Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE », Éditions OCDE, Paris,2017.
- Parrat. F, « le Gouvernement d'Entreprise », Dunod, France, 2003.
- PEREZ R., «La gouvernance de l'entreprise», édition La découverte, Paris, 2003.
- Perez.R, « Le gouvernement de l'entreprise », édition la Découverte, Paris, 2003.
- Peter Writz, « politique de financement et gouvernement d'entreprise », Ed- Economica, 2002 Paris.
- Piot, C., « Qualité de l'audit, information financière et gouvernance : enjeux et apports , Gouvernement d'entreprise- Aspects managériaux, comptables et financiers », Paris, De Boeck,2005.

- Ploix .H, « Le dirigeant et le gouvernement d'entreprise », Village Mondial, Paris, juin 2003.

- Poupart-Lafarge.O , « Cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne », le Guide de l'AMF ,2010.
- Propriété de contrôles généraux informatiques.(CGI) ,« Charte du comité de vérification et de gestion des risques »,la force de l'engagement ,2019.
- Renard J., « Théorie et pratique de L'audit interne », 4ème édition, Eyrolles, Paris,2003.
- Renard J., « Théorie et pratique de L'audit interne », 7éme édition, Eyrolles, Paris,2010.
- Schick .P, « mémento d'audit interne » Dunod, Paris,2007.
- Stolowy. H et Lebas, M. J, « Financial Accounting and Reporting, a Global Perspective» , London: Thomson Learning,2006.
- Teller R., Raybaud-TurilloB , « Comptabilité créative », Encyclopédie de Gestion, Economica, 2ème édition, 1997.

- Tort E., « Organisation et management des systèmes comptables – optimiser les leviers
- Writz.P, « Politique de financement et gouvernement d'entreprise », Ed Economica, Paris, 2002.

❖ Article

- Affes, H. , Labelle, R. ,« Impact de mise en application des IFRS sur la qualité de l'information financière : une étude internationale », Revue Française de Gouvernance d'Entreprise,2016**.**
- Aguilera .RV et Cuervo-Cazurra. A,« Codes of good governance. Corporate Governance » : An International Review,2009**.**

- Akerlof G., « Le marché des 'lemons ' : l'incertitude sur la qualité et le mécanisme du marché », n°130, CNDP,2002.
- Beasly .M , « An empirical analysis of the relation between the board of director composition and financial statement fraud »,the accounting Review ,vol71,N°4.
- Benlakouiri.A, « L'audit interne :un outil au service de la gouvernance d'entreprise »,Revue de consolidation comptable et de management de la performance ,Maroc ,2016.
- Boukich .K, «IFRS adoption and accounting information quality »,a Literature review, N°07,Oujda Maroc ,2018**.**

- Bourjade.S, Germain.L et Lyon-Caen.c, « Conseils d'administration : indépendance, collusion et conflits d'intérêts », Revue française d'économie ,N°2, Volume 31,2016.

Bibliographie

- Bushman and Simith,«Financial Accounting Information and Corporate Governance. »,Journal of Accounting and Economics, Vol. 32, Nos. 1-3, 2001.
- Causse G. ,« L'audit dans les pays en voie de développement », Les Cahiers internationaux de la Comptabilité, n° 6, 1992.
- Cerrada .K, Ronge.Y, WOLF.M, « Comptabilité et analyse des états financiers : Principes et applications », 1er édition ,De Boeck Supérieur , 2014.
- Charpentier.P, « Management et gestion des organisations », édition Armand Colin, Paris, 2007.
- Charreaux G, « Gouvernance des entreprises : valeur partenariale contre valeur actionnaire,
- Charreaux. G, « De nouvelles théories pour gérer l'entreprise », Revue économico industriel ,N°92,2000 .
- Charreux, G, « Structure de propriété, relation d'agence et performance financière », Revue économique. 1987.
- Clarkson M.E., « A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance », Academy of management review, Vol. 20, n°1,,1995.
- Côté Y.A., Lequin Y, « Utilisateurs et utilisations de l'information comptable », Cahiers de la chaire des sciences comptables, Ottawa, Canada,1992.
- Courtis.A , « association between corporate characteristics and disclosure levels in annual reports ,A meta analysis» ,the British accounting Review ,march1999,vol.31.
- Cromme G. «Corporate governance in Germany and the German corporate governance code » Corporate Governance: An International Review. 2005.

  D'aujourd'hui, Enjeux De Demain », 8ème Conférence Internationale de l'Union Francophone de l'Audit Interne, Revue de L'audit interne, N° 2,2008.
- Dechow, P.et Sloan.R, « Executive Incentives and the Horizon Problem : an Ampirical Investigation », Journal of Accountiong and Economics, vol .14, 1991.

- Degos J.G., B, « Evaluer l'information comptable pour anticiper la valeur financière des
- Dionne-Proulx. J et Gilbert. L, « Éthique et gouvernance d'entreprise ,dans management et Avenir »,N°02,2010 .

  Economic Behavior and Organisation, Vol26,1995.

  Finance Contrôle Stratégie », Vol. 1, N°2, 2000.

- Financial Accounting Standards Board, « Scope and Implications of the Conceptual Framework Project » , 1976.
- Gélard.G , « L'information financière :pour quoi ? pour qui ? »,Revue Français :IASB,2009.
- Godowski, C., « L'objectivité de l'évaluation de la corporate gouvernance par l'audit interne », Audit interne : Enjeux et pratiques à l'international, sous la direction de Élisabeth Bertin, 2007.
- Gramling A. A., Maletta, M. J., Schneider A., Church, B.K., « Rôle of the internal audit function in Corporate Governance: A Synthesis of the extant Internal Auditing Literature and Direction for Future Research», The journal of Accounting Literature,2004.
- Gregory .H, « Les critères de détermination de la part variable de la rémunération des dirigeants du CAC 40 ». Revue française de gouvernance d'entreprise, Institut français des administrateurs, 2010.
- He .L ,Labelle.R,Piot.CH et Daniel.B, « gouvernance et qualité de l'information financière :première partie »,gestion ,2005,vol30,N°3.
- Hermes. N, Postma TJBM, Zivkov O, « Corporate governance codes and their contents»,An analysis of Eastern European codes. Journal of East European Management Studies,2007.
- Hill, C. W. L., Jones.T , «Stakeholder-Agency Theory», Journal of Management Studies, Vol.29, n°2,1992.
- Jensen. M, « Agency Costs of Free Cash-Flow, Corporate Finance, and Takeovers », American Economic Review, vol.76, 1986.
- Jensen.M, « the modern industrial revolution ,exit, and the failure of internal control system »,Journal of finance ,1993.
- Koudri .A ,et Aziezlamia , « le conseil d'administration : un mécanisme inefficient de la gouvernance des entreprises publiques économiques (epe) »,article cité dans les cahiers du cread n°113/114.
- LAINEZ.A and CALLAO.S, "The Effect of Accounting Diversity on International Financial Analysis: Empirical Evidince", The International Journal of Accounting, Vol. 35, N°1, 2000.
- Marie A., « La contribution de L'audit interne à la Performance des Organisations : Défis
- Moeller, R. R., «Sarbanes-Oxley and the New Internal Auditing Rules», John Wiley & Sons, Inc, New Jersey,2004.

- MOERLAND .P.W, « Alternative disciplinary mechanisms in different corporate systems », Journal of
- Nowland J. « The effect of national governance codes on firm disclosure practices: Evidence from analyst earnings forecasts. » Corporate Governance: An International Review,2008.
- PROWSE.S, « CorporateGovernance : Comparaison Internationale », Revue d'Economie Financière, Hiver 1994.
- Watts R. L., Zimmerman J. L., 1978, « Towards a positive theory of the determination of Accounting standards», The Accounting Review, 1978.
- Weinstein.O, « Quelques controverses théoriques. L'entreprise dans la théorie économique », Revue Comprendre l'économie, vol1.
- Willet .G, « La communication modélisée. Une introduction aux concepts, aux modèles et aux théories. », Éditions du Renouveau Pédagogique Ottawa,Revue scientifique en communication organisationnelle, 1992.
- Zattoni A et Cuomo F, «Why adopt codes of good governance? A comparison of institutional and efficiency perspectives. CorporateGovernance»: An International Review. 2008.

❖ Site web

- le site Web d' European Corporate Governance Institute sur www.ecgi.org.
- Corporate governance codes of international scope include the OECD Principles of Corporate Governance (www.oecd.org), the International Corporate Governance Network's Statement on Global Corporate Governance Principles (ICGN - www.icgn.org), and the Commonwealth Association of Corporate Governance (CACG – www.commonwealthfoundation.com).
- Chapter from the book Corporate Governance and Strategic Decision Making Downloaded from: https://www.intechopen.com/books/corporate-governance-and-strategic-decision-making/corporate-governance.
- The web site http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.69707 /https://www.intechopen.com/books/corporate-governance-and-strategic-decision-making/corporate-governance ,by Alla Mostepaniuk.

- Le site web http://www.newsletter-oec-toulouse.fr/documents/39/fiche_info_financiere.pdf ,cité par un ordre des experts et comptables.
- Conseil National de la Comptabilité(CNC), « MODELES D'ETATS FINANCIERS», Algérie ,2008 citée dans le site webhttp://www.cnc.dz/activite.asp.
- Le site web https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198385-bilan-comptable-definition/ ,cité par Luscas Jakubowicz (JDN).
- Le site web https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198385-bilan-comptable-definition/.
- Le site web https://www.leblogdesfinanciers.fr/2018/01/02/mener-lanalyse-flux-de-tresorerie-partie-1/ par Par Michel Sion.
- Le site web : https://comptabilite.ooreka.fr/astuce/voir/503123/audit-comptable-et-financier , Rédigé par des auteurs spécialisés Ooreka (2021),
- Norme international d'audit, ISA 610 « Utilisation des travaux des auditeurs internes » : http://www.fidef.org/content/documents/espace-traduction/ifac-normes/isa/ISA610-2009.pdf
- L'OCDE, Rapport « Contrôle et audit interne : Assurer l'intégrité et la responsabilité du secteur public »sur le site web : http://www.oecd.org/governance:47638948.pdf
- citée par Charte du comité Comité de vérification - disponible sur le site web : https://fr.qaz.wiki/wiki/Audit_committee
- Citée par Paper.X ,Pigé .B ,disponible sur le site web : https://halldulivre.com/ebook/9782847692174-normes-comptables-internationales-et-gouvernance-des-entreprises-le-sens-des-normes-ifrs-2e-edition-xavier-paper-benoit-pige/
- Citée par Mamoghli .CH dsisponible sur le site web : https://www.researchgate.net/publication/49136569pdf
- Ebondon W.M., « Audit interne et gouvernance d'entreprise : lectures théoriques et enjeux Pratique »,2007 Disponible sur le site web :http//cermat.iae.univtours.fr/IMG…pdf/Communication_Eustache_Ebondo_Mandzila.
- Coast, 1937, « La nature de la firme », citée par Ebondon W.M., 2007, « Audit interne et gouvernance d'entreprise : lectures théoriques et enjeux pratique ». Disponible sur le site web : http//cermat.iae.univtours.fr/IMG…pdf/Communication_Eustache_Ebondo_Mandzila.pdf
- Commission Européenne – Réseau PIC – Prise de position, publiée en décembre 2015, relative aux « principes du contrôle interne public » au sein de l'Union Européenne, sur le

site web http://ec.europa.eu/budget/pic/conference/index_en.cfm , consultée le 06/05/2021

- IFAC, 2011, « Integrating the Business Reporting Supply Chain », disponible sur le site web :http://www.ifac.org/sites/default/files/publications/files/Integrando%20la%20cadena%20de%20suministro%20informaciAn%20de%20negocios%20(2).
- http://entretiens.iamm.fr/pluginfile.php/308/mod_resource/content/2/DTraiter_DONnees/DO_4_TXT_cadre_theorique_mars13_fr.pdf

❖ Thèse de doctorat

- Antoine. P, « étude des liens entre les caractéristiques du conseil d'administration et la performance de l'entreprise : application aux contextes belges et français », l'obtention du diplôme de Master en Sciences de Gestion spécialisée en Audit et Analyse financière, école de gestion de l'université de Liège,2015.
- Djongoué. G, « Qualité perçue de l'information comptable et décisions des parties prenantes »,thèse de Doctorat ,option Gestion et management, Université de Bordeaux,2015.
- Ebondo Wa Mandzila.E, « LA contribution du contrôle interne et de l'audit au gouvernement d'entreprise », thèse de doctorat, Université Paris XII VAL de Marn, 2004.
- HYGIN,.K, « Contribution à la recherche qualitative, cadre méthodologie de rédaction de mémoire », Université de Franche-Comté, Février 2008.
- Lacombe-Saboly .M, « Les déterminants de la qualité des produits comptables des entreprises : le rôle du dirigeant », Thèse de Doctorat, Université de Poitiers,1994.
- Pierrot, F.P, « L'information financière à la lumière d'un changement de cadre conceptuel : étude du message du Président des sociétés cotées françaises », thèse de doctorat , Université de Montpellier 1, Institut des sciences de l'entreprise et du management.,2009.
- Rejeb .W, « Gouvernance et performance dans les établissements de soins en Tunisie », pour l'obtention de magistère ,option Management ,Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis,2003.
- Talbot.c, « Sommes consacrées à la gouvernance et fiabilité de l'information financière »,thése de doctorat, université de Sherbrooke et Québec ,2018.

- Ziani.A, « Le rôle de l'audit interne dans l'amélioration de la gouvernance d'entreprise : Cas Entreprises Algériennes »,thèse de doctorat ,science économique ,Université Tlemcen ,2014.

Annexes

Annexe 01

Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique

École Supérieure de Management

Dans le cadre de l'élaboration d'un mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Master en « Management et Stratégie des Entreprises », dont le thème est «Le rôle de la gouvernance d'entreprise sur l'amélioration de la qualité de l'information financière», nous avons élaboré un questionnaire de 23 questions qui va nous permettre de récolter les informations nécessaires à la réalisation du mémoire.

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer du temps.

Questions pour la direction NAFTAL Cheraga :

1) Connaissez-vous le concept de la gouvernance d'entreprise ? Si oui, pouvez-vous nous donner votre définition ou perception ?

……

2) Que pensez-vous du système de gouvernance de l'entreprise NAFTAL ?

……

3) Est-ce-que l'entreprise NAFTAL veille aux principes de bonne gouvernance tels que la transparence et la diffusion de l'information, la surveillance, l'équité et la responsabilité ?

……..

4) Si la Naftal veille au respect des bonnes pratiques de gouvernance, quels sont les mécanismes mis en place pour cela ?

……

5) Connaissez-vous le code Algérien de gouvernance d'entreprise ? si oui est-ce que l'entreprise NAFTAL l'applique ?

……

6) Quel rôle joue le conseil d'administration de la NAFTAL dans l'entreprise ?

……

7) Comment les administrateurs du conseil d'administration sont nommés et suivant quels critères ?

……

8) Quels sont les types d'informations que le conseil d'administration demande au dirigeant de l'entreprise ?

……

9) Pensez-vous que les informations communiquées sont pertinentes ?

……..

10) Si non, que leur manque-t-elles ?

……

11) Pensez-vous que l'audit interne contribue-t-il à la réduction de l'asymétrie d'information ? si oui, comment ?

……

12) Est-ce-que l'entreprise NAFTAL adopte les normes IFRS ? si oui, quelles sont les normes favorisées pour la transparence ?

……

13) Selon vous, que doit améliorer l'entreprise NAFTAL pour garantir davantage une information de qualité ?

……

<u>Questions pour l'unité commerciale de Médéa</u>

1) Comment estimez-vous le rôle de l'audit interne au sein de votre unité ?

……

2) Comment l'audit interne contribue-t-il à assurer une bonne qualité de l'information produite au sein de votre unité ?

……

3) A quel point l'audit interne de votre unité est-il indépendant dans son travail ?

……

4) L'audit interne sert-il à corriger le système de contrôle interne ?

……

5) Le personnel des services des finances et de comptabilité a-t-il les qualifications et l'expérience voulues ?

……

6) Quels sont les types de rapports financiers utilisés par votre entreprise ?

……

7) L'entreprise dispose-t-elle d'un site web sur lequel les états financiers sont publiés ?

……

8) Les rapports sont-ils conformes aux normes du SCF et des standards IAS/IFRS ?

……

9) Est-ce-que la gouvernance exercée par la NAFTAL influe-t-elle positivement sur le fonctionnement de votre unité ? si oui, comment ?

……

10) Selon vous, que doit améliorer l'entreprise NAFTAL pour garantir davantage une information de qualité ?

……

Annexe 02 : le Bilan comptable NAFTAL

نفطال - ش.ذ.أ
طريق الكثبان ص.ب 73 الشراقة - الجزائر
رقم الجبائي: 099916000969164

ميزانية
السنة المالية المقفلة في 2019/12/31

الأصول	ملاحظة	إجمالي	اهتلاكات/ مؤونات	2019	2018
أصول غير جارية					
تثبيتات معنوية	1-2	469 009 563,85	422 313 110,75	46 696 453,10	78 685 225,67
تثبيتات عينية	1-2	270 007 802 655,41	193 609 613 568,99	76 398 189 086,42	76 342 272 194,44
تثبيتات بجري إنجازها	1-2	63 958 146 049,70	39 691 000,00	63 918 455 049,70	55 021 806 820,30
تثبيتات مالية	3	26 192 192 718,54	495 895 611,71	25 696 297 106,83	25 271 125 444,91
ضرائب موجلة على الأصول		7 739 851 272,76	-	7 739 851 272,76	6 952 065 160,99
مجموع الأصول الغير الجارية		**368 367 002 260,26**	**194 567 513 291,45**	**173 799 488 968,81**	**163 665 954 846,31**
أصول جارية					
مخزونات و منتجات قيد التنفيذ	4-8	32 980 563 598,39	1 065 354 368,86	31 915 209 229,53	25 981 888 674,45
الزبائن	5-8	40 626 943 136,97	8 704 128 822,21	31 922 814 314,76	30 400 770 025,46
المدينون الآخرون	6-8	14 538 374 660,17	737 228 841,50	13 801 145 818,67	7 915 335 076,82
الضرائب و ما شابهها	-	-	-	-	
الخزينة	7-8	168 691 980 203,92	47 690 437,86	168 644 289 766,06	170 882 491 075,05
مجموع الأصول الجارية		**256 837 861 599,45**	**10 554 402 470,43**	**246 283 459 129,02**	**235 180 484 851,78**
المجموع العام للأصول		**625 204 863 859,71**	**205 121 915 761,88**	**420 082 948 097,83**	**398 846 439 698,09**

نفطال - ش.ذ.أ
طريق الكثبان ص.ب 73 القرارة - الجزائر
رقم الجبائي: 099916000969164

ميزانية
السنة المالية المقفلة في 2019/12/31

المبالغ		ملاحظة		
2018	2019		المخصوم	
			رؤوس الأموال الخاصة	
40 000 000 000,00	40 000 000 000,00		رأس مال تم إصداره	
92 378 267 684,55	110 612 616 110,26		العلاوات و الاحتياطات	
18 734 348 425,71	26 303 042 584,09		نتيجة صافية	
1 961 100 000,00	1 961 100 000,00		رؤوس أموال خاصة أخرى	
153 073 716 110,26	**178 876 758 694,35**		**مجموع رؤوس الأموال الخاصة (1)**	
		9	خصوم غير جارية	
8 341 000 000,00	8 341 000 000,00		قروض و ديون مالية	
61 598 081 330,11	73 625 276 100,52	10	ديون أخرى غير جارية	
29 437 164 029,25	32 343 175 617,57		مؤونات و منتجات ثابتة مسبقا	
99 376 245 359,36	**114 309 451 718,09**		**مجموع الخصوم الغير الجارية (2)**	
		11	خصوم جارية	
114 817 552 732,97	98 336 140 176,08		موردون و حسابات ملحقة	
10 431 341 138,39	6 429 745 945,96	12	ضرائب	
21 147 584 357,11	22 130 851 563,35		ديون أخرى	
146 396 478 228,47	**126 896 737 685,39**		**مجموع الخصوم الجارية (3)**	
398 846 439 698,09	**420 082 948 097,83**		**المجموع العام للخصوم**	

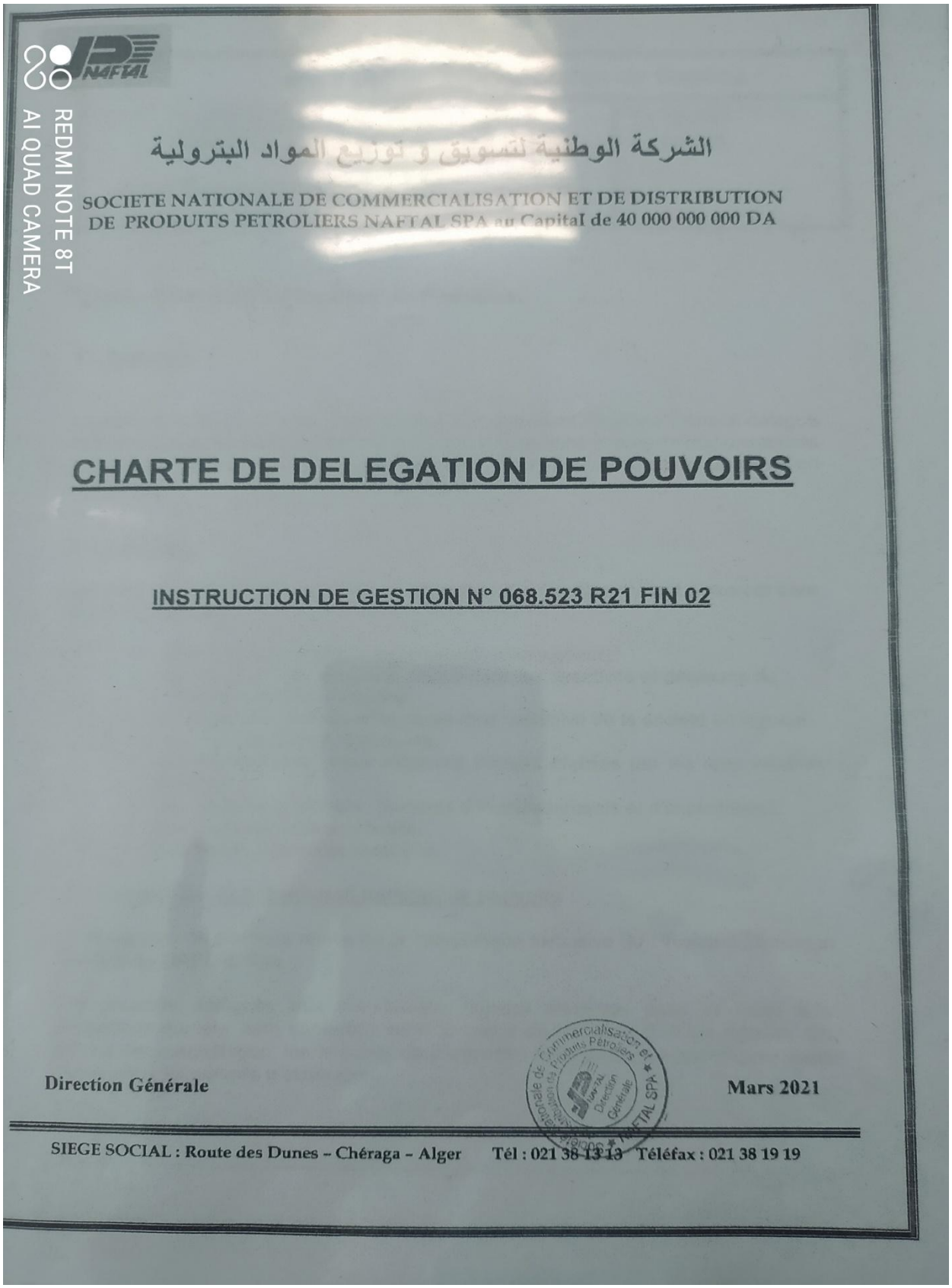
Annexe 03: Compte de résultat NAFTAL

نفطال - ش.ذ.أ
طريق الكثبان ص.ب 73 الشراقة - الجزائر
رقم الجبايي: 099916000969164

حساب النتائج
الفترة من 2019/01/01 إلى 2019/12/31

البيان	ملاحظة	المبالغ	2018
رقم الأعمال	13	486 921 787 219,82	475 315 428 781,61
تغير مخزونات المنتجات المصنعة والمنتجات قيد الصنع		165 131 445,15	56 304 304,41
الإنتاج المثبت		1 441 945,43	10 375 836,10
1 - إنتاج السنة المالية		**487 088 360 610,40**	**475 382 108 922,12**
المشتريات المستهلكة	14	365 846 216 129,54	371 645 817 654,68
الخدمات الخارجية و الاستهلاكات الأخرى	14	23 112 489 226,60	21 316 114 912,24
2 - استهلاك السنة المالية		**388 958 705 356,14**	**392 961 932 566,92**
3 -القيمة المضافة للاستغلال (1 - 2)		**98 129 655 254,26**	**82 420 176 355,20**
أعباء المستخدمين	15	47 674 290 825,32	39 190 543 467,27
الضرائب والرسوم والمدفوعات المشابهة		6 244 708 299,59	5 824 908 488,55
4 -الفائض الإجمالي عن الاستغلال		**44 210 656 129,35**	**37 404 724 399,38**
المنتجات العملياتية الأخرى	16	4 953 676 699,72	1 856 668 723,92
الأعباء العملياتية الأخرى	17	233 085 195,90	131 582 876,29
المخصصات للاهتلاكات والمؤونات		20 886 027 932,61	20 364 800 227,28
استئناف عن خسائر القيمة و المؤونات	18	1 506 247 272,33	3 499 757 863,69
5 - النتيجة العملياتية		**29 551 466 972,89**	**22 264 767 883,42**
المنتوجات المالية	19	5 600 371 595,45	3 972 518 220,59
الأعباء المالية	19	1 589 182 753,14	1 110 850 671,09
6 - النتيجة المالية		**4 011 188 842,31**	**2 861 667 549,50**
مجموع الأعباء		472 845 613 593,81	465 976 705 304,61
مجموع المنتوجات		499 148 656 177,90	484 711 053 730,32
7 - النتيجة العادية قبل الضرائب (5 + 6)		**33 562 655 815,20**	**25 126 435 432,92**
الضرائب الواجب دفعها عن النتائج العادية	20	8 047 399 342,88	6 903 501 879,59
الضرائب المؤجلة (تغيرات) حول النتائج العادية	20	787 786 111,77	511 414 872,38
8 - النتيجة الصافية للسنة المالية		**26 303 042 584,09**	**18 734 348 425,71**

Annexe 04 : la charte de délégation



REDMI NOTE 8T
AI QUAD CAMERA

الشركة الوطنية لتسويق و توزيع المواد البترولية

SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION
DE PRODUITS PETROLIERS NAFTAL SPA au Capital de 40 000 000 000 DA

CHARTE DE DELEGATION DE POUVOIRS

INSTRUCTION DE GESTION N° 068.523 R21 FIN 02

Direction Générale

Mars 2021

SIEGE SOCIAL : Route des Dunes – Chéraga – Alger Tél : 021 38 13 13 Téléfax : 021 38 19 19

REDMI NOTE 8T
AI QUAD CAMERA

DIRECTION GENERALE	Instruction de Gestion	
	Numéro	068 523 R21 FIN 02.
	Date d'émission	10 MARS 2021
	Date de mise en vigueur	10 MARS 2021
	Structure Emettrice	D.E.F
	Nombre de pages	04
	Annexes	17

Objet : Charte de Délégation de Pouvoirs.

1 - Définition :

La délégation de pouvoir est l'acte par lequel le Président Directeur Général délègue et délimite sous forme de décision aux titulaires de certains postes de responsabilités organiques, les pouvoirs d'engager, de réceptionner, d'ordonnancer et de payer en son nom.

2 - Principes :

Les pouvoirs définis dans la présente Instruction De Gestion doivent s'exercer dans le stricte respect :

- de la législation et de la réglementation en vigueur,
- de la politique de la société définie dans les directives et décisions du Président Directeur Général,
- du règlement intérieur et la convention collective de la société en vigueur,
- des organigrammes approuvés,
- des décisions ou notes d'intérims dûment établies par les responsables habilités,
- des budgets approuvés, (budgets d'investissements et d'exploitation),
- des plans annuels approuvés,
- des limites des seuils autorisés.

2.1 – Modalités d'attribution et transfert de pouvoirs :

La délégation de pouvoirs relève de la compétence exclusive du Président Directeur Général de NAFTAL/Spa.

Les pouvoirs délégués aux mandataires doivent s'exercer dans la limite des attributions qui leur sont conférées dans le cadre de l'organisation en vigueur. On entend par mandataires, les titulaires de postes (en titre) ainsi que les responsables intérimaires en période d'évaluation.

En cas d'absence du titulaire d'un poste de travail attributaire de pouvoirs, il est procédé :

- à la désignation d'un intérimaire, selon les formes en vigueur au sein de la société,
- au transfert par écrit à l'intérimaire désigné de tout ou partie de ses pouvoirs et ce, pendant toute la période de l'intérim.

Tout responsable ayant été investi de pouvoirs doit, nécessairement, remplir une fiche de « spécimen de signature » qui sera conservée par la structure « Finances » de l'unité comptable dont il relève et une copie est transmise à la Direction Exécutive Finances.

2.2. - Nature de Pouvoirs :

Les pouvoirs au sens de la présente IDG consistent à :

- ✓ **ENGAGER** : c'est-à-dire, lier pécuniairement la société vis à vis de tiers ;
- ✓ **RECEPTIONNER** : c'est à dire, constater la conformité de la bonne exécution de l'obligation du tiers ;
- ✓ **ORDONNANCER** : c'est à dire, accorder le paiement de l'engagement de l'opération et de réception conforme à l'engagement (BON À PAYER) ;
- ✓ **PAYER,** c'est à dire, libérer la société de sa dette.

Les différents pouvoirs s'exercent suivant les seuils précisés en annexes.

3 - Exercice des pouvoirs aux différents stades de la réalisation d'une opération :

3.1- Principe :

La réalisation d'une opération comporte les quatre phases définies au paragraphe 2.2, ci- dessus, qu'il convient de distinguer soigneusement.

Le principe qui doit prévaloir pour chaque opération est celui de la **séparation des pouvoirs**. Ainsi, un même responsable ne peut en qualité de signataire unique et pour une même transaction, exercer deux pouvoirs successifs, tels que :

- ENGAGER **ET** RECEPTIONNER,
- RECEPTIONNER **ET** ORDONNANCER,
- ORDONNANCER **ET** PAYER.

REDMI NOTE 8T
AI QUAD CAMERA

3.2 - Pouvoir d'engagement :

Les transactions commerciales se concluent conformément aux procédures en vigueur au sein de la société.

L'engagement doit s'exercer dans le respect de la réglementation en vigueur, dans la limite des seuils fixés en annexes, selon les budgets et les plans annuels approuvés.

L'engagement doit être précis et comporter notamment les indications suivantes :

- l'identité du tiers choisi, dans le respect de la réglementation et des procédures de passation des marchés ;
- la nature de la fourniture et/ou de la prestation ;
- le prix et les modalités de paiement ;
- les délais d'exécution ;
- la garantie et autres dispositions contractuelles.

Le fractionnement d'une même opération d'engagement est strictement interdit.

Pour les dépenses découlant des obligations légales (paie du personnel, caisses sociales et mutuelles, administration fiscale, douanière et domaniale), l'engagement n'est pas requis.

3.3. - Pouvoir de réception :

Il consiste en le constat de la bonne exécution de la prestation fournie ou de la fourniture livrée ou des travaux faits, objet de la facturation. Il atteste que la transaction est conforme à la fiche technique (spécifications techniques), et aux clauses contractuelles.

Ce pouvoir est généralement attribué à tout agent de la société qui, de par ses fonctions et/ou ses connaissances professionnelles et/ou ses compétences, qualifications, est le mieux à même, selon la nature de la fourniture et prestation, de juger et d'attester la bonne exécution par le tiers (fournisseur, prestataire, entrepreneur, consultant...) de l'engagement (contrat et/ou bon de commande).

3.4. - Pouvoir d'ordonnancement ou « bon à payer » de la facture :

C'est l'acte par lequel l'ordonnateur certifie avoir vérifié et constaté que les fournitures, prestations ou travaux objet de la facturation, ont été réellement et fidèlement effectués et qu'il y a lieu de payer le créancier.

Avant la signature du bon à payer, l'ordonnateur devra s'assurer que les pouvoirs d'engagement et de réception ont été convenablement et distinctement exercés par des responsables habilités.

La mention rappelée ci-dessous doit être portée sur les justifications de dépenses avec soin et de façon apparente.

« L'ordonnateur soussigné, certifie avoir vérifié et constaté que les fournitures et/ou prestations et/ou travaux, objet de la présente facture, ont été réellement et fidèlement effectuées et qu'il y a lieu de payer au créancier la somme de .....DA ». (en chiffres et en lettres)

3.5. - Pouvoir de paiement

D'une manière générale, le paiement intervient sur présentation des documents justifiant que les pouvoirs : d'engagement, de réception et d'ordonnancement ont été préalablement et régulièrement effectués sans aucune réserve.

Ce pouvoir s'exerce dans la limite de l'engagement.

Tout document de paiement (chèque, ordre de virement, billet à ordre, lettre de change, ouverture de crédit documentaire, cautionnement et autres effets de commerce), doit être signé conjointement par les signataires désignés aux annexes « 6 », « 6 Bis » et « 6 Ter».

Il demeure entendu que la signature du responsable financier ou de son intérimaire, dûment habilité, est obligatoire et requise en premier lieu.

Dans le cas où l'intérimaire n'est pas mandaté, la signature du responsable Trésorerie est requise.

La présente instruction annule et remplace l'instruction de gestion n° 068.523 R20 Fin 02 du 29 Septembre 2019 et prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Chéraga, le 10 MARS 2021

Président Directeur Général

Kamel BENFRIHA

Société Nationale de Commercialisation de Distribution de Produits Pétroliers NAFTAL SPA

Annexe 05 : charte d'audit interne

DIRECTION GENERALE

Chéraga, Le 10 Aout 1997

INSTRUCTION DE GESTION N° 068 700

Date de mise en vigueur : IMMEDIATE Service auteur du projet : - D.C.F. Nombre de page : 06 . Nombre d'annexes : /	DIFFUSION GENERALE COPIE : AUDITEUR INTERNE

OBJET : AUDIT INTERNE

I. NOUVEAU SCHEMA GENERAL D'AUDIT INTERNE

L'évolution de la branche distribution, environnement naturel de l'entreprise, oblige celle-ci à se mettre au diapason des changements constatés, par l'adoption de techniques de contrôles modernes et efficaces.

A ce titre, le contrôle interne longtemps laissé, en marge, doit être réhabilité dans son aspect préventif, pour rendre nos systèmes de gestion plus fiables.

Les auditeurs internes sont plus que jamais sollicités pour veiller à la sauvegarde et la protection du patrimoine NAFTAL , à tout moment et en tout lieu.

Pour cela, ils peuvent être amenés à intervenir à travers toutes les structures NAFTAL.

Page 1 de 6

المؤسسة الوطنية لتسويق و توزيع المواد البترولية
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PETROLIERS
SIEGE SOCIAL : Route des Dunes CHERAGA B.P. 73 (W. ALGER) Tél. 36-09-69 à 76 Télex 63.127/63.128/63.137/63.138 Fax 36-09-68 R.C. 88 B 12

Le déplacement dans le cadre professionnel est une exigence de la profession d'audit interne.

Si L'audit interne jusqu'à maintenant, est limité à la fonction financière et comptable, il doit progressivement ,élargir son champ d'application pour englober tous les segments d'activités de l'Entreprise.

C'est ainsi que, s'inscrivant dans le sens des grandes mutations internes, il a été décidé de mettre en oeuvre une nouvelle méthode d'audit interne.

Ayant donné, des résultats satisfaisants dans de grandes Entreprises, aussi bien nationales qu'internationales, la nouvelle procédure d'audit interne, consiste à utiliser toutes les capacités disponibles pour toute action de contrôle.

L'auditeur est appelé à intervenir en dehors de son unité d'affectation pour toute mission commandée par D.C.F .

Durant cette période, l'auditeur est dégagé de toute tâche émanant de l'unité d'affectation.

II. ATTRIBUTION ET RESPONSABILITE

2.1. Plans de contrôle

La Direction centrale Finances est chargée de la programmation des missions d'audit.

Des plans de travail annuels et mensuels sont arrêtés conformément à la politique de contrôle arrêtéepar l'Entreprise.

Le contrôle préventif annuel doit concerner toutes les structures NAFTAL :

- CDS,
- Ateliers garages,
- SS/GD
- et structures finances et comptabilité.

Des missions d'audit peuvent être initiés à la demande des Directions Centrales.

المؤسسة الوطنية لتسويق و توزيع المواد البترولية
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PETROLIERS
المقر الاجتماعي : طريق الكثبان الشراقة ص.ب 73 (ولاية الجزائر) الهاتف 76\36.09.69 التيلكس 138.63\128.63\127.63 س.ت 88 ب 12
SIEGE SOCIAL : Route des Dûnes CHERAGA B.P. 73 (W. ALGER) Tél. 36-09-69 à 76 Télex 63.127/63.128/63.137/63.138 Fax. 36-00-88 R.C. 88 B 12

NAFTAL

2.2.RESPONSABILITE

2.2.1. Rôle du Chef de Département Contrôle DCF

Le Chef de Département est chargé :

- de coordonner les activités du département,
- d'arrêter les objectifs de contrôles annuels et mensuels,
- d'élaborer les plannings d'intervention (C.L.M terme),
- de suivre la réalisation des programmes arrêtés,
- de vérifier les rapports d'audit
- de veiller à l'application des recommandations,

2.2.2. Rôle du Chef de Service Contrôle DCF

Le Chef de service est chargé :

- de superviser le travail des Chefs de missions,
- d'approuver la démarche de chaque mission,
- de diriger l'exécution des missions en s'assurant
- du respect des normes de la profession,
- de veiller à l'application des objectifs fixés,
- d'animer les activités de recherches sur les méthodes d'audit,
- d'élaborer le manuel d'audit,
- de participer à la formalisation des missions,

2.2.3. Le Chef de Mission

Le Chef de mission est chargé de :

- diriger et coordonner l'équipe d'auditeurs,
- d'examiner les activités du sujet à auditer,
- d'arrêter la démarche d'intervention,
- de détecter les points de contrôle,
  d'exécuter les travaux d'audit conformément aux règles et normes de la profession,
- d'informer les auditeurs,
- de présenter les résultats de la mission,
- de donner les recommandations et les actions correctives.

المؤسسة الوطنية لتسويق و توزيع المواد البترولية
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PETROLIERS
المقر الاجتماعي : طريق الكثبان الشراقة ص.ب 73 (ولاية الجزائر) الهاتف 76\36.09.69 التيلكس 63.128\63.138\63.127 س ت 88 ب 12
SIEGE SOCIAL : Route des Dunes CHERAGA B.P. 73 (W. ALGER) Tél. 36.09.69 à 76 Téléx 63.127/63.128/63.137/63.138 Fax. 36-00-88 R.C. 88 B 12

2.2.4. L'Auditeur

Il est chargé :

- d'aider à l'élaboration du plan de travail,
- d'effectuer les tâches d'audit conformément au plan, aux règles et normes de la profession,
- de proposer les moyens à employer, pour toute analyse, évaluation de données d'intervention,
- de préparer les documents de travail.

III. LES CONDITIONS D'INTERVENTION

3.1. Le programme de mission

Le programme de mission arrêté par la D.C.F. est envoyé sous pli confidentiel à l'auditeur concerné.

Ce programme doit comporter au minimum l'objet de la mission et la durée probable de réalisation.

Le programme de mission n'étant pas exhaustif, des tâches complémentaires ne sont pas exclues pour mener à bien les investigations.

L'unité d'origine est informée de la mission confiée à l'auditeur

3.2. Frais de mission

L'unité d'origine saisie par la direction centrale Finances, doit immédiatement mettre à la disposition de l'auditeur les moyens nécessaires pour entamer sa mission :

- ordre de mission,
- moyens de transport,
- billet d'avion...

المؤسسة الوطنية لتسويق و توزيع المواد البترولية
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PETROLIERS
SIEGE SOCIAL : Route des Dûnes CHERAGA (B.P. 73 (W. ALGER) Tél. 36-03-69 à 76 Télex 63.127/63.128/63.137/63.138 Fax. 36.00.96 R.C 88 B 12

3.5 Le rapport

Le rapport, établi en O5 EXEMPLAIRES, doit être accompagné d'un résumé succinct sous forme de -SYNTHESE A LA DIRECTION -

Il doit être diffusé comme suit :

- O4 rapports + Synthèse à la Direction Centrale
- O1 Rapport + Synthèse conservée par l'auditeur.

Toutes les structures de l'Entreprise doivent veiller l'application stricte des dispositions de cette I.D.G.

P/ LE DIRECTEUR GENERAL

LE RESPONSABLE INTERIMAIRE

NAFTAL Direction Centrale Finances

B. CHEBREK

Page suivante

المؤسسة الوطنية لتسويق وتوزيع المواد البترولية
Entreprise Nationale de Commercialisation et de Distribution de Produits Pétrolier
Siege Social : Route des Dûnes CHERAGA (w.TIPAZA) B.P. 73 Tél. 36.09.69 à 76 Télex 71 127 / 71 128 / 71 137 / 71 138 Fax 36.00.86 R.C. 88 B 12 س.ت. 88 ب \71 128/71 129/71 137/71 138 التلاكس (02) 36.09.69/76 الهاتف (البيارة) 73 ص.ب الكثبان الشراقة طريق الاجتماعي

La table de matière

Remerciements

Dédicace

Sommaire

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des annexes

Liste des abréviations

Introduction générale……01

Chapitre 01 : la gouvernance d'entreprise…….....08

Introduction :……08

Section 01 : Généralités sur la gouvernance d'entreprise……..……...09

1.1 La gouvernance d'entreprise :……...09

1.1.1. Origine de la gouvernance d'entreprise……...…....09

1.1.2. Définition de la gouvernance d'entreprise :…….....09

1.2 Les substrats théoriques de la gouvernance d'entreprise……..……...11

1.2.1. La gouvernance d'entreprise et la firme comme nœud de contrats...11

1.2.1.1 l'approche actionnariale :…..……..…..12

1.2.1.2 l'approche partenariale ……13

1.3 Les mécanisme de la gouvernance d'entreprise…….……...17

1.3.1 Les mécanismes internes……..18

1.3.1.1. Le conseil d'administration ……..…18

1.3.1.2 Les systèmes de rémunération…….....19

1.3.1.3. L'assemblée générale des actionnaires……..……21

1.3.2 Les mécanismes externes :……..22

1.3.2.1 Le marché financier……...……22

1.3.2.2 Marché des prises de contrôle ou des fusions et acquisitions :.….23

1.3.2.3 Marché du travail des dirigeants de l'entreprise :…….…….23

1.3.2.4 Marché des biens et services :……...23

1.4 Le rôle de la gouvernance d'entreprise :……..25

Section 02 : les systèmes et les éléments de la gouvernance d'entreprise…..26

2.1 Principe de l'OCDE de la gouvernance d'entreprise :……..26

1. Les fondements d'un régime de gouvernement d'entreprise efficace …28

2. Les droits des actionnaires :…….…….....….29

3. Le traitement équitable des actionnaires :…….....30

4. Le rôle des différentes parties prenantes dans le gouvernement d'entreprise:……..…30

5. La transparence et la diffusion de l'information :…….….31

6. Les responsabilités du conseil d'administration:…….....….32

2.2 Les éléments clefs et les systèmes de la gouvernance d'entreprise :.….33

2.3 Les systèmes existants de la gouvernance d'entreprise :……..…34

2.3.1 Modèles théoriques des systèmes de gouvernance :…….……...35

2.4 Codes et normes de bonne gouvernance d'entreprise :……..…….37

2.4.1Les codes comme forme de réglementation de la gouvernance souple……...….37

2.4.2 Le rôle des codes dans la convergence des pratiques de gouvernance : ……..……..39

2.4.3 Les normes comptables internationales :……...40

2.4.5Les normes internationales de vérification :…..…….....41

2.4.6 Le code Algérien de gouvernance d'entreprise :……..…….41

Conclusion……..……..….42

Chapitre 02 : L'information financière……..……43

Introduction……...44

Section 01 : Généralité sur l'information financière…….....45

1.1Définitiondel'information financière…….……...…….45

1.1.1Définition de l'information :……..…….....45

1.1.2L'information financière ……..……..…...46

1.2 Importance de l'information financière…..……...……47

1.1.3 Les destinataires de l'information financière…….....49

1.4 L'information financière au croisement des théories 55

1.4. Information financière et théorie contractuelle……...55

1.4.2 Information comptable et théories de l'information et de la décision...55

1.4.3Information Financière au centre de la relation d'agence……...…..56

1.4.4 Information financière au cœur de la théorie normative……...57

1.4.5Théorie comportementale et information comptable.....60

1.4.6 L'impact des nouvelles normes IFRS sur la qualité de l'information financière……...……..60

Section 02 : la présentation de l'information financière……61

2.1 La présentation des états financiers……..……61

2.1.1Le bilan……...62

2.1.2 Le compte de résultats :……...……..63

2.1.3 Le tableau des flux et trésorerie……..……..….64

2.1.4 L'annexe……...……65

2.2 Le contrôle interne à l'égard de l'information financière.....67

2.3 L'audit des états financiers……..……..70

2.4.1 Audit interne……...……71

2.4.2 L'audit Externe (Audit Comptable et Financier)……73

2.4.3 La coordination des travaux d'audit interne et audit externe.....……74

Conclusion……...76

Chapitre 03 : **l'impact des mécanismes et principes de la gouvernance d'entreprise sur la qualité de l'information financière**.....77

Introduction…….78

Section 1 :L'impact de bonne gouvernance sur la qualité de l'information financière.....79

1.1 L'impact des mécanismes de gouvernance sur la qualité de l'information financière.....79

1.1.1 Le conseil d'administration :.....79

1.1.1.1 La taille du conseil d'administration……79

1.1.1.2 L'indépendance du conseil d'administration :.....80

1.1.1.3 L'expertise des administrateurs :.....83

1.1.2 La structure de propriété.....84

1.1.3 La comité de vérification :.....84

1.1.4 Les mécanismes externes de la gouvernance :.....86

1.2 L'impact des principes de gouvernance sur la qualité de l'information financière.....87

1.2.1 Transparence et diffusion de l'information financière.....87

1.2.2 La surveillance et l'équité.....89

1.2.3 La responsabilité.....89

1.3 La Qualité des états financiers conformes aux IFRS et le renforcement de la gouvernance d'entreprise……..……91

1.3. Les avantages attendus des IFRS.....91

Section 02 :l'implication d'audit et de contrôle de l'information financière sur la gouvernance d'entreprise……..……..……..…..94

2.1Le rôle de l'auditeur interne dans le processus de gouvernement des entreprises ……..…..……94

2.2 L'audit interne comme une solution aux problèmes d'asymétrie d'information……..……95

2.2.1. L'asymétrie d'information…….…..……...95

2.2.2 L'audit interne et l'asymétrie d'information….……..…96

2.2.3 L'audit externe et la gouvernance d'entreprise : ……..……99

2.3 L'audit interne, théorie de l'agence et théorie des coûts de transaction.....100

2.3.1 Audit Interne et Théorie de l'Agence :……...100

2.3.2 L'audit interne et la théorie des coûts de transaction :.....102

2.4 Le contrôle interne pour renforcer la gouvernance d'entreprise :..……102

Conclusion…….....107

Chapitre 04 : Cas de l'entreprise NAFTAL (Unité commercial Médéa)…….108

Introduction …..…….....109

Section 01 : Présentation de l'entreprise NAFTAL.....110

1.1Présentation de l'entreprise NAFTAL (Direction Cheraga) ……110

1.2 Branche commercialisation.....113

1.2.1Présentation de l'activité commerciale…….…….113

1.2.2 Missions de l'unité commerciale :…….....113

1.2.3Effectif de l'unité commerciale :……114

1.3 L'organisation de l'unité commerciale de Médéa :……...115

Section 2 : Présentation et analyse des résultats.....117

2.1Démarche méthodologique :.....117

2.1.1 Présentation de la méthodologie de recherche.....117

2.1.2Outils d'analyse de données qualitatives :.....118

2.1.3Le choix des interviewés.....119

2.2 La gouvernance d'entreprise Naftal et sa contribution dans la réalisation des informations fiable.....121

2.3 Le rôle des mécanismes de gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière.....127

2.3.1Le conseil d'administration :.....127

2.3.2Comité de vérification de Naftal.....130

Conclusion.....136

Conclusion générale.....137

Bibliographie.....139

Annexe.....148

Liste des matières.....166

Résumé :

l'objectif de ce mémoire est d'étudier le rôle que joue la gouvernance d'entreprise dans l'amélioration de la qualité de l'information financière et l'impact des principes et des différents mécanismes de gouvernance dans sa réalisation .ce travail a été suivi d'une étude de cas au sein de l'entreprise NAFTAL où nous avons constaté que cette dernière fournit une information financière de qualité tout en appliquant les principes de gouvernance d'entreprise ,l'entreprise a mis en place des mécanismes pour veiller au respect des bonnes pratiques de la gouvernance d'entreprise où nous avons découvert l'application de ces pratiques à travers les mécanismes du conseil d'administration ,du contrôle interne et de l'audit.

Mots clés :

La gouvernance d'entreprise, l'information financière, l'audit, le contrôle interne.

ملخص:

الهدف من هذه المذكرة هو دراسة الدور الذي تلعبه حوكمة الشركات في تحسين جودة المعلومات المالية وتأثير المبادئ وآليات الحوكمة المختلفة في تحقيقها. أعقبتها دراسة حالة داخل شركة NAFTAL حيث لاحظنا أن هده المؤسسة توفر معلومات مالية عالية الجودة أثناء تطبيق مبادئ حوكمة الشركات ، وقد وضعت الشركة آليات لضمان الامتثال لممارسات حوكمة الشركات الجيدة حيث اكتشفنا تطبيق هذه الممارسات من خلال آليات مجلس الإدارة والرقابة الداخلية والتدقيق.

الكلمات الاساسية :حوكمة الشركات ، المعلومة المالية ، التدقيق ، الرقابة الداخلية.